

# DIRE - Diversités Recherches et Terrains

**Dominique GAY-SYLVESTRE**  
Directrice de la publication

DIRE n°3 | 2012 : *Relations de genre et pratiques  
sociales*

Rédacteur en chef du numéro  
**Dominique GAY-SYLVESTRE**  
*FRED (EA 6311), Université de Limoges*

Numéro publié en ligne le 20 décembre 2012  
<http://epublications.unilim.fr/revues/dire/271>

## Editorial

**Dominique GAY-SYLVESTRE**

FRED (EA 6311), Université de Limoges

Première étape, visible, d'une stratégie où la diversité des approches méthodologiques se confond avec la convergence des préoccupations de leurs auteurs, la compilation des articles proposés dans le cadre de la journée d'études qui s'est tenue en avril 2011, intitulée *Relations de genre et pratiques sociales*, est le résultat d'études et de travaux de recherches menés dans un esprit collaboratif, par les membres du réseau Amérique latine Europe Caraïbes (ALEC) au sein de l'équipe FRED.

Axe fédérateur du réseau, il s'agit, à travers ce choix scientifique, de promouvoir des dialogues interdisciplinaires entre historiens, civilisationnistes, linguistes, éducationnistes, politologues, propres à faciliter une meilleure compréhension de réalités tout à la fois proches et lointaines, susceptibles d'offrir des perspectives originales et différentes et aptes à permettre l'interprétation ou la réinterprétation et la compréhension de sociétés diverses.

Six articles (dont un écrit en collaboration) émanant de contextes proprement européen, hispano-américain ou caribéen, proposent une réflexion originale à partir de laquelle la pensée critique renforce la conscience de l'importance de thèmes abordés dans un souci de former des êtres libres et informés.

Le texte de **Josefina Cuesta Bustillo** (Espagne) "La maternidad en España, primer tercio del siglo XX. Encrucijada de trabajo, salud y género" ("La maternité en Espagne au carrefour du travail, de la santé et du genre (premier tiers du XX<sup>e</sup> siècle)") consiste en une approche des différentes positions présentes dans la société espagnole, autour de la maternité et de l'assurance maternité, à travers une enquête de grande ampleur, réalisée au cours des années 20. Le portrait des conditions de travail des ouvrières, en particulier, souligne le retard d'une société où les femmes qui travaillent ne sont pas encore considérées comme des citoyennes à part entière. Élément clé dans la construction de l'identité des femmes dans l'Espagne du siècle passé, la maternité et l'assurance maternité donnent lieu à des débats sur les relations entre fonctions productive et reproductive des femmes, les relations entre famille, travail et État, entre entreprise et travailleurs, entre santé et maladie. En d'autres termes sur le processus de nationalisation des femmes, tout au long du XX<sup>e</sup> siècle.

En partant du regard de sociologie historique ou d'histoire sociologique que Norbert Elias construit dans son ouvrage *Sur le processus de la civilisation. Recherches sociogénétiques et psychogénétiques* (1989), **Andrea Daverio** (Argentine), dans son essai intitulé "Reflexiones para pensar en la violencia de género desde la teoría del proceso civilizatorio de Norbert Elías" ("Réflexions pour penser à la violence de genre à partir de la théorie du processus de civilisation de Norbert Elias"), réfléchit à quelques aspects de ce processus, en particulier à la transformation de l'agressivité en tant que composante de la civilisation occidentale - et donc de l'auto conscience d'elle-même - à partir de la construction, au sein même de cette civilisation, d'un ordre, de genre patriarcal spécifique, auquel correspondent des relations de genre construites sur la base de l'inégalité, la hiérarchie et l'asymétrie entre les genres.

Dans un tout autre registre, l'article de **Dominique Gay-Sylvestre** (France) « Prostitution à Cuba (1959-2011) » retrace la façon dont, dès le début de la Révolution, à travers l'éradication de la prostitution, le gouvernement cubain et la Fédération des Femmes Cubaines (FMC) entament leur combat en faveur d'une société où les femmes jouiraient, enfin, des mêmes droits que ceux des hommes. La prostitution dite « traditionnelle » disparaît mais d'autres formes, plus cachées, plus sournoises, surgissent qui nuisent à la construction de la société et de l'Homme nouveaux prônés par la Révolution. La « période spéciale en temps de paix » qui touche plus profondément les femmes entraîne l'apparition d'une prostitution de subsistance. Pour pallier les nombreuses insuffisances économiques, le gouvernement cubain favorise l'arrivée, massive, de touristes. L'une des conséquences sera la renaissance d'une prostitution que l'on croyait disparue, qui remet en question les fondements de la société cubaine.

L'étude « Suicide chez les jeunes Guarani/Kaiowa du Mato Grosso du Sud » menée par **Sonia Grubits** (Brésil) auprès des indiens Guarani/kaiowa du Mato Grosso do sul, au Brésil, sur les raisons de l'augmentation du taux de suicides au cours des trente-cinq dernières années, en particulier chez les adolescents et les jeunes adultes de sexe masculin, nous montre un peuple marqué par une histoire faite d'échecs et de destructions. Si l'environnement apparaît comme la cause première des suicides, le confinement dans les réserves, les problèmes liés à la propriété et à la démarcation des terres occupées par les communautés indigènes, jouent également un rôle fondamental.

Le traitement médiatique de certains phénomènes de violence dans les presses britannique et espagnole, à travers le comportement des unités polylexicales qui les représentent constitue le thème central du travail intitulé « Les phénomènes de violence dans la presse écrite au Royaume-Uni et en Espagne », présenté par **Ramon Marti Solano** (France) et **Carmen Avila** (Espagne). La combinaison de la linguistique du corpus et de l'analyse textuelle sert, ici, à expliquer ces phénomènes et à les situer dans leurs contextes intralinguistiques et extralinguistiques. Dans le cas britannique, **Ramon Marti Solano** se penche sur le composé *honour killing*, des crimes commis contre les femmes au nom de l'honneur, afin d'en définir la validité et d'en faire une interprétation en fonction de leur environnement lexical et discursif. **Carmen Avila**, pour sa part, examine le syntagme *violencia de género*, extrêmement récurrent dans les médias, et les associations contextuelles qu'il suscite.

A travers « La experiencia de narración oral : un espacio para profundizar procesos identitarios con perspectivas de género en el CEM UCV » (« L'expérience de narration orale : un espace pour approfondir des processus identitaires dans une perspective de genre au sein du CEM UCV »), **Isabel Zerpa** (Venezuela) traite de l'expérience de construction socio-culturelle menée par le groupe pluridisciplinaire *Les Filles et les Fils d'Artémise* du Centre d'Etudes sur les Femmes de l'Université Centrale du Venezuela. L'auteur part de la « narration orale comme alternative débouchant sur le développement d'une expérience éducative dans le cadre d'une perspective genrée ». Dans le cadre spécifique de la pédagogie participative, il s'agit de porter à la connaissance d'étudiants et d'enseignants des récits susceptibles de contribuer à la prévention de la violence de genre, qui mettent en évidence la participation et les acquis des femmes, permettent une réflexion critique et un changement d'attitude.

# La maternidad en España, primer tercio del siglo XX. Encrucijada de trabajo, salud y género

## La maternité en Espagne au carrefour du travail, de la santé et du genre (premier tiers du XX<sup>e</sup> siècle)

**CUESTA, Josefina**

Professeur d'Histoire Contemporaine  
Université de Salamanca. Salamanca (Espagne)  
jcuesta@usal.es

**CUESTA, Josefina**

Catedrática de Historia Contemporánea  
Universidad de Salamanca. Salamanca (España)  
jcuesta@usal.es

### Resumen

La preparación del seguro de maternidad generó en España tres encuestas en los años veinte, en las que los organismos de previsión difundieron las bases del futuro seguro y recogieron la opinión de los actores sociales: técnicos, trabajadores, organizaciones empresariales y obreras -también femeninas-, asociaciones mutuas, instituciones médicas y algunas individualidades de la sociedad española. Estas voces de la sociedad civil, que son el objeto de estudio en este trabajo, ponen de relieve el carácter poliédrico, de construcción social, y las múltiples variables que inciden en un hecho hasta entonces considerado sólo como natural, biológico y privado, como es la maternidad; hecho que en los años veinte se inserta en el espacio público y en el creciente ámbito de la previsión social, y desde ella, en la nacionalización de las mujeres, que se extiende por Europa durante la primera mitad del siglo XX.

Palabras clave: seguro de maternidad, madre trabajadora, previsión, lactancia materna

### Résumé

Dans les années 20, l'élaboration de l'assurance maternité en Espagne a généré trois enquêtes au cours desquelles les organismes de prévoyance diffusèrent les bases de la future assurance et recueillirent l'opinion des acteurs sociaux : techniciens, travailleurs, organisations patronales et ouvrières - féminines également -, associations d'aide mutuelle, institutions médicales et divers membres de la société espagnole. Ces voix de la société civile, qui font l'objet de notre étude, mettent en évidence le caractère polyédrique, de construction sociale et les variables multiples qui influent sur un fait jusqu'alors uniquement considéré comme naturel, biologique et privé, à savoir la maternité ; fait qui, dans les années 20, s'insère dans l'espace public et dans le cadre d'une prévoyance sociale croissante et, partant, de la nationalisation des femmes et s'étend à l'Europe pendant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle.

Mots clés : assurance maternité, mères travailleuses, prévoyance, allaitement maternel

## **I. Introducción**

El análisis de las perspectivas sociales sobre la maternidad en las sociedades contemporáneas ha aportado perspectivas esclarecedoras para el conocimiento del proceso de elaboración de discursos y de la construcción histórica del concepto de maternidad, aunque tiene una historia reciente (Aresti, 2001; Bolufer, 2007; Bock y Thane, 1996; Cabré Pairet y Ortiz Gómez, 2009; Cova, 1997; Morata Marco, 2004; Ortiz Gómez, 2004; Perrot, 1998; Suárez Suárez, 2009). Y si tradicionalmente se ha considerado “la maternidad como una función primordial de las mujeres, en los discursos morales y en las instituciones sociales de cada época” (Bolufer, 2007, p. 63), han variado *las formas* en que ha sido concebida, imaginada y organizada a través del tiempo y del espacio.

Por ello es preciso aproximarse a este fenómeno natural, pero histórico, desde la perspectiva de una construcción imaginaria e histórica, en la que se articulan las instituciones sociales, el orden simbólico y la configuración de la subjetividad individual. En efecto, la expansión de la medicina social, de las teorías eugenésicas y la implantación de las políticas de previsión social proyectan una nueva mirada sobre las relaciones entre mujeres, trabajo y salud a principios del siglo XX (Arenas, 1995; Aresti, 2001; Boch y Thane, 1996; Cabré Pairet y Ortiz Gómez, 2009; Caporale, 2005). Ante esta nueva perspectiva, las mujeres trabajadoras serán objeto de especial atención por los diversos actores sociales, desde las organizaciones femeninas y médicas hasta las instancias oficiales, especialmente en lo referente a las condiciones de la maternidad. Precisamente el análisis de la maternidad y de su institucionalización como seguro social, en la España de los años veinte, tiene la virtud de poner de manifiesto las relaciones entre higienismo, medicina, mujeres, trabajo, salud y enfermedad, que subyacen en el proceso de construcción social de la salud y en su aplicación legal. De hecho, estas concretas relaciones se insertarán en los usos políticos del saber sobre la salud, en el campo específico de las políticas de género y de las relaciones de las mujeres con el Estado; en suma, en la progresiva nacionalización de las mujeres, analizada en la obra de Duby-Perrot (Duby y Perrot, 2000: 39-106).

La implantación de este seguro en España da lugar a encuestas y a un amplio debate sobre los conceptos y sobre las relaciones entre trabajo femenino, salud, enfermedad y maternidad, desde la perspectiva de los diferentes actores en juego. Nuestro objetivo en el presente trabajo, es bucear en esta pluralidad de opiniones que emanan de la sociedad, desde la óptica de la previsión. Con ello pretendemos completar la perspectiva de la maternidad como construcción social, y poner de manifiesto cómo se elaboran los conceptos y las condiciones de la protección de la maternidad, desde las opiniones de los propios actores sociales, y cuán plurales y diversas son esas perspectivas. Este ángulo de aproximación presenta la maternidad, no tanto como hecho natural, biológico y objetivo, sino como una realidad social poliédrica, compleja, de múltiples enfoques y diversas condiciones y soluciones legales, variable históricamente. Proporciona una aproximación a los procesos, no siempre paralelos ni concluyentes, de la demanda social y de la respuesta legal.

## **II. Género, clase, trabajo y salud**

En la España del primer tercio del siglo XX, y en el caso de la maternidad, se percibe la transición desde la salud y el trabajo como experiencia personal femenina, a su progresiva institucionalización como derecho y como campo de previsión social - ya voluntario, ya obligatorio -; además se produce la transición del hecho del parto de la esfera privada, familiar, a la esfera pública, estatal.

Las opiniones vertidas por los diversos actores sobre este tránsito traslucen las relaciones sociales que se desvelan entre mujeres, trabajo, salud y maternidad, e ilustran los nexos y distonías entre el discurso oficial y las perspectivas sobre la realidad femenina, más plural. Permiten, además, analizar el proceso que conduce, desde ambos discursos, a la consideración jurídica del trabajo y de la salud. La maternidad puede ser abordada en este caso, además, como encrucijada y representación de las formas culturales de comprender el cuerpo, las edades de las mujeres, la vida y la muerte; como forma de analizar las relaciones familiares y sociales, de desentrañar las relaciones entre padre, madre, hijo-hija o entre individuo, familia y comunidad; y, en la sociedad industrial, se presenta como lugar de conflicto o de encuentro entre el trabajo productivo y reproductivo de las mujeres, haciendo patente una problemática de conciliación que ha llegado hasta nuestros días. Tampoco están ausentes de esta cuestión los cambios de las relaciones entre espacio privado y espacio público. Se pueden rastrear, además, las diferencias entre un feminismo social (Llona, 1998) y un feminismo político.

En la aproximación a las relaciones entre salud, trabajo femenino y sociedad emergen el contexto y los factores internacionales que han incidido en la construcción social de las relaciones entre salud-trabajo-género (creación de la Organización Internacional del Trabajo, Convenios y conferencias internacionales, políticas sociales de otros Estados) y se desvelan los nexos y las relaciones entre instituciones u organismos nacionales o internacionales (Cuesta, 1994). Todo ello se apoya en la transmisión de conocimientos y en la internacionalización de las prácticas sanitarias, que revelan la transferencia de saberes y de prácticas científicas desde los lugares de producción (instituciones sociales, expertos, profesionales de la medicina), pasando por las campañas y las dinámicas de circulación del saber a través de personas, conferencias, publicaciones o redes de expertos, hasta su aplicación social y sus usos políticos y ciudadanos. Pero también se manifiestan los factores sociales y políticos que les condicionan.

Esta compleja problemática puede ser percibida desde el rol de los diferentes actores: voces femeninas y masculinas, individuales y colectivas, bien sean éstas sindicales, patronales, profesionales o de los administradores; o desde la perspectiva sectorial, por ejemplo las diferencias entre mundo rural y urbano, o entre las diferentes variedades regionales, o desde la perspectiva profesional de los propios trabajadores, o calibrando la función del experto y su importancia -médicos, inspectores de trabajo, sociólogos, actuarios-, o en la constitución de comunidades profesionales - asociaciones de médicos -, u organizaciones de previsión privada o colectiva - mutuas, compañías de seguros -, o en la emergencia de nuevas profesiones, o de nuevas funciones en las antiguas, y en la circulación de personas y de ideas (conferencias, debates, publicaciones, encuestas).

### **III. La salud de las obreras, una cuestión pública: la función de los expertos (1900-1921)**

Desde comienzos del siglo XX, la maternidad ha dejado de ser una realidad silenciosa en la vida social y se convertirá en un elemento clave en la construcción de la identidad de las mujeres en España en el siglo pasado (Cova, 1997, 2004; Kinbiehler, 2001; Méndez Vázquez, 2007; Mira Abad y Moreno Seco, 2004; Bolufer, 2007; Concha y Osborne, 2004). Podemos percibir en las publicaciones de este periodo, cómo, en el discurso oficial, se asiste al estallido del antiguo “modelo maternal” acuñado desde siglos (Aresti, 2001; Cova, 2004; Rich, 1996). En España, durante las dos primeras décadas del siglo, se abría camino un discurso renovador sobre el concepto de salud, pero también sobre el trabajo y, más aún, sobre el trabajo femenino. Aunque circunscrita a ciertas elites de la sociedad - médicos,

administradores -, la publicística de la época era insistente sobre el tema y calaba lentamente en la sociedad. Aquí se inserta la propaganda a favor de la protección de la maternidad.

A pesar de estos lúcidos antecedentes, cuando el Instituto Nacional de Previsión inicia su reflexión sobre la protección a la madre trabajadora, en forma de seguro de maternidad, vuelve la vista atrás y constata un fracaso prolongado durante más de veinte años (Martínez Quinteiro, 1988). Gómez de Vaquero reconoce en *El Sol*, que la Ley de 1900, protectora de la mujer que trabaja y da a luz “ha sido una cosa inerte, letra muerta” (Gómez de Vaquero, 1923: 88). No se ha guardado el reposo antes ni después del parto, pero no por ignorancia, sino por necesidad. Frase que recoge Leal Ramos al defender la creación de Mutualidades Maternales:

“Ni el reposo potestativo antes del parto, ni el obligatorio, posterior a ese trance, que conmueve todo el organismo de la madre, se ha guardado, no ya por la ignorancia de esas *pobres mujeres*, que hasta el momento del alumbramiento, y desde muy pocos días después, ocupan su lugar en el trabajo, sino porque la Ley que trató de tutelar a *esas infelices*, reservándoles su puesto y obligándoles a abstenerse de todo trabajo físico durante las primeras semanas del puerperio, no se cuidó de hacer viable su prohibición, y la mujer, necesitada del rendimiento de su trabajo fue la primera *interesada en eludir la observancia de aquella Ley*, teóricamente humanitaria, por no perder su jornal, aún a costa de poner en riesgo su salud y acaso su vida” (Leal Ramos, 1923: 143).

Ante la “letra muerta” de la legislación anterior, los propagandistas de la previsión se aprestaron a insuflar energía a la política social de previsión que emprendían. Para ello habían de contar con la sociedad y, “especialmente con la opinión de los más interesados”, y se empeñaron en “plantear el problema del seguro de maternidad a la vista de patronos y obreros, de las clases sanitarias y de los representantes del mutualismo” (*Anteproyecto*, 1927: 3). Iniciaron un denso proceso de producción, difusión y circulación de las ideas y de las experiencias que la nueva medicina social y la previsión habían extendido por toda Europa desde principios de siglo. Tres grandes “encuestas” recogen esta transmisión-divulgación-recogida de opinión pública de la sociedad, sobre la maternidad en los años veinte en España: una Conferencia de Seguros Sociales, celebrada en Barcelona en 1922, la encuesta sobre maternidad (1925-26) (*Resumen*, 1926) y la consulta sobre el Anteproyecto del seguro de Maternidad (*Anteproyecto*, 1927). Más conocida la primera, en este trabajo nos detendremos fundamentalmente sobre las opiniones recogidas en estas dos últimas consultas.

### **A. El discurso de las elites: trabajo, sanidad, seguros sociales y protección de la maternidad**

Si en la primera postguerra mundial se propugnaba, a nivel internacional, una revisión del concepto de trabajo, en España se extendía además una nueva perspectiva social de la sanidad, y de la legislación social “como instrumento de regeneración sanitaria del país (Martín Salazar, 1920: 167). Discurso que vinculaba la reforma sanitaria, incluso el progreso, con la higiene y la medicina social, y con las políticas demográficas y poblacionistas: “Hace años que se repite incansablemente que la política demográfica de España es, en su parte fundamental, política sanitaria” (Serrano, 1950: 21), se recordaba todavía en 1950, aludiendo a la Conferencia de Seguros sociales de Barcelona, de 1922.

En efecto, en las dos primeras décadas del siglo, los países que se habían adelantado en la implantación de los seguros sociales obligatorios (Alemania, Austria, Gran Bretaña)

actuaban como espejos donde mirarse. La protección de la maternidad realizada en Francia, Italia o Alemania, en forma de seguro, era objeto de información y de circulación social, y se presentaba a estos países como modelo de sociedades avanzadas: “Alemania e Italia han transformado sanitariamente sus respectivos países, realizaron una transformación enorme en sus condiciones de vitalidad”, afirmaba José Maluquer y Salvador, reconociendo en Alemania “una disminución enorme [de la mortalidad] en lo que a la tuberculosis se refiere” (Maluquer, 1921<sup>a</sup>: 99). En efecto, se vislumbraba el futuro seguro bajo: “la necesidad de una profilaxia social”, de “una vigorosa política de saneamiento [...] que acabe con la espantosa sangría de la tuberculosis y con la vergüenza de las enfermedades endémicas” (Maluquer, 1921b: 46) y como “obra de verdadero progreso, obra justa, obra humanitaria, obra de progreso social” (Marv, 1921: 187).

El Inspector general de Sanidad (Manuel Martín Salazar) tenía una visión clara sobre este tema para España, que caminaba con mayor lentitud que otros países europeos en el campo de la legislación social:

“A decir verdad nosotros hemos echado siempre de menos, sobre este punto los [seguros] de enfermedad y maternal, que son los más relacionados con los intereses sanitarios del país, y que sin embargo, no han sido todavía seriamente tratados en nuestra legislación” (Martín Salazar, 1920: 167).

El arraigo en esta perspectiva sanitaria, vinculada al progreso, se asentaba sobre otro discurso que reflejaba bien las lacras de la sociedad española de principios de siglo y vinculaba enfermedad y pobreza, y éstas con vida obrera:

“La enfermedad como causa de pobreza, y la pobreza como causa de enfermedad se entretejen y forman un círculo vicioso que, a manera de argolla, sujeta al obrero a la esclavitud de la miseria” (Murillo, 1918: 208, citado por Rodríguez Ocaña, 1986: 231).

No es de extrañar la importancia concedida, desde los inicios del siglo XX, a los niveles de salubridad, pues la triada “obrero-pobreza-enfermedad” conformaba un conjunto cruelmente indisoluble hasta los años treinta, que reaparecerá de nuevo, dramáticamente, desde la guerra civil hasta bien entrados los años 50 (Lobato, 1995: 160). “Los dos factores de muerte y de degeneración son indudablemente la miseria y la ignorancia”, había escrito Tomás Balbs en la *Revista Bascongada* (p. 521). El concepto de “muertos de clase”, atribuido a las víctimas de la tuberculosis, se aplicaba especialmente “a familias obreras que ejercían habitualmente un trabajo productivo por el que no percibían los recursos mínimos indispensables para posibilitar su supervivencia”. No es de extrañar que se propugnara la “lucha contra la miseria, la pobreza, las enfermedades, la tuberculosis -el fantasma-, [en suma] por la dignidad del obrero” (Ortega Munilla, 1921: 230).

Estas afirmaciones se atribuían también a la condición de las mujeres trabajadoras, donde la cuestión de la maternidad acentuaba aún más la urgencia de la política sanitaria:

“Frecuentsimo es entre nosotros que en la faena de la mujer se den circunstancias, que en mayor o menor grado, la conviertan en *penosa e insalubre*: inmovilidad durante largas horas, automatismo agotador, trabajo en pie ante los telares y otras máquinas de diversas industrias, bárbaras faenas de carga y descarga en los muelles, mercados, etc, estancia en locales húmedos (fábricas conservas de pescado), tareas de agitación incesante (faenas agrícolas, limpieza de trenes y tranvías, fregado, etc.), trabajo de mostrador, también de intensa actividad y en pie, aunque la Ley llamada



“de la silla” [...] haya venido en parte a remediar el mal” (López Argüello, 1925: 52-53).

Por otra parte, las palabras que había pronunciado Leal Ramos sobre la maternidad de las trabajadoras no tenían desperdicio: “pobres mujeres”, “esas infelices”, y proseguía:

“Encadenadas al trabajo, pusieron en peligro su existencia y comprometieron la vida del fruto de su entrañas por reintegrarse prematuramente al taller, a la fábrica, al lavadero o a la tierra” (Leal Ramos, 1923: 143).

Frases que denotan una conmiseración hacia un género y una clase social, sometida a la urgencia de la escasez y a las inclemencias de la insalubridad y de la enfermedad.

Ante este panorama, la reforma social se presentaba como “aventadora de las negruras con que la enfermedad y la invalidez invaden sus hogares”, [aventadora] de la “enfermedad y del pauperismo”, “de la miseria y el dolor” (Marvá, 1921: 209-16). Argumentos todos ellos que serían esgrimidos con insistencia por las elites sanitarias y por los administradores de la previsión en la defensa de la necesidad de los seguros sociales.

En consecuencia, el subsidio de maternidad se presentaba desde el punto de vista social como la medida de prevención más necesaria y más importante de todas:

“Porque ataca un mal que amenaza la vida de la sociedad en su raíz, en su fuente y lo ataca antes de producirse; y cuantitativamente es más importante que el que accidentes de trabajo, porque por cada accidente del trabajo hay diez o doce partos; y es de más eficacia, cuantitativa y cualitativamente que el seguro de invalidez, porque no se limita a curar y a sostener vidas valetudinarias, sino que ciega fuentes de muerte y de enfermedad; y es una medida de profilaxis y de higiene que, además de evitar la muerte de la madre y de los niños, les procura para el porvenir salud y vigor” (Leal Ramos, 1923: 144).

Sobre esta cuestión de la mortalidad maternal e infantil incidirán la mayor parte de los argumentos a favor de la previsión. Todavía en los *Informes* de 1927 sobre el seguro de maternidad redundará El Dr. D. Aurelio Ballesteros, de Santander:

“No nos sorprenderá que se consigne en nuestro “*Anuario estadístico de 1917*” una mortalidad por infecciones puerperales de 3.031 mujeres. Ahora bien, si consideramos que la mortalidad en las infecciones puerperales es aproximadamente de un 20%, tendremos que durante este año el número mínimo de infecciones, como consecuencia del parto, ha sido de 60.620, que seguramente habrán sido más, ya que al cálculo aplicamos los datos de la clínica, y sabemos que en los domicilios siempre hay más defectos y, por tanto, más infecciones; - y añadía a renglón seguido - el “*Anuario oficial estadístico de 1923*” da 18.581 abortos, contra una natalidad de 660.776, y una mortalidad de niños menores de un año, como promedio del decenio 1913-1923, de 96.084” (I.N.P., 1926).

En efecto, los argumentos para evitar la mortalidad infantil y a favor del vigor de la “raza” reforzaban todo el discurso: “el seguro de maternidad como medio de vitalizar la raza”, figura como una preocupación muy extendida en la época y vinculada al poder internacional de los Estados.

Desde comienzos de los años veinte, las minorías con preocupación social en España, en el Instituto Nacional de Previsión y en las Cajas de Previsión circularon con profusión estos

discursos a favor del seguro de maternidad. “El I. N. P. no cejó en este empeño: publicó varios estudios e informes” (I.N.P., 1926: 3).

### **B. La consiguiente culpabilización de la obrera (y del sistema)**

Si de la lectura de los discursos oficiales, y especialmente de los más preocupados por la cuestión social y por la maternidad, hemos anotado algunas de las expresiones de conmiseración con que se alude a las obreras sometidas a estas calamidades, no deja de sorprender cómo se refleja en los juicios y expresiones una cierta culpabilización de la víctima, que se hace extensiva al sistema, sin duda, que no la exonera a ella de juicios negativos, aunque inconscientes acaso.

La mujer trabajadora es considerada culpable de esta situación, en cierto modo, no ya por su ignorancia, a la que se invoca con frecuencia y que preocupa gravemente, sino por su incuria y descuido, en suma por su estado de necesidad. Se recuerdan:

“los males que pueden acarrear a la obrera *las imprudencias* relacionadas con el trabajo, en las épocas cercanas al nacimiento de su hijo”, “el proceder *irreflexivo* y de *la temeraria despreocupación* de la obrera en los tiempos en que la higiene y la prudencia más elemental presentan un mínimo de exigencias que no pueden impunemente desatenderse. Con todo ello, tal proceder y tal *despreocupación* son las normas habituales porque la obrera se rige en el asunto. (...) Las consecuencias de esta manera de obrar son, como hemos visto, las que la lógica impone de modo fatal y necesario. Abortos, partos prematuros y deformaciones del recién nacido, reconocen infinitas veces por causa única *el trabajo imprudente* en las proximidades del alumbramiento, graves enfermedades de la madre que amenazan su vida y realizan muchas veces la amenaza, son la consecuencia de la vuelta prematura al taller o a la fábrica” (López Argüello, 1925: 54).

La perspectiva crítica sobre las condiciones insalubres en que trabajan algunas mujeres, tampoco carece de cierta acusación y culpabilización de las propias obreras, ni de cierta crítica, especialmente dura, cuando se trata de la mortalidad infantil.

“Pero donde más terriblemente se notan los efectos de esta transgresión de las leyes elementales de la previsión y de higiene, es en las estadísticas de mortalidad infantil entre los hijos de los obreros. (...) Y por si pudiera, no ciertamente sin fundamento, achacarse tal resultado a las condiciones higiénicas de esta clase de trabajo, que en algunas de sus formas (trabajo de las cardas, casi siempre en atmósferas irrespirables), puede figurar a la cabeza entre los insalubres y nocivos, nos apresuramos a añadir que la mortalidad entre los hijos de los obreros de otras industrias arroja también la enorme cifra de 55%, a lo que no dudamos contribuye de modo principal *el incumplimiento de las leyes higiénicas que lamentamos en la obrera*” (López Argüello, 1925: 54-55).

El ponente de la Conferencia de Barcelona de 1922, como Inspector de Trabajo, tenía una gran experiencia y un buen conocimiento de las condiciones del trabajo de las obreras españolas. Y para no pecar de exagerado, ilustraba las afirmaciones anteriores con un caso que él había presenciado:

“Haciendo el autor de estas líneas una visita a una fábrica de conservas de pescado de Laredo, encontró, en cierta ocasión, tranquilamente sentada sobre un suelo húmedo y trabajando en el descabezado de la sardina, a una mujer que había dado a luz el día anterior. Y si bien este caso puede ser considerado como excepcional, el hecho de

reanudar la vida y el trabajo cotidianos a los tres o cuatro días después del parto, adquiere ya entre nuestras obreras caracteres de normalidad aceptada, como lo es igualmente el hecho de prescindir de toda medida higiénica que pudiera atenuar las consecuencias del mal” (López Argüello, 1925: 54-55).

Si las afirmaciones respecto a la falta de condiciones sanitarias en el parto, vertidas por los distintos expertos, adquieren un tono culpabilizador para las obreras, cierto es también que los autores de estas críticas las diluyen en las condiciones sociales en que han de desarrollar su vida y su trabajo, situándolas, en el fondo, también como víctimas de unas condiciones económico-sociales que las someten a esta situación, “necesitadas del rendimiento de su trabajo”. Se presentan, en efecto, como “consecuencia de la vuelta *prematura* al taller o a la fábrica”, “forzada también a ello, justo es decirlo, por las duras exigencias de la necesidad” (López Argüello, 1925: 52, 54, 55), o “por no perder su jornal, aún a costa de poner en riesgo su salud y acaso su vida” (Leal Ramos, 1923: 143).

#### **IV. Encuestas sobre las condiciones de la maternidad en la mujer obrera, 1925-1927**

Desde comienzos de los años veinte, las minorías con preocupación social del I.N.P. y de las Cajas de Previsión hicieron circular con profusión estos discursos a favor del seguro de maternidad (López Argüello, 1915, 1922). “El I. N. P. no cejó en este empeño: publicó varios estudios e informes” (*Resumen*, 1927: 3).

La preocupación social por esta protección era evidente en las minorías difusoras de la previsión, menos en las esferas del poder, especialmente tras la imposición de la dictadura de Primo de Rivera, que dilató *sine die* la aprobación de este seguro, a punto de implantarse, y de otros que estaban en preparación (Cuesta, J., 1988). Por ello, y por la dificultad de arraigo de las prácticas sanitarias, eugenésicas y de protección de la maternidad en las mujeres trabajadoras, el I. N. P. inició una campaña de propaganda de ida y vuelta sobre las condiciones que habrían de acompañar a este seguro. En otros lugares hemos analizado toda la campaña de propaganda, emitida desde el poder y las instituciones oficiales, pero no hemos prestado la debida atención a la voz de la sociedad civil, a las propuestas y opiniones de los actores desde la base.

Después de la Conferencia de Barcelona de 1922, el organismo oficial de previsión emprende dos amplias encuestas, difundidas por millares a empresas, a organizaciones obreras - masculinas y femeninas - y empresariales, a asociaciones médicas, a instituciones de previsión y mutuas, y a personalidades de diversas profesiones, especialmente médicos, inspectores de trabajo y abogados. La decepción en el I.N.P. debió ser notable ante el reducido número de respuestas recibidas. Por lo que después de una primera iniciativa, cuyo fruto fue el primer *Resumen de la información* (1926), volvió a reenviar otra consulta dos años después, en este caso con los contenidos del Anteproyecto de ley del seguro de maternidad. Algo aumentó el número de respuestas, aunque seguían siendo minoritarias respecto al abundante tejido asociativo del país y a la amplitud de opiniones solicitadas (*Anteproyecto del seguro de maternidad*, 1927).

El Instituto Nacional de Previsión, después de transcurridos veinte años desde su fundación, volvía a constatar que las cuestiones de los seguros, y aún peor, las relativas a la maternidad, no debían interesar a la mayor parte de la población. La distonía entre preocupaciones de las elites y las de la inmensa mayoría también eran una realidad en materia de previsión.

Cuadro n° 1: Respuestas recibidas a las encuestas sobre el seguro de maternidad, enviadas por el Instituto Nacional de Previsión (1925-1927)

<b>Respuestas a las Encuestas sobre maternidad (1925-1927)</b>	<b>1925</b>	Total por ramas	<b>Total</b>
<b>Asociaciones obreras</b>	<b>35</b>		<b>45</b>
Cámaras de comercio Industrias y comerciantes Asociaciones patronales		6 20 5	
<b>Total Asociaciones patronales</b>	<b>19</b>		<b>31</b>
Facultades de Medicina Colegios médicos Otras asociaciones sanitarias Médicos y catedráticos		1 4 7 34	
<b>Total Personas o entidades médicas</b>	<b>20</b>		<b>46</b>
Socorros Mutuos Cajas de Ahorro y Previsión		18 5	
<b>Instituciones de previsión</b>	<b>4</b>		<b>23</b>
Instituciones diversas		13	
Particulares (abogados: 3)	<b>10</b>	19	
<b>Otras Instituciones y particulares</b>			<b>32</b>
Fuente: I.N.P. (1927): Anteproyecto del seguro de maternidad. Bases sometidas a información pública, del 15 de abril al 15 de junio de 1927. Madrid, Sobrinos de la S <sup>a</sup> de Manuel Minuesa de los Ríos.			

Si las respuestas fueron escasas, un total de 170 informes enviados por 163 informantes (*Anteproyecto*, 1927), no así la diversidad de sus contenidos, ni de sus emisores. Entre éstos había instituciones de ámbito estatal, sindicatos obreros potentes, algunas organizaciones patronales de amplia implantación, mutualidades, organizaciones médicas representativas, e individualidades verdaderamente conocidas en la época. Entre las respuestas femeninas, destacan algunos sindicatos, una revista femenina (católica) y voces reconocidas en la sociedad española, fundamentalmente abogadas; alguna inspectora de trabajo.

Las cuestiones se referían fundamentalmente a extremos que había de legislar el futuro seguro, técnicas algunas, aunque aquí sólo hemos recogido las respuestas de carácter social más directamente relacionadas con el tema que abordamos: edades de las mujeres madres; plazos del permiso de maternidad, antes y después del alumbramiento; derechos y condiciones laborales y económicas que generaba el alumbramiento de las mujeres trabajadoras; prestaciones o subsidios que debían concederse; y condiciones de la lactancia materna.

De todas las respuestas nos ha interesado, fundamentalmente, la variedad de perspectivas y de opiniones de la sociedad española, que reflejan cómo un hecho biológico como la maternidad no engendra perspectivas unánimes, sino que revela múltiples situaciones y condiciones personales, sociales, económicas, laborales y de servicios de carácter oficial - edad, estado civil, condición social, espacio de trabajo, atención sanitaria-.

### **A. Las edades de las madres trabajadoras**

El “Convenio sobre protección de la maternidad” (n° 3 de la OIT, Washington, 1919) definía para su inclusión en el seguro: “el término *mujer* comprende a toda persona del sexo femenino, cualquiera que sea su edad o nacionalidad, casada o no”. La ponencia de la Conferencia de Barcelona proponía una misma edad, de 16 a 65 años, para los beneficiarios de los tres seguros -enfermedad, invalidez, maternidad-, corregida en las conclusiones de la misma Conferencia, de 14 a 65 años (Cuesta, J., 1988: 841).

El anteproyecto, y después R. Decreto de 1929, mantienen “la no discriminación (...) arraigada en Washington, en cuanto a la edad, nacionalidad y estado civil” (Cuesta, 1988: 568; Martín Valverde y otros, 1987: 641). Pero como en muchas de las cuestiones sociales, la realidad se presentaba y percibía mucho más diversa y variada, pues podía distinguirse entre la edad para cotizar y la edad para ser beneficiaria. En las respuestas a las dos encuestas citadas, las edades de las madres trabajadoras para tener derecho al seguro de maternidad oscilaron, desde los 12-50 años, la más amplia, a 14-45 años, o la similar de 15-45 años, ó 17-45 años; ó un poco más amplia, 15-50 años, propugnaban determinados médicos e inspectores del trabajo. En la horquilla más limitada, 20-40 años, coincidían la Cámara Oficial de Comercio e Industria de Valladolid y el Sindicato de Agrupaciones Católicas de Obreras -Pamplona- (*Resumen*, 1926: 8-9).

Ninguna de ellas reproducía las propuestas de la Conferencia de Barcelona, pues no respondían al tema desde la perspectiva de un posible beneficiario de un seguro, sino desde el ángulo de las edades de las madres obreras. Si algo sorprende de las respuestas era la temprana edad para el disfrute de este seguro que proponen las respuestas, no sólo por referirse a una muy temprana maternidad, sino porque -en este caso- llevaba aneja la condición de trabajadora, ya desde los 12 o los 14 años, cuando la legislación prohibía el trabajo a menores. Ninguna de las propuestas supera el umbral de los 50 años. Recogiendo una opinión media y la legislación sobre el trabajo, el Decreto que implanta el seguro de maternidad en 1929 impone a las aseguradas la obligación de cotizar desde los 16 a los 50 años.

### **B. Género y clase: Condiciones económicas de las mujeres trabajadoras para el acceso al seguro**

Las condiciones económicas propuestas para tener derecho al seguro maternal reflejaban también un amplio abanico de opciones y de aspiraciones sociales, sugeridas por determinadas asociaciones o por personalidades de la sociedad española. Unas seguían manteniendo esquemas de beneficencia al solicitar los derechos de protección a la

maternidad para todas las que carecieran de bienes. Otras opiniones, que eran mayoría, no limitaban ninguna condición económica en las mujeres trabajadoras y concebían la protección maternal vinculada a “cualquiera que sea” la condición de la mujer trabajadora. En la mayor parte de los casos se asociaba el seguro de maternidad a la condición de trabajadora, una limitación de clase social, y se condicionaba el derecho a un tope salarial determinado, en general generoso para 1925: no superior a 7, 8, 9, 10 pts. diarias, respectivamente o 10 pts. diarias.

Es preciso recordar que el salario femenino, considerado en esa época como medio, por la Caja Social Alavesa, eran de 3 pts. diarias, aunque para algunas organizaciones catalanas ascendía a 5 pesetas diarias. ¡Tan fluctuantes eran las situaciones sociales y las percepciones de la realidad! Otras respuestas designaban las mismas condiciones que habrían de regir para otros seguros; o similar a la “del seguro de enfermedad”. Tampoco la Confederación de los Obreros Católicos de Levante hacía con el de maternidad distinción de género, sino sólo de clase: “La que rija para los demás seguros, tendiendo a su elevación” (*Resumen*, 1926: 10-11).

En determinadas respuestas, en vez del salario diario se fijaba un tope salarial anual que podía ser igual al del seguro del retiro obrero: ingresos no superiores a 4.000 pts. anuales; no superior a 5.000 pts. anuales, y hasta una cifra no superior a 6.000 pts. anuales, defendían personalidades o asociaciones expertas en el campo social (*Resumen*, 1926: 10-11). Cantidad esta última que había sido sugerida por la ponencia y aceptada en las conclusiones de la Conferencia de Barcelona.

La condición para ser destinataria del seguro no iba vinculada a la necesidad -como defendían algunas respuestas- sino a la condición de trabajadora, como era inherente al seguro y había definido el Convenio de Washington, que incluía a trabajadoras de empresas industriales y comerciales, públicas y privadas (*Convenio sobre la protección de la maternidad*, 1919). Las demandas de la sociedad y la experiencia del retiro obrero habían impulsado a los expertos de la Conferencia de Barcelona a proteger en España como asegurados -en enfermedad, invalidez y maternidad- a todos los asalariados, e incluían expresamente a “aparceros, trabajadores a domicilio, a domésticos y a cuantos perciban retribuciones” de las administraciones públicas. Respecto al de maternidad había incluido “a todas las mujeres (asalariadas) en trance de parto comprendidas en el Convenio de Washington y en el seguro de enfermedad” (Cuesta, 1988: 841, 863).

La redacción del R. Decreto de 1929 ya no vinculaba la protección de la maternidad a los seguros de protección de la salud, sino al único que se había implantado hasta entonces: “serán beneficiarias (...) todas las obreras y empleadas que estén inscritas en el Régimen obligatorio del Retiro obrero” (Martín Valverde y otros, 1987: 641), incorporando una condición burocrática -la inscripción en otro seguro previo- que limitaba mucho el número de afiliadas. Además restringía el ámbito de las trabajadoras a “todas las asalariadas, excepto las dedicadas al servicio doméstico” (Martín Valverde y otros, 1987: 641), consolidando con ello una marginación de este grupo de trabajadoras que ha pervivido durante todo el siglo XX.

Decisión que indirectamente era el resultado de los compromisos aceptados en Washington, más limitados que la opinión española, y del freno impuesto por la dictadura de Primo de Rivera a la política de previsión social, aunque Eduardo Aunós pregonara otra propaganda. Para responder a múltiples demandas sociales en materia de maternidad, pero también muy notables en el campo del seguro de la vejez, la disposición transitoria segunda del decreto

preveía hacer un balance, después del primer trienio de aplicación del seguro, y proponer entonces su ampliación a las trabajadoras autónomas y a las mujeres de los obreros.

### **C. Asistencia ante la maternidad obrera: facultativa, doméstica y de hospitalización**

En el anteproyecto del seguro de maternidad se proponían diversas fórmulas de protección a la maternidad, tanto sanitarias y de asistencia, como económicas (pensión, hospitalización, subsidio, subsidio de lactancia) que, en general, fueron bien recibidas, aunque con modalidades y matices muy diferentes. Sintetizaremos aquí varias de ellas. Múltiples asociaciones coincidían en la necesidad de una asistencia gratuita. Ciertas individualidades y alguna organización proponían la asistencia facultativa domiciliaria e, incluso, defendían la libertad de elección de médico (*Resumen*, 1926: 12). Las respuestas, por lo común, defendían que “el seguro debe comprender la asistencia facultativa, doméstica u hospitalizada”. Importantes organizaciones médicas y varias voces femeninas se inclinaban por una asistencia facultativa domiciliaria, “reservándose la hospitalización para casos graves”; ésta parecía ser la opinión mayoritaria. Si bien otras incluían el momento del parto en la asistencia domiciliaria, tampoco excluían la hospitalización en los casos necesarios, y la necesidad de clínicas para esta hospitalización.

Alguna opinión médica vinculaba la asistencia facultativa a la hospitalización. Otras propuestas médicas sometían a vigilancia todo el proceso del embarazo y puerperio: “el médico llevará la dirección en todo lo referente a la asistencia al parto y la vigilancia atenta del embarazo y del puerperio” (*Resumen*, 1926: 13). Hacían así efectiva la medicalización de la maternidad y la sustitución de la comadrona por el médico, en el momento de socializarse y de profesionalizarse sus cuidados, en suma, en el momento de pasar el acto del parto del espacio privado al espacio público.

Ciertos inspectores del trabajo, muy experimentados en el contacto directo con las trabajadoras, eran explícitos en sus propuestas, diferenciando respectivamente espacios sanitarios y domésticos y competencias de médico y comadrona. Otras demandas ampliaban los cuidados a la infancia. Más completas aún eran las respuestas de Caja de Previsión Social Alavesa y del Colegio Provincial de Médicos de Zaragoza: la asistencia facultativa.

“deberá comprender: la consulta prenatal obligatoria para que las afiliadas puedan cobrar el subsidio; la asistencia facultativa a domicilio durante el alumbramiento; la consulta de puericultura e infancia; la asistencia doméstica; la de hospitalización, en su caso, según dictamen facultativo, en establecimientos especiales para dicho objeto” (*Resumen*, 1926: 14-15).

Las iniciativas presentadas en las encuestas españolas enriquecían las prestaciones previstas en el Convenio de Washington que preceptuaba: “recibirá (...) prestaciones suficientes para su manutención y la del hijo en buenas condiciones de higiene (...) y la asistencia gratuita de un médico o una comadrona” (*Convenio sobre la protección de la maternidad*, 1919). En Barcelona, las conclusiones de la ponencia las habían concretado escuetamente en asistencia facultativa, quirúrgica y farmacéutica en maternidades, clínicas y sanatorios; conclusiones completadas en las de la Conferencia, después de oída la primera información que allí se produjo, en asistencia facultativa adecuada, domiciliaria o en hospitales, clínicas, sanatorios, maternidades, casas-cunas, gotas de leche, dispensarios de obstetricia, puericultura e infancia, fomentándose la creación de nuevos organismos de esta índole. Las propuestas de la primera información social en España habían recuperado así una riqueza de organizaciones asistenciales -muy presentes en Cataluña y también en la Conferencia- que completaban la propuesta de la ponencia, amparando también al hijo -aunque sin mencionarlo- y acercándose más al espíritu del Convenio de la OIT.

A pesar de esta opinión social y de la recogida más arriba, el Decreto de 1929 recortaba las prestaciones: reconociendo la asistencia de comadrona o médico en el parto, como ordenaba el Convenio internacional, y “los servicios facultativos que reglamentariamente se determinen, para los periodos de gestación y puerperio” (Martín Valverde y otros, 1987: 641).

#### **D. La pensión maternal, clave de la protección a la maternidad de las trabajadoras**

La experiencia había demostrado que la protección efectiva de la maternidad no radicaba tanto en la asistencia sanitaria, cuanto en la contraprestación económica, única fórmula capaz de hacer eficaz aquella. En efecto, había quedado patente que, más que la ignorancia, era la necesidad económica la que impelía a las obreras a la transgresión de los descansos previstos para la maternidad. Instituciones fundamentales de previsión, organizaciones obreras -masculinas, femeninas, socialistas, católicas-, médicas, e individualidades médicas defendían además la necesidad de una pensión de maternidad igual al salario. Algunas voces propugnaban una pensión media no inferior al jornal medio de la obrera de la localidad. Otras demandas contabilizaban la pensión en una cantidad mínima concreta: 1 peseta diaria; abundantes iniciativas propugnaban una pensión de 2 pesetas diarias; de 2,50 pesetas diarias. Otras respuestas alcanzaban a proponer hasta 5 pesetas diarias, e incluso 6 pesetas diarias. En algún caso, la iniciativa popular contemplaba un salario progresivo de entre 1 y 4 pesetas diarias. Incluso a 12 pesetas/día durante las cuatro semanas posteriores al parto elevaban la pensión de maternidad algunas industrias. Iniciativas similares propugnaban 17,50 y 20 pesetas durante 12 semanas. Otras opciones reducían la pensión de la madre obrera a la mitad del salario o del jornal; al 60% del salario; a las  $\frac{3}{4}$  partes del jornal medio diario; al 80% del salario; o igualaban la pensión de maternidad a la de enfermedad.

Si en la cuantía propuesta para la pensión de maternidad el abanico de respuestas iba desde la mitad del jornal hasta más que doblar su cuantía, a este beneficio se añadía, en muchos casos, una segunda ayuda: un subsidio en el momento del parto. En las respuestas sobre la cuantía del subsidio de maternidad la disparidad era aún mayor: desde 15 ó 17,50 ó 25 pesetas por cada parto, hasta 50 pesetas; o hasta 75 pesetas; ó 87 pesetas, e incluso 100 pesetas. Un subsidio de 125, 200, 250, 300 ó hasta 500 pesetas llegaron a proponer diversas personalidades y entidades. En ciertos casos se hizo la propuesta de un subsidio en especie, por el mismo valor, en forma de un equipo de recién nacido. Más explícita y menos pecuniaria era la proposición de la única Facultad de Medicina que respondió, la de Santiago de Compostela, que recogía ideas ya avanzadas en la Conferencia de Barcelona:

“No ha de limitarse a una pensión en metálico, sino que ha de rodearse a la embarazada y madre de las óptimas condiciones posibles, por medio de Maternidades, asistencia domiciliaria, Gotas de Leche, Comedores de madres, Consultorios de niños, Mutualidades maternas, Asilo de niños de pecho, Asilos para madres convalecientes, etc.” (*Resumen*, 1926: 15-21).

Estas propuestas respondían a la necesidad detectada entre las obreras españolas, pues el Convenio de la OIT de 1919 solo prescribía prestaciones suficientes para la manutención de madre e hijo, como hemos visto. En la Conferencia de Barcelona la ponencia fijaba tanto la cuantía de la pensión como la cuota, ambas iguales a las previstas en el futuro seguro de enfermedad; posición que las conclusiones de la conferencia adoptaron completándolas, al considerar la pensión “como sustitutivo de la retribución de su trabajo” (Cuesta, J. 1988: 863). El Decreto que impuso el seguro recogerá el sentir social con firmeza, al establecer como obligatoria durante el descanso, la indemnización durante las seis semanas



posteriores al parto, y las seis anteriores en caso de que así lo decidiera la prescripción facultativa (Martín Valverde y otros, 1987: 641).

### **E. La protección de la lactancia materna**

La higiene, la medicina social y las teorías poblacionistas habían puesto de relieve la importancia de la lactancia (Soler, 2011), y el Convenio internacional la incluyó entre los beneficios. Pues, en efecto, hasta entonces parecía ser incompatible con el trabajo asalariado fuera del hogar. Las opiniones surgidas desde la sociedad eran unánimes en la protección de este derecho de la madre y del recién nacido, aunque diferían en su importancia y en la forma de proteger la lactancia materna y de compensarla. Voces se alzaron proclamando su obligatoriedad: “La lactancia será obligatoria para toda obrera si circunstancias especiales no lo impiden”; otros médicos la limitaban a 2 meses desde el nacimiento, como mínimo, y proponían su tutela por instituciones sociales: “La lactancia deberá ser vigilada por medio de consultorios y facilitada por las Gotas de Leche y Casas-cunas”.

Parecía manifestarse un consenso en la necesidad de un subsidio de lactancia que compensara las pérdidas que podía ocasionar en el salario. Muchas de las propuestas llegaban a cuantificarlo: 50 pesetas a las madres que lactaran durante 40 días; ó durante 8 meses; otros defendían un subsidio diario de 1, 2 y hasta 4 pesetas diarias o 5 semanales, ó 25 mensuales. Como en ocasiones precedentes, otras opciones del subsidio económico de lactancia eran también proporcionales a la pensión maternal o al jornal: 20% de la pensión maternal, otras oscilaban del 20% del jornal al 40% del salario, o demandaban el 50% de los gastos ocasionados o conceder una pensión de lactancia, o contribuir a los gastos de nodriza, al menos en un 50%.

No todas las respuestas reivindicaban un subsidio de lactancia, que contemplaba el anteproyecto español y que establecería el R. Decreto. Más en la órbita del Convenio internacional, algunas respuestas obreras femeninas lo sustituían por la reducción del tiempo correspondiente en el horario de trabajo, y sugerían: “dar tiempo suficiente, descontándolo del jornal”, 10 minutos de descanso, mañana y tarde, 4 descansos de  $\frac{1}{4}$  de hora, durante el trabajo; o 2 descansos de  $\frac{1}{2}$  de hora; ó 2 descansos de 1 hora; ó 1 hora y  $\frac{1}{2}$  de hora (Resumen, 1926: 24). Otras iniciativas eran partidarias de medidas institucionales más que de subsidios, y proponían: “En todo centro de trabajo habrá una guardería para niños” al parecer a cargo de la empresa (Resumen, 1926: 24); también voces femeninas solicitaban guarderías, en este caso a cargo de la administración, central o municipal: “El Estado o los Municipios deberán facilitar local en los diferentes distritos donde poder dejar a los niños de pecho mientras trabajan las madres” (Resumen, 1926: 24).

La preocupación por la lactancia se extendió incluso a las madres que no pudieran lactar. “La lactancia deberá estar pagada por el seguro en todos aquellos casos en que las madres obreras no pudieran lactar”, defendía la Caja de Pensiones para la Vejez y Ahorros, de Barcelona (Resumen, 1926: 25). Algunas organizaciones solicitaban alimentos para los hijos o ayuda para las madres cuando “con certificación facultativa acredite no poder lactar, [y] críe a su hijo precisamente en su casa”. La Unión General de Trabajadores de Vizcaya defendía que: “a las madres que por deficiencia física no puedan amamantar a sus hijos se les debe atender en la forma y en la cuantía que se juzgue necesario” (Resumen, 1926: 26).

Algunas opiniones de la sociedad reclamaban una prestación que ya había sido prevista en el Convenio de la OIT, que la concretaba en términos de tiempo: “dos descansos de media hora para permitir la lactancia”. Aunque esta cuestión no había sido prevista en las conclusiones de la ponencia de Barcelona, si la recogieron las de la Conferencia, aplicando lo previsto en el Convenio: dos descansos de media hora, dentro de su trabajo, para

permitirle la lactancia. El Decreto pareció descuidar este punto, pues no era objeto de precepto alguno, dejando a las entidades encargadas de la administración del seguro el encargo de velar por el estricto cumplimiento del descanso legal y por que “lacten a sus hijos” y estableciendo un subsidio del Estado para premios de lactancia -que es muy diferente del derecho de tiempo para lactar-. El Reglamento que desarrolla el Decreto establece entre los beneficios del seguro “un subsidio cuando lacte a su hijo”, y dedica su punto IV al subsidio de lactancia (Martín Valverde y otros, 1987: 640-452).

#### **F. Relaciones entre trabajo femenino y maternidad: Periodo de duración de permiso de maternidad**

Como puede comprobarse, una de las cuestiones menos definidas, junto a las cuantías económicas de las ayudas, eran los periodos de tiempo del permiso maternal. Aunque diversas leyes habían realizado diferentes propuestas, y los convenios internacionales habían llegado a una transacción, las voces que se alzaron en la sociedad española presentaban una disparidad insospechada, aunque siempre dentro de márgenes más o menos oficiales, en general más reducidos que éstos. Las opciones oscilaban desde las de más corta duración: 8 días antes y 24 después del parto; ó 15 días antes y 30 después del parto (*Resumen*, 1926: 26), sin duda las más realistas, conociendo la realidad social como la conocía D.<sup>a</sup> Juana Salas de Jiménez.

Otras proposiciones propugnaban los plazos reconocidos oficialmente: 40 días, ó 40-45 días antes y 40-45 después del parto, 2 ó 3 semanas antes y 4, 5, ó 6 después del parto, o las 4 semanas anteriores y posteriores al parto, 2 semanas antes y 6 después del parto, o los que ampliaban el plazo a 5 semanas, 5 ó 6 semanas antes y después del parto, incluso 6 semanas como mínimo. La amplia propuesta del Convenio internacional fue escasamente apoyada en las opiniones españolas, sólo llegó a plantear el descanso hasta 6 semanas antes y 6 después del parto - éstas incluso “prorrogables cuando el estado de la madre lo reclame, previa certificación médica”- el conocido inspector de trabajo López Argüello (*Resumen*, 1926: 27). Esta postura había sido ya defendida en la Conferencia de Barcelona, tanto por la ponencia como en las conclusiones de la Conferencia. El Decreto recogía el mandato de la OIT, seis semanas de descanso obligatorio después del parto y derecho a seis semanas antes de él, en este caso previa certificación médica (Martín Valverde y otros, 1987: 641).

#### **V. Breve balance: trabajadoras y maternidad**

Estas opiniones dispares, brevemente reseñadas por razones de espacio, permiten vislumbrar algunos trazos de la opinión vertida sobre la maternidad obrera, en la sociedad española y la relación con su proceso legal. El interés que suscita el análisis de la maternidad y su seguro en el primer tercio del siglo XX se inserta en la gran ola que recorre toda Europa y Estados Unidos durante este periodo (Cova, 2004, Ripa, 2010). España se incorporará a este proceso con los últimos países occidentales, en el periodo de entre-guerras, en el contexto de la expansión del estado protector, y en el de un difícil pacto social, en el ocaso de la Restauración, entre empleadores, trabajadores y el Estado: los tres grandes actores del *tripartismo*, impulsado por la OIT, desde 1919. Aunque ya llegaba tarde. No obstante las encuestas en torno a la maternidad son un exponente de ese *tripartismo*.

Y si en Europa se percibe una cierta demanda social de protección a la maternidad de las obreras, protagonizada por las organizaciones femeninas, en el caso español responde, sobre todo, al interés de las organizaciones de previsión - mutuas e I.N.P.- y se inserta en los progresos de una medicina social, del higienismo y de la eugenesia; y expresa una demanda

en su mayor parte masculina; tampoco faltan voces femeninas, colectivas e individuales, éstas de prestigio. La participación femenina ha obtenido un primer resultado: cambiar el concepto de la maternidad como “enfermedad”, -concepto y seguro dentro de los que figuraba el parto, en un principio, antes de la Conferencia de Barcelona-, a ser considerada como “un riesgo a efectos del seguro” (*Anteproyecto*, 1927: 150), que significa un estado de plena salud “ya que debe fomentarse”. En el Decreto que legisla el seguro desaparece esta relación entre ambos conceptos (Martín Valverde y otros, 1987: 641).

Las voces de la sociedad civil que presentamos sucintamente se inscriben en la producción legal de un seguro de maternidad, y en la circulación de sentido en la sociedad que es su destinataria. Responden a encuestas que, más que la invariabilidad de un hecho de la naturaleza - la maternidad -, ponen de manifiesto sus relaciones con el trabajo, su incidencia en las mujeres trabajadoras, sus diversas representaciones, y las variaciones que rodean al hecho de la maternidad -edades, tiempos, prestaciones, lactancia- explicitados sólo a través de la preparación del seguro y de su institucionalización en España. Además pone de relieve la distancia entre las demandas sociales y la legislación resultante (Cuesta, 1988: 561).

Variaciones que se asocian a los diversos actores, entre las que se pueden subrayar: las propuestas patronales, que comprenden desde las aún ancladas en el sistema de beneficencia, a las no muy abundantes, pero existentes, que propugnan la protección de la fuerza de trabajo femenina e, incluso, o de la natalidad. Las organizaciones femeninas están muy poco representadas en las respuestas, más aún si tenemos en cuenta la abundancia de sindicatos femeninos de carácter católico o socialista. Junto a la escasa presencia de las organizaciones obreras femeninas - algunas de ellas de carácter conservador, y de importante arraigo, como la Acción Católica de la mujer (Cuesta, 1988: 513, nota 38) -, es necesario subrayar las voces y las respuestas de mujeres, algunas individualidades de primer rango en la vida española, como Clara Campoamor, - la futura defensora del voto de las mujeres en 1931- o Juana Salas o Julia Peguero, y la convergencia de sus propuestas; si bien también en este caso es preciso subrayar algunas variaciones y diferencias entre las propuestas de las señoras casadas, presentes en la Conferencia de Barcelona (1922), y las presentadas en las encuestas por el sector de mujeres profesionales.

En este campo es necesario precisar una diferencia fundamental: la petición del seguro de maternidad proviene de sectores sociales principalmente burgueses u obreros cualificados: las obreras que pueden permitirse el riesgo de perder el salario durante algunas jornadas; pero al reposo previsto en el seguro no pueden aspirar las obreras pobres, pues no pueden permitirse perder una jornada de salario. Por lo que es preciso apuntar aquí una diferencia fundamental: las relaciones de clase se superponen a las relaciones de género. De ahí la diferencia de propuestas o de umbrales de salarios o de subsidios que manifiestan distintos niveles dentro de las capas de trabajadoras españolas, el muy diferente estadio de organización obrera o mutualista - atención a las voces colectivas provenientes de Cataluña o del País Vasco - y una muy distinta sensibilización ante los problemas de las mujeres obreras.

Y esta pretendida indiferencia de las obreras ante los riesgos y necesidades de la maternidad, no era cuestión de ignorancia femenina sólo, sino de necesidad obrera, como apuntaron algunos expertos (Palacio, 2003). No obstante estas necesidades económicas, no toda la protección a la maternidad obrera o a la lactancia que se solicita en las encuestas es cuestión de dinero, llámese pensión o subsidio. Hay demandas de dinero, pero también de tiempos - permiso maternal, permisos de lactancia -, y de instituciones protectoras, ya

asistenciales ya hospitalarias. En algunos casos se perfila quién debe ser el responsable de estas instituciones: la fábrica - para las guarderías -, o los ayuntamientos, o el Estado.

Se propone, en efecto, todo un programa de protección social para las madres trabajadoras (Bock y Thane, 1996). Se perfila, además, una delimitación de espacios para la maternidad y de los tipos de asistencia que les corresponden. Aunque los médicos, apoyados en la medicina social y en las teorías eugenésicas, intentan aprovechar el amplio mercado de asistencia que les abren los seguros sociales y “medicalizar” la maternidad, en muchas de las opiniones vertidas por estas voces conocidas de la sociedad española, queda aún patente la disección de dos espacios (Perrot, 1998) y de dos profesiones asistenciales para el parto: el domicilio y la comadrona para el alumbramiento normal, y el médico y la hospitalización para el parto con riesgo. Aunque empieza a extenderse la demanda de seguimiento médico durante todo el embarazo, y de servicios de hospitalización para el parto.

La profesión médica impulsa su incorporación a la asistencia en este acto clínico del alumbramiento, en detrimento de las comadronas o de la familia, ampliando con ello su campo de actuación, e impulsando la emergencia de nuevas funciones y de nuevas modalidades de asistencia en antiguas profesiones - de la vieja mutualidad de médico y botica, a la nueva asistencia social (Aresti, 2001).

En conclusión, en la preparación del seguro de maternidad y en la opinión pública que se genera en la España de los años veinte, podemos constatar un nuevo ejemplo de feminismo y de maternidad social (Ripa, 2010), en lugar de un feminismo político, que si tiene en cuenta a las mujeres, es solamente a “las” - y “como”- madres trabajadoras, pero todavía no como ciudadanas de pleno derecho.

### Referencias bibliográficas

ARENAS C. (ed.) (1995). *Industria y clases trabajadoras en la Sevilla del siglo XX*, Sevilla: Secretariado de Publicaciones de la Universidad de Sevilla.

ARESTI N. (2001). *Médicos, donjuanes y mujeres modernas: los ideales de feminidad y masculinidad en el primer tercio del siglo XX*, Bilbao: Universidad del País Vasco, Servicio Editorial-Euskal Herriko Unibertsitatea, Argitalpen Zerbitzua.

BALBÁS T. Protección a la maternidad. En *Revista Bascongada*, pp. 521 y ss.  
[http://meta.gipuzkoakultura.net/bitstream/10690/70907/1/AM\\_315198.pdf](http://meta.gipuzkoakultura.net/bitstream/10690/70907/1/AM_315198.pdf) (consultada el 17.6.2011).

\_\_\_\_\_ Mortalidad infantil. En *Revista Bascongada*, pp. 520 y ss.  
[http://meta.gipuzkoakultura.net/bitstream/10690/70907/1/AM\\_315198.pdf](http://meta.gipuzkoakultura.net/bitstream/10690/70907/1/AM_315198.pdf) (consultada el 17.6.2011).

BOCK G. y THANE P. (eds.) (1996). *Maternidad y políticas de género: la mujer en los estados de Bienestar europeos, 1880-1950*. Madrid: Cátedra.

BOLUFER PERUGA M. (2007). “Formas de ser madres: los modelos de maternidad y sus transformaciones (siglos XVI-XIX)”. En Méndez Vázquez, J. (Coord.). *Maternidad, familia y trabajo. De la invisibilidad histórica de las mujeres a la igualdad contemporánea*, (s.l.) Fundación Sánchez Albornoz: 61-80.

BORDERÍAS C. (ed.) (2009). *La historia de las mujeres, perspectivas actuales*. Barcelona: Icaria editorial.

CABRÉ PAIRET M., ORTIZ GÓMEZ T. (2009). Entre la salud y la enfermedad: mujeres, ciencia y medicina en la historiografía española actual. En Borderías, Cristina (ed.). *La historia de las mujeres, perspectivas actuales*. Barcelona: Icaria editorial, 2009.

CAPORALE BIZZINI S. (coord.) (2005). *Discursos teóricos en torno a la(s) maternidad(es): una visión integradora*, Madrid: Cyan.

CARRERA SUÁREZ I. y SUÁREZ LAFUENTE S. (Coords.) (1994). *Como mujeres: relejendo a escritoras del XIX y XX*. [Oviedo]: Servicio de Publicaciones del Principado de Asturias.

CONCHA M<sup>a</sup>. Á. de la & OSBORNE R. (coords.) (2004). *Las mujeres y los niños primero: discursos de la maternidad*. Barcelona: Icaria.

*Conferencia Nacional de Seguros de Enfermedad, Invalidez y Maternidad. Barcelona: noviembre 1922*. (1925). Madrid: Sobrinos de la sucesora de M. Minuesa de los Ríos (2 tomos).

*Convenio sobre la protección de la maternidad, 1919*, en <http://www.ilo.org/ilolex/spanish/convdisp1.htm> [consultado el 10 de julio 2011].

COVA A. (1997). *Maternité et droit des femmes en France (XIXe-XXe siècles)*, Paris : Anthropos-Ed. Economica.

\_\_\_\_\_ (2004). « La maternité, un enjeu dans le premier XXe siècle ». En Gubin, E. y otras (dirs.). *Le siècle des féminismes*, Paris : Les Éditions de l'Atelier.

CUESTA J. (1988). *Los seguros sociales en la España del siglo XX. Hacia los seguros sociales obligatorios. La crisis de la Restauración*. Madrid: Ministerio de Trabajo y Seguridad Social.

\_\_\_\_\_ (1994). *Una esperanza para los trabajadores. Las relaciones entre España y la Organización Internacional del Trabajo (1919-1939)*. Madrid: Consejo Económico y Social.

DUBY G., PERROT M. (dirs.) (2000). *Historia de las mujeres. 5. El siglo XX*. Madrid: Taurus.

GÓMEZ de VAQUERO E. (1923). “Cuestiones del día. En torno a la política social” en *Anales del Instituto Nacional de Previsión*, 56, abril-junio, pp. 86-89.

Instituto Nacional de Previsión (1926). *Resumen de la información pública sobre el seguro de Maternidad*. Madrid: Sobrinos de la S<sup>a</sup> de Manuel Minuesa de los Ríos.

Instituto Nacional de Previsión (1927). *Anteproyecto del seguro de maternidad. Bases sometidas a información pública, del 15 de abril al 15 de junio de 1927*. Madrid: Sobrinos de la S<sup>a</sup> de Manuel Minuesa de los Ríos.

KNIBIEHLER, Y. (2001). *Historia de las madres y de la maternidad en Occidente*, Buenos Aires: Nueva Visión.

LEAL RAMOS, L. (1923). “Mutualidades maternas”. En *El Correo de la Mañana* (Cáceres), reproducido en *Anales del I. N. P.*, 3, julio septiembre, 143-145.

LOBATO, I. (1995). “Las condiciones de la vida obrera en Sevilla. La salud, 1900-1975”. En C. Arenas (ed.). *Industria y clases trabajadoras en la Sevilla del siglo XX*, Sevilla: Secretariado de Publicaciones de la Universidad de Sevilla, pp.159-181.

LÓPEZ ARGÜELLO, A. (1915). *El trabajo de la mujer*, Santander: [Imprenta La Propaganda Católica].

\_\_\_\_\_ (1925). “El seguro de maternidad. (Datos y experiencias)”, en *Conferencia Nacional de Seguros de Enfermedad, Invalidez y Maternidad, Barcelona: noviembre 1922*, Madrid, Sobrinos de la sucesora de M. Minuesa de los Ríos, II, 51-71.

LLONA GONZÁLEZ, M. (1998): “El feminismo católico en los años veinte y sus antecedentes ideológicos”. En *Vasconia*, 25, 283-299, en <http://www.euskomedia.org/PDFAnlt/vasconia/vas25/25283299.pdf> [consultado 30 octubre 2011].

MALUQUER y SALVADOR J. (1921<sup>a</sup>, abril-junio). “Reglamentación del seguro obligatorio”. Conferencia dada en la Real Academia de Jurisprudencia y Legislación, 28 de marzo de 1921. En *Anales del I. N. P.*, 2, 83-102.

\_\_\_\_\_ (1921b, enero-marzo). “Información española. La semana de previsión en Valencia”. Conferencia del Sr. Maluquer y Salvador. En *Anales del I. N. P.*, 1, 44-45.

MARTÍN SALAZAR, M. (1920). “La legislación social y la campaña sanitaria”, resumen de la Conferencia pronunciada por el Inspector general de sanidad, Dr. D. Manuel Martín Salazar, ante la Sociedad Económica de Amigos del País, de Sevilla. En *Anales del I. N. P.*, 3, julio septiembre, 167-171.

MARTÍNEZ QUINTEIRO, M<sup>a</sup> E. (1988). “La fundación del I.N.P. Las primeras experiencias de previsión social”. En Montero García, F. *Orígenes y antecedentes de la previsión social*. Madrid: Ministerio de Trabajo y Seguridad Social, pp. 259-330.

MARVÁ, J. (1921). “La semana de Previsión de Bilbao. Los discursos. El General Marvá, 14-21 de septiembre de 1921”. En *Anales del I. N. P.*, 3, julio septiembre, 187-213.

MÉNDEZ VÁZQUEZ J. (coord.) (2007). *Maternidad, familia y trabajo. De la invisibilidad histórica de las mujeres a la igualdad contemporánea*, (s. l.): Fundación Sánchez Albornoz.

MIRA ABAD A., MORENO SECO M. (2004). “Maternidad y evolución de la identidad femenina en la España del siglo XX”. En Val Valdivielso, M<sup>a</sup> I.; Tomás PÉREZ, M. S., DUEÑAS CEPEDA, M<sup>a</sup> J., Rosa Cubo, C. de la (Coords.). *La historia de las mujeres: una revisión historiográfica*. Valladolid: Universidad de Valladolid, pp. 315-334.

MORATA MARCO, E. M<sup>a</sup>. (2004). “La Maternidad como objeto de estudio de Historia Social. Debate historiográfico sobre el proceso de profesionalización de la maternidad en los orígenes de los Estados de Bienestar”. En Val Valdivielso, M<sup>a</sup> Isabel; Tomás Pérez, Magdalena S; Dueñas Cepeda, M<sup>a</sup> Jesús, Rosa Cubo, Cristina de la (Coords.). *La historia de las mujeres: una revisión historiográfica*. Valladolid: Universidad de Valladolid, pp. 295-313.

MURILLO PALACIOS F. (1918). “La defensa social de la salud pública”. *Medicina Ibera*, 2/5, p. 208. En Rodríguez Ocaña, Estaban. *Medicina y acción social en la España del primer tercio del siglo XX*. En *De la beneficencia al bienestar social. Cuatro siglos de acción social*. Madrid: Siglo XX de España editores, 1986, p. 231, nota 11.

NASH, M. (1983). *Mujeres, familia y trabajo en España (1875-1936)*, Barcelona: Anthropos.

ORTEGA MUNILLA J. (1921). “La dignidad del obrero”. En *ABC*, reproducido en *Anales del I. N. P.*, 3, julio-septiembre, 230-232.

ORTIZ GÓMEZ T. (2004). “Historia de la medicina e historia de las mujeres”. En Val Valdivielso, M<sup>a</sup> I.; Tomás Pérez, M. S.; Dueñas Cepeda, M<sup>a</sup> J., Rosa Cubo, C. de la (Coords.). *La historia de las mujeres: una revisión historiográfica*. Valladolid: Universidad de Valladolid, pp. 105-120.

PALACIO, I. (2003). “Mujeres ignorantes: madres culpables: adoctrinamiento y divulgación materno-infantil en la primera mitad del siglo XX”. En *Cuadernos del Departamento de Educación Comparada e Historia de la Educación*, 50. Valencia: Universidad de Valencia.

PERROT M. (1998). *Les Femmes ou les silences de l'Histoire*, Paris : Flammarion.

RICHE A. (1996). *Nacemos de mujer: la maternidad como experiencia e institución*. Madrid: Cátedra.

RIPA Y. (2010). *Les femmes, actrices de l'histoire. France, de 1789 à nos jours*, Paris : Armand Colin (2<sup>a</sup> ed.).

SERRANO GUIRADO E. (1950). *El seguro de enfermedad y sus problemas*. Madrid: Instituto de Estudios Políticos.

SOLER E. (2011). *Lactancia y parentesco. Una mirada antropológica*, Barcelona: Anthropos.

SUÁREZ SUÁREZ C. (ed.) (2009). *Maternidades: (de)construcciones feministas*, Oviedo: KRK.

VAL VALDIVIELSO M<sup>a</sup> I., TOMÁS PÉREZ M. S., DUEÑAS CEPEDA M<sup>a</sup> J., ROSA CUBO C. (Coords.). (2004). *La historia de las mujeres: una revisión historiográfica*. Valladolid: Universidad de Valladolid.

## “Reflexiones para pensar en la violencia de género desde la teoría del proceso civilizatorio de Norbert Elías”

## “Régflexions pour penser à la violence de genre à partir de la théorie du processus de civilisation de Norbert Elias”

**DAVERIO, Andrea**

Docente Investigadora, Programa Políticas Públicas y Género  
Universidad Nacional Lanus, Buenos Aires, Argentina  
amdaverio@hotmail.com

**DAVERIO, Andrea**

Enseignant-chercheur, Programme Politiques Publiques et Genre  
Université Nationale Lanus, Buenos Aires, Argentine  
amdaverio@hotmail.com

### Resumen

En “*El proceso de la civilización*”, Elías desarrolla una teoría de la civilización occidental dentro de la cual propone modos de pensar las transformaciones en la agresividad y en la violencia, a partir de la íntima imbricación entre las estructuras sociales y psíquicas. El presente artículo analiza las transformaciones en la agresividad, como componente de la civilización occidental, pensadas desde la construcción de un orden de género patriarcal específico, sostenido en la desigualdad, la jerarquía y la asimetría entre los géneros. Tanto los conceptos de *figuración* y *de proceso* como el propio concepto de civilización se presentan extremadamente fértiles para seguir pensando - en sus alcances y limitaciones- en la violencia contra las mujeres.

Palabras clave: violencia, género, civilización, figuración, proceso

### Résumé

Dans “*Le processus de civilisation*”, Elias développe une théorie de la civilisation occidentale dans laquelle il propose des modes de penser les transformations, au travers de l’agressivité et de la violence, à partir de l’intime imbrication entre les structures sociales et psychiques. Notre article analyse les transformations, par le biais de l’agressivité, comme composante de la civilisation occidentale, pensées à partir de la construction d’un ordre patriarcal spécifique, fondé sur l’inégalité, la hiérarchie et l’asymétrie entre les genres. Les concepts de *figuration* et de *processus* aussi bien que le concept de civilisation en soi - dans ses effets et ses limitations - s’avèrent extrêmement fertiles lorsqu’il s’agit de penser à la violence contre les femmes.

Mots clés : violence, genre, civilisation, figuration, processus



*“Un silencio de muerte reinaba en la cocina.*

*De repente, le agarró la cabeza y se la golpeó contra el plato, volvió a levantarla por los pelos y la echó hacia atrás, de tal modo que la silla se volcó y ella cayó al suelo. El hombre apartó los trozos de loza de la mesa y dio una patada a la silla. Ella se sintió mareada después de la caída. Era como si toda la cocina se hubiera puesto en movimiento. Intentó volver a levantarse, aunque sabía por experiencia que lo mejor era quedarse inmóvil, pero la había invadido un absurdo deseo de provocarle.*

*- Estate quieta, cerda - le gritó él, y cuando se puso de rodillas, se abalanzó sobre ella vociferando-: Así que quieres ponerte de pie?*

*La agarró del pelo y le estampó la cara contra la pared, y le dio una patada en el muslo, haciéndole perder el apoyo de la pierna; cayó de nuevo al suelo con un alarido. Empezó a manarle sangre de la nariz y los oídos le pitaban tan fuerte que casi no oía sus gritos.*

*- Intenta levantarte ahora, puta de mierda - bramó el hombre.*

*Esta vez se quedó quieta, hecha un ovillo con los brazos protegiendo la cabeza a la espera de sus patadas. El hombre levantó una pierna y se la estampó en el costado. El dolor en el pecho le cortó el aliento. Se inclinó hacia ella y le agarró el pelo, levantándole la cabeza para escupirle la cara antes de golpear su cabeza contra el suelo.*

*- Puta de mierda - bufó el hombre. Luego se incorporó y observó la cocina donde todo estaba en completo desorden después de la agresión. - Mira como lo tienes todo, inútil - le gritó -. Pon todo esto en orden ahora mismo, o te mato !”.*

Arnaldur Indridason, 2009: 93-94

## **Introducción**

La escena transcurre en Grafarholt, una localidad islandesa, en los años cuarenta del siglo pasado. Sus protagonistas forman parte de la trama de *“La mujer de verde”*, novela policial que toma como eje principal la relación entre un hombre y una mujer, signada por diversas formas de violencia -física, emocional, psicológica- ejercidas por el marido sobre su mujer.

Si bien el fragmento pertenece al mundo de la ficción, probablemente se podría cambiar de geografía, de tiempo, de clase, de edad y aun mantener su verosimilitud como descripción del ejercicio de la violencia de un hombre sobre su mujer, en este caso, dentro de una pareja. Nos referimos a la manifestación de una forma específica de la violencia y de la agresividad: la ejercida contra las mujeres, la violencia de género.

En su tránsito desde la intimidad del espacio privado al mundo de los problemas públicos, estas violencias han sido objeto de múltiples abordajes en el campo de las ciencias sociales, desde los estudios antropológicos, psicoanalíticos, criminalísticos y hasta sociológicos. No obstante, como sugiere Moore (1994:138), la complejidad y multidimensionalidad del fenómeno han conspirado en la construcción de modelos explicativos que permitan comprenderlo.

Desde una mirada de sociología histórica - o de historia sociológica - Norbert Elías construye en *“El proceso de la civilización. Investigaciones socio genéticas y psico*

*genéticas*” (1989) una teoría de la civilización occidental dentro de la cual propone modos de pensar las transformaciones en la agresividad y la violencia a partir de la íntima imbricación entre las estructuras sociales y psíquicas, en una perspectiva de larga duración.

En las líneas que siguen se intenta reflexionar sobre algunas aristas de este proceso, en particular sobre las transformaciones en la agresividad como componente de la civilización occidental pensadas desde la construcción de un orden de género patriarcal específico, al cual corresponden unas relaciones de género construidas sobre la base de la desigualdad, la jerarquía y la asimetría entre los géneros. Para ello, si bien Elías no incorpora en su análisis la variable *género* - como construcción social y cultural en relación al sexo biológico -, tanto los conceptos de *figuración* y *de proceso* como el propio concepto de civilización se presentan extremadamente fértiles para seguir pensando en la violencia contra las mujeres.

Así, se vuelve recurrente la pregunta acerca del modo mediante el cual la estructura social incide en la estructura psíquica de hombres y mujeres para que se desarrollen y sostengan relaciones de género marcadas por la violencia.

### **1.- Pensar en la violencia de género**

La violencia de género como problema público con relevancia política y como una forma específica de violencia, remite en Occidente a la corta duración, casi a la historia reciente. Sin embargo, puede afirmarse que la agresión a las mujeres por su condición de tales en el ámbito privado, pertenece a la larga duración (Anderson y Zinsser: 1992). Entre sus variadas formas incluye “*el maltrato físico explícito (violaciones, golpes, incluso la muerte), verbal explícito (insultos, gritos), psicológico, (amedrentamiento, desconfirmación, descalificación, minusvaloración), y en general, inequidad, discriminación y segregación*” (Femenias, 2008: 13).

A modo de respuesta a la naturalización y legitimación de dichas formas de violencia a lo largo de la historia, desde diversas teorías de género, en las dos últimas décadas se han desarrollado múltiples argumentaciones y marcos de interpretación que buscan superar la visión explicativa marcada por el “episodio individual de desborde pasional de un hombre enfermo”, para pensar en términos de violencia patriarcal, esto es, violencia contra las mujeres enraizada en un sistema o estructura de dominación, interclasista que actúa en los niveles ideológico y simbólico (Femenias, 2008:14).

Rita Segato (2003) propone pensar en la violencia de género a partir de un abordaje analítico transdisciplinario y multidimensional en el que identifica dos ejes interconectados:

“uno horizontal, formado por términos vinculados por relaciones de alianza o competición, y otro vertical, caracterizado por vínculos de entrega o expropiación. Estos dos ciclos se articulan formando un sistema único cuyo equilibrio es inestable, un sistema de consistencia deficiente. El ciclo cuya dinámica violenta se desarrolla sobre el eje horizontal, y se organiza ideológicamente en torno de una concepción de contrato entre iguales, y el ciclo que gira sobre el eje vertical corresponde al mundo premoderno de estamentos y castas. En ambos ejes, los miembros son portadores de índices diacríticos de su posición relativa” (Segato, 2003: 253).

En la esfera de las relaciones regidas por el estatus, en las sociedades patriarcales, a partir del género - construcción social de la diferencia sexual -, se construyen relaciones según valencias diferenciales para cada género que devienen en una trama marcada por la asimetría, la desigualdad y la jerarquía. Según Segato, resulta particularmente fructífera la

articulación de dos normativas que refieren a dos universos simbólicos, uno referido a la relación entre iguales, anclado en otro, estructurado en relaciones entre no iguales. En otros términos, las mujeres y las niñas - dentro de un universo de *otros*, de *subalternos*, que las incluye pero que las excede - si bien nunca dejan de ser potencial y virtualmente semejantes e iguales según las leyes, son sujetos de derecho que, de modo permanente, deben enfrentar prácticas públicas y privadas que indican lo contrario. Esto lleva a la autora a pensar que:

“Entender la violencia societaria a partir de una economía simbólica de corte patriarcal nos obliga definitivamente a repensar las soluciones y reencaminar las políticas de pacificación hacia la esfera de la intimidad” (Segato, 2003: 259).

La violencia contra las mujeres se aleja, entonces, del territorio de la excepcionalidad, de la anormalidad, de la explosión emocional individual, para ser sostenida por la estructura misma del patriarcado que la vuelve inteligible.

Una de las principales contribuciones del uso de la categoría género - tanto en términos analíticos como políticos - ha sido poner en cuestión la idea de lo natural, señalando que las simbolizaciones culturales direccionan las prescripciones relativas a cada género y a las relaciones entre ellos. El género como construcción, implica una definición de carácter histórico, social y político acerca de los roles, identidades y valores que son atribuidos a varones y mujeres. Las configuraciones de poder entre los géneros así como las prácticas, símbolos, representaciones, normas y valores sociales, varían según las diferentes culturas, momentos históricos, clases sociales, edades, etnias o religiones. Para Scott (1996:265) el género es “un elemento constitutivo de las relaciones sociales basadas en las diferencias entre los sexos, en tanto forma primaria de relaciones significantes de poder”. En él se articulan tanto los símbolos y los mitos culturalmente disponibles, como los conceptos normativos que interpretan los significados de los símbolos, las instituciones y organizaciones sociales de las relaciones de género y la identidad subjetiva.

Por su parte Lozano (2006) incorpora un punto de vista interesante para pensar en la violencia contra las mujeres cuando analiza los asesinatos de mujeres “desde el punto de vista de la capacidad real de la violencia para transformar, generar y consolidar un cierto orden social.” Para ello indaga:

“el crimen sexual y sus contribuciones a las diferencias y similitudes entre personas como sujetos pertenecientes a una clase y a un género: mujeres y hombres concretos como representaciones de la falta de control de las mujeres pobres y de las transgresiones y el poder de los hombres ricos. Tan pronto como comencemos a pensar en estos términos, se hará evidente que la debilidad, la pobreza, la misoginia, la transgresión y el poder masculinos no son motivaciones estáticas de los crímenes, sino procesos sociales dinámicos que vinculan ideales compartidos de masculinidad con el deseo de tener poder sobre las vidas individuales, y por tanto, se requiere de una explicación” (Lozano, 2006: 5)

Por último, la autora recupera dos aspectos sustantivos en relación con la violencia que merecen atención: el primero es que “el uso de la violencia no indica una ruptura del orden social, sino más bien una lucha por sostener un modelo de orden y autoridad”; el segundo, es que las representaciones de la violencia están relacionadas con la cultura, y a lo largo de la historia, han sido específicas en relación con el cuerpo, el género y la clase” (Lozano, 2006:6).

A la luz de esta problemática, la lectura del proceso civilizatorio como modo de desreificación de lo social y la ruptura de las fronteras entre la dimensión micro y macro de

lo social, mediante el concepto de figuración, prometen nuevas posibilidades para pensar sobre la violencia contra las mujeres que se abordarán en el siguiente apartado.

## **2.- La violencia de género desde la teoría del proceso civilizatorio de Elías**

En su teoría del proceso civilizatorio - atravesada por una mirada de largo aliento claramente emparentada con la historia de las mentalidades -, Elías analiza los procesos de configuración de la sociedad occidental desde la Edad Media en adelante. Según la misma, la civilización ha sido pues el resultado tanto de complejas y profundas transformaciones en las estructuras sociales, económicas y políticas - *socio génesis* - como de cambios en las estructuras psíquicas de los individuos - *psicogénesis*. Si bien sus reflexiones provocan incomodidades a la hora de pretender encasillarlo en un espacio dentro de las ciencias sociales, sus estudios revelan un intento denodado por explicar los procesos sociales desde una dimensión diacrónica y sincrónica de los mismos. Imbuido de una visión holística, relacional y dinámica de lo social, para Elías el concepto de civilización:

“se refiere a hechos muy diversos: tanto al grado alcanzado por la técnica, como al tipo de modales reinantes, al desarrollo del conocimiento científico, a las ideas religiosas y a las costumbres. El concepto puede referirse a la forma de las viviendas o a la forma de la convivencia entre hombre y mujer, al tipo de las penas judiciales o a los modos de preparar los alimentos. Para ser exactos, no hay nada que no pueda hacerse de una forma “civilizada” y de una forma “incivilizada”, con lo que siempre resulta algo difícil tratar de resumir en unas cuantas palabras todo aquello que el término “civilización” comprende” (Elías, 1989: 57).

El estudio sobre la evolución de la sociedad europea está orientado por una premisa fundamental y es la idea de que el concepto de civilización expresa la *autoconciencia* de Occidente, entendida ésta como *superioridad* respecto de otras no civilizadas. A partir de allí recorre desde la sociedad cortesana en adelante los movimientos civilizatorios que, desde lo macro y lo micro, irán moldeando a las sociedades occidentales modernas.

Durante la Edad Media se producen importantes cambios en las costumbres, ritos y prácticas de los caballeros que van modificando sus actitudes corporales, su vestimenta, su gestualidad, - sus comportamientos externos” - como expresión del avance de limitaciones a las manifestaciones emotivas de los individuos. El proceso civilizatorio supone un aumento de la autoacción y el autocontrol en detrimento de la coacción externa. Según Elías, las personas se fueron civilizando a partir de la adopción de pautas y conductas que irán ganando legitimidad, en ocasiones hasta nuestros días.

En su opinión, la publicación de “*De civilitate morum puerilium*” (1537), - “De la urbanidad en las maneras de los niños”, según su versión en español (2006) - por Erasmo de Rotterdam, tendrá un fuerte impacto sobre el disciplinamiento de los cuerpos a través de la prescripción de la repetición de rutinas de moderación, higiene y compostura. Estas normas originalmente pensadas y escritas para educar al niño Enrique de Borgoña, hijo del Rey Adolfo, se harán extensivas a toda la sociedad.

De la mano de estos cambios “civilizatorios”, que fueron modelando en forma *externa* la conducta de las personas en Occidente, también fueron afectadas las manifestaciones de la agresividad, aspecto que reviste un interés particular a la hora de pensar el problema de la violencia contra las mujeres.

Elías concibe el “entramado emotivo de los seres humanos” como una “totalidad”. En tal sentido, y en la medida en que sus diversas expresiones son difíciles de separar, parecería posible retomar esta idea y analizarla en clave de construcción cultural. ¿Este entramado emotivo es natural, instintivo o es también el resultado de un proceso de moldeado cultural? Al respecto señala el autor:

“Estos impulsos se complementan y parcialmente se sustituyen unos a los otros; se transforman dentro de ciertos límites, y se neutralizan; el trastorno que se produce en un punto, se manifiesta en otro; en resumen, estos impulsos constituyen una especie de circuito cerrado de la persona, una totalidad parcial dentro de la totalidad del organismo, **cuya estructura todavía es bastante opaca en muchos aspectos**, pero cuya forma, cuya presentación social, es de una **importancia decisiva tanto para la evolución de una sociedad concreta como de cada persona individual**” (Elías, 1989:230)

A partir de estas ideas, tres cuestiones parecen relevantes para pensar en la agresividad contra las mujeres expresada como violencia de género: la primera es que los impulsos constituyen una especie de circuito cerrado de la persona, entendido como una unidad total; la segunda, remite a la *opacidad* de esta estructura, no obstante lo cual, y de allí, la tercera cuestión es que esta estructura se presenta como extremadamente relevante en términos individuales y colectivos. Al analizar el proceso histórico y los cambios sufridos a lo largo del tiempo, el autor interpreta que:

“la agresividad se ve hoy restringida y sujeta, gracias a una serie considerable de reglas y de convicciones que han acabado por convertirse en auto coacciones. La agresividad se ha transformado, “refinado” como todas las demás formas de placer y únicamente se manifiesta algo de su fuerza inmediata e irreprímible bien sea en los sueños bien en explosiones aisladas que solemos tratar como manifestaciones patológicas” (Elías, 1989: 230-231).

Al vincular estas reflexiones con la escena que abre este trabajo, parece pertinente preguntarse, en virtud de la acción, de qué múltiples factores este proceso civilizatorio y de aumento de las auto coacciones en la larga duración se presenta impermeable a la violencia contra las mujeres. O dicho de otro modo, cómo la psicogénesis de hombres y mujeres interactúa en la civilización occidental con la sociogénesis de las estructuras de poder entre los géneros.

Cada momento histórico tiene una configuración específica de la vida emocional, que incluye la expresión o represión de las pulsiones en sus más diversas manifestaciones, y que constituyen una suerte de parámetros orientadores en el plano individual y colectivo. En relación a la sociedad medieval el autor sostiene que:

“aquel que en esta sociedad no era capaz de amar u odiar con todas sus fuerzas, quien no conseguía participar en el juego de las pasiones, podía recluirse en un monasterio, porque en la vida secular estaba tan perdido como aquel que en la sociedad posterior y, especialmente en la corte, no conseguía dominar sus pasiones, ni ocultar o “civilizar” “sus afectos” (Elías, 1989: 239).

En la configuración de la vida emocional - a la manera de una suerte de clima de época - “es la estructura social la que exige y fomenta unas pautas determinadas y un dominio de las emociones de forma tal que existe una correspondencia entre ambas estructuras, la emotiva y la social (Elías, 1989:239). Si es cierto que lo que caracteriza al hombre civilizado – no hace referencia explícitamente en este texto a las especificidades de las mujeres civilizadas -

en virtud de procesos de autoacción sociogénica, es la prohibición “de tratar de agarrar de modo espontáneo lo que desea, lo que ama o lo que odia”, este proceso no ha incluido la prohibición de disponer de la vida de las mujeres por parte de los hombres.

Este análisis de Elías no parece considerar en ningún momento las relaciones de género como relaciones de poder, cuyo moldeado parece haber acompañado en Occidente el proceso civilizatorio de hombres y mujeres. No queda claro, entonces, cuál es el lugar de las relaciones de género en la estructura social de Occidente, si siguiendo a Scott, las mismas son constitutivas de las relaciones sociales basadas en las diferencias entre los sexos.

Luego de sostener esta correspondencia entre ambas estructuras, la psíquica y la social, Elías indaga sobre cuáles fueron las transformaciones de estructura social que desataron estos mecanismos psíquicos y las coacciones externas que pusieron en marcha el disciplinamiento de las manifestaciones afectivas y de las conductas externas. Y, en tal sentido, afirma que, si bien puede haber variaciones siempre hay alguna forma de regulación social.

“No existe el punto cero desde la perspectiva de la regulación social. El ser humano sin restricciones es un fantasma. Influyen mucho el tipo, la intensidad y la forma de las renunciaciones y de las coacciones, así como de las dependencias; y con ellas cambian las tensiones y los equilibrios de las manifestaciones afectivas, así como el grado y la forma de satisfacción de las mismas que buscan los individuos” (Elías, 1989: 252).

En la dinámica de los procesos de interrelación entre la sociogénesis y la psicogénesis, y entre el nivel micro y macro, Elías encuentra en la idea de la *figuración* una posibilidad de gran potencia analítica para superar la dicotomía y antagonismo entre el individuo y la sociedad y pensar en las cadenas de interdependencias entre múltiples factores en el mundo de lo social. Así “la violencia contra las mujeres en la civilización occidental”, a partir de lo expuesto, podría pensarse en términos de Elías como una *figuración* en tanto interrelación recíproca y dinámica en equilibrio homeostático constante, en la cual se pueden observar cadenas de interdependencias. Las mismas involucran el diseño de las normas culturales que proporcionan a los hombres el control del comportamiento - y en ocasiones de la vida - de las mujeres; la naturalización de la violencia como forma natural de resolver conflictos entre los sexos; modelos de masculinidad vinculados a la dominación, la jerarquía y la asimetría; códigos de honor diferenciados por sexos; mandatos, roles y estereotipos rígidos para cada sexo signados por la desigualdad, la jerarquía y la asimetría.

### **Consideraciones finales**

En las líneas precedentes se intentó superar la crítica más obvia y evidente que puede hacerse al trabajo de Elías desde un enfoque de género para pensar en la violencia contra las mujeres - esto es la ausencia de una presencia explícita del tema - para recuperar la potencialidad de sus categorías de análisis. En tal sentido, sorprende la escasa presencia que desde la crítica o la recuperación se puede observar en la literatura especializada sobre el tema. El trabajo de Lozano es una excepción en ese sentido.

Esta reflexión sobre una forma específica de violencia desde la teoría del proceso de la civilización occidental permitió, en primer lugar, llegar a algunas propuestas, como es pensar en dicho fenómeno en términos de figuración. En segundo lugar, reafirmar la necesidad de seguir recorriendo caminos que rompan las murallas de las disciplinas para pensar lo social. Las/os autoras/es escogidas/os son un estímulo a ello. En tercer lugar, advertir la invisibilidad en el universo de las relaciones sociales de las relaciones de género.

En el texto de Elías están presentes las relaciones generacionales, las relaciones de clase y no así estas últimas. La persistencia y reproducción de las violencias hacia las mujeres en sus múltiples expresiones empujan a pensar en la ausencia de una perspectiva de la misma en tanto patriarcal.

Quizás por ello, mientras se recorren la páginas de “*El proceso de la civilización*” parece inevitable interrogarse acerca de cómo Occidente se fue *civilizando*, sus costumbres externas se fueron dotando de *urbanidad* siguiendo los preceptos iniciales de Erasmo, fue aumentando el autocontrol de las emociones, y en el mismo proceso, y como parte de él, se mantuvo intacta y naturalizada la tolerancia a la violencia hacia las mujeres. La auto coacción y el autocontrol que más tarde ostentará con orgullo la civilización occidental parece haber encontrado en la violencia contra las mujeres uno de sus tantos límites.

Y volviendo a la historia del comienzo, en “*La mujer de verde*”, Simón, uno de los hijos de la mujer golpeada, no comprende, porque quizás le resulta ininteligible, la duplicidad de su padre cuando descubre que cuando él - su padre - se relacionaba con los demás era otra persona con urbanidad...externamente civilizada:

“En relación con los demás parecía que el monstruo hubiera cambiado de piel y se hubiera convertido en otra persona...de repente quería agradar a todos. Hablaba encantado con el tendero y hacía reverencias y cedía el paso cuando entraba en la tienda alguien y los trataba de usted. Incluso sonreía. Saludaba con un apretón de manos... Simón necesitó tiempo para comprender esa duplicidad de su padre. No conocía esa faceta suya. No comprendía cómo podía ser de una forma en su casa y de otra completamente distinta en cuanto ponía un pie afuera. No comprendía como Grimur - su padre - podía adular y mostrarse humilde y hacer reverencias y tratar de usted a los demás si él era el más poderoso de los cielos y tenía una autoridad ilimitada sobre la vida y la muerte” (Indridason, 2009: 118).

### Referencias bibliográficas

ANDERSON B. S. y ZINSSER J. P. (1992). *Historia de las mujeres: una historia propia*. Barcelona: Vol.1 y 2, Editorial Crítica.

ELIAS N. (1989). *El proceso de la civilización. Investigaciones sociogenéticas y psicogenéticas*. México: Fondo de Cultura Económica.

FEMENÍAS M. L. (2008). “Violencia contra las mujeres: urdimbres .que marcan la trama”, en Aponte Sánchez, Elida y Femeninas, María Luisa (2008). *Articulaciones sobre la violencia contra las mujeres*, Colección Campo Social, Editorial de la Universidad de la Plata, La Plata.

INDRIDASON, A. (2009). *La mujer de verde*, RBA Libros, Barcelona.

MOORE, H. (1994). “The problem of explaining violence in the social sciences”, en Gow Peteer and Harvey, Penelope: *Sex and violence. Issues in experiences and representation*, Routledge, London, 1994, pp.138-154.

LOZANO, C. (2007). *El libre mercado y las relaciones de género: el poder político y económico, la impunidad y el asesinato de mujeres*.

SEGATO, R. (2003). *Las estructuras elementales de la violencia*, Universidad Nacional de Quilmes, Buenos Aires.

SCOTT, J. (1993). “El género: una categoría útil para el análisis histórico », en Cangiano, M. et DUBOIS, L. (dir., 1993), *De mujer a género. Teoría, interpretación y práctica feminista en las ciencias sociales*, Buenos Aires, CEAL.



## Prostitution à CUBA (1959-2011)

## Prostitución en CUBA (1959-2011)

### **GAY-SYLVESTRE, Dominique**

Professeur des Universités (civilisation hispano-américaine)  
Directrice EA DYNADIV/FRED  
Responsable réseau Amérique latine Europe Caraïbes (ALEC)  
« Relations de genre et pratiques sociales »  
Faculté des Lettres et des Sciences Humaines,  
LIMOGES, France  
dominique.gay-sylvestre@wanadoo.fr

### **GAY-SYLVESTRE, Dominique**

Catedrática de civilización hispanoamericana  
Directora laboratorio DYNADIV/FRED  
Responsable red América latina Europa Caribe (ALEC)  
« Relaciones de género y prácticas sociales »  
Facultad de Letras y de Ciencias Humanas,  
Limoges, Francia  
dominique.gay-sylvestre@wanadoo.fr

### **Résumé**

La prostitution est éradiquée à Cuba, à l'issue d'une intense campagne de réhabilitation des prostituées. L'évolution de la société cubaine, l'incorporation massive des femmes au travail, les difficultés politiques et économiques que traverse l'île, font surgir des comportements nouveaux. Aggravés par l'effondrement du bloc socialiste, ils vont à l'encontre des structures familiales traditionnelles. Des cubaines qui recherchent une ultime solution pour améliorer leur niveau de vie et celui de leur famille ont recours au *jineterismo*. Tolérée, dans un premier temps, par les autorités cubaines, cette nouvelle forme de prostitution s'adapte aux changements sociaux et s'ajuste aux caprices des touristes qui arrivent en masse sur l'île, en quête d'exotisme et de sensations défendues. Un marché du sexe fait son apparition : ses réseaux touchent les secteurs les plus inattendus de la société cubaine.

Mots clés : prostitution, *jineterismo*, Cuba, société, XX<sup>e</sup> siècle

### **Resumen**

La prostitución es erradicada en Cuba a raíz de una intensa campaña de rehabilitación. La evolución de la sociedad cubana, la incorporación masiva de las mujeres al trabajo, las dificultades políticas y económicas que atraviesa la isla, hacen surgir comportamientos nuevos, agudizados por el derrumbe del campo socialista, en contradicción con las estructuras familiares tradicionales. Buscando una solución última para mejorar su nivel de vida y el de su familia, algunas mujeres recurren al *jineterismo*. Tolerada al principio por las autoridades gubernamentales, esta nueva forma de prostitución se adapta a los cambios sociales y se amolda a los caprichos del turista que afluye a la isla en busca de exotismo y de sensaciones prohibidas, dando lugar a un mercado del sexo cuyas redes alcanzan lugares insospechados de la sociedad cubana.

Palabras clave: prostitución, *jineterismo*, Cuba, sociedad, siglo XX

« En 1959 tout a changé d'un seul coup et pour tous... le pays a changé... » raconte, des années plus tard, à La Havane, Elsa Contreras, alias Fleur de Lotus :

« les rebelles ont gagné la guerre et Batista a quitté Cuba, ce que tout le monde voulait d'ailleurs... tout cela ne m'a pas beaucoup touchée parce que plusieurs filles étaient disposées à continuer à travailler avec moi et je me disais : ils ont beau faire toute cette révolution, s'il y a une affaire qui va continuer à marcher c'est bien la prostitution. ... » (Padura, 2006 : 323).

Mais, dans la capitale, les quartiers Colón, La Vitoria, San Isidro, La Vía Blanca, haut lieux de la prostitution, sont en ébullition. Il se murmure que la Révolution sera implacable avec les prostituées, qu'elles seront fusillées, qu'elles iront en prison ou seront envoyées dans des fermes de redressement. D'autres assurent, au contraire, que le nouveau gouvernement sera comme le précédent et que rien ne changera vraiment.

Il n'empêche... bon nombre de tenanciers préfère prendre la fuite vers la Floride voisine, abandonnant leurs maisons aux filles, qui, n'ayant plus à partager leurs bénéfices avec eux, travaillent désormais pour leur propre compte. Avec l'arrivée des *barbudos*, les rues de la capitale, désertées les derniers mois de la dictature de Batista, reprennent vie. Certes, à la différence d'autrefois, il n'y a pas la queue à la porte des maisons closes, mais les « filles » gagnent mieux leur vie.

Or, dès février 1959, alors qu'il s'adresse aux ouvriers de la compagnie Shell, Fidel Castro met l'accent sur la douloureuse réalité vécue par une partie de la population cubaine :

Vous savez tous la tragédie qu'affronte la femme et celle qu'affronte le Noir. Ce sont deux secteurs qui connaissent la discrimination. On parle, par exemple de discrimination sexuelle, du nombre de femmes que l'on essaie d'exploiter et de ce que l'on considère les femmes comme un objet de plaisir plus que comme une figure sociale, capable d'être au même niveau que l'homme... (Gay-Sylvestre, 2006 : 65).

Cuba ne peut plus être cette « île de tous les délices » (Valle, 2010 : 189), lieu de débauche privilégié d'un certain tourisme, nord-américain en particulier. La prostitution est désormais une « maladie sociale curable » que la Révolution se doit d'éradiquer si elle veut être conséquente et crédible.

Un mois après le meeting avec les ouvriers de la Shell, une « Police de tourisme » est chargée de contrôler les touristes masculins qui arrivent seuls sur l'île. Puis, un contrôle sanitaire, systématique, des prostituées exerçant dans les maisons closes est instauré. Si elles ne souffrent pas de maladies vénériennes, qu'elles sont en bonne santé, on leur délivre un carnet de santé et elles peuvent poursuivre leur activité. Ces mesures, très mal vécues par les prostituées, s'accompagnent d'une série d'interdictions (alcool, drogue) et d'une réglementation très rigoureuse des horaires d'ouverture des maisons de tolérance, restreignant ainsi leur activité.

Dans le même temps, des mesures prophylactiques identiques sont appliquées aux « fleurs de macadam ». Les contrôles aux postes de police s'intensifient. Il devient clair qu'une campagne contre les « vices et fléaux » de la société capitaliste (FMC, 1988 : 9) est amorcée car :

« il faut donner naissance à une nouvelle femme, la femme de la société socialiste. Libérée de l'esclavage domestique et du poids des préjugés du passé, elle doit jouir de tous les droits et s'incorporer pleinement à la production » (Gay-Sylvestre, 2006 : 90).

Au début, reconnaît Armando Torres<sup>1</sup>, ancien secrétaire général du Conseil Supérieur de la Défense sociale,

« nous n'avions pas de plan préconçu pour commencer notre travail... Chaque étape surgit de façon spontanée. Quelqu'un eut l'idée d'aller dans les bordels et de parler aux prostituées pour voir si on pouvait les convaincre d'abandonner leur mode de vie... Nous avons une vue romantique des choses » (Lewis, Lewis, Rigdon, 1977 : note introductive).

La Fédération des Femmes Cubaines (FMC)<sup>2</sup> et le Ministère de l'Intérieur sont chargés de mettre en place, au niveau de la capitale tout d'abord, puis à l'échelle nationale, une campagne de réhabilitation en faveur des prostituées. Une première phase, de persuasion, débute par une visite de toutes les maisons de passe de La Havane. Les fédérées, par groupes, ont pour mission, outre le recensement des maisons closes, de rendre compte de la situation familiale et matérielle des « belles de jour » et des « belles de nuit ». Il s'agit de les convaincre d'abandonner, volontairement, la pratique de la prostitution qui n'a pas sa place dans une société qui se construit sur la base de l'exclusion de toute forme d'exploitation.

« La prostitution est une conséquence du régime d'exploitation de l'homme par l'homme » (Gay-Sylvestre, 2006 : 79), dira alors Fidel Castro, et

« Les mesures que la Révolution adoptera pour l'éradiquer ne seront pas les mesures adoptées contre les parasites. Elle procédera en combinant éducation et aide économique, de façon à réhabiliter socialement cette partie des secteurs humbles de la population. Ce ne seront pas des procédés drastiques, mais un procédé basé sur l'éducation et la réinsertion. Il devra compter sur la collaboration des femmes qui en ont été victimes » (Gay-Sylvestre, 2006 : 79).

Le recensement amorcé, combiné à celui effectué dans le cadre de la campagne d'alphabétisation<sup>3</sup>, permet de chiffrer le nombre de prostituées à La Havane et dans les autres capitales de province, Guantánamo, Caimanera, Santiago de Cuba, Camagüey, Cienfuegos et Matanzas : soit dix mille dans la capitale sur les 100 000 recensées dans toute l'île<sup>4</sup>.

Issues le plus souvent de la campagne, les prostituées souffrent de conditions de vie précaires, humiliantes et dégradantes. N'ayant connu, pour la plupart, que rejet, isolement et persécution, il en coûte aux fédérées, peu ou mal préparées, de créer avec elles un climat de confiance qui les incitera à collaborer, volontairement, à leur rééducation. Insultées, menacées, à la fois par les prostituées, les proxénètes et les matrones lorsqu'elles pénètrent dans les maisons de passe, elles doivent dépasser leurs préjugés et leurs craintes, vaincre aussi l'opposition de leurs époux et familles qui craignent pour leur vie et leur réputation.

« Ma première impression en entrant dans une maison de tolérance a été tellement désagréable que j'ai failli m'enfuir à peine y avais-je mis les pieds. Elle était d'une saleté repoussante... Par la suite, j'ai connu des endroits mieux tenus, où l'on se

---

<sup>1</sup> Contribua à l'établissement du programme de réhabilitation des prostituées.

<sup>2</sup> Créée le 23 août 1960.

<sup>3</sup> Les prostituées bénéficieront alors des deux mesures phares des débuts de la Révolution : les soins médicaux et l'éducation.

<sup>4</sup> Un document de la FMC datant de 1988, fait état d'un chiffre nettement inférieur : 30 ou 40 000. Un certain nombre de prostituées parvient, à cette époque, à échapper aux contrôles.

souciait davantage des conditions d'hygiène. Les femmes qu'on y rencontrait faisaient preuve d'un manque total de pudeur. Mais ce que je supportais le moins c'était le regard de ces hommes qui entraient et sortaient comme s'il s'agissait de troupeaux » (FMC, 1988 : 13).

Mais l'insertion des prostituées dans la nouvelle société, leur accès au « travail socialement utile » (Gay-Sylvestre, 2006 : 68) et, par là, leur émancipation sont à ce prix. Les plus récalcitrantes sont envoyées en prison où la FMC et le Ministère de l'Intérieur (MININT) poursuivent leur travail de persuasion.

En revanche, « essayer la persuasion auprès des souteneurs » rapporte Armando Torres, « était une vue romantique de la réalité » (Lewis, Lewis, Rigdon, 1977 : p.397-398). Aussi, après un long et difficile processus d'identification des hommes qui avaient vécu jusque là du proxénétisme, la répression se durcit et le MININT lance l'« opération Fusée ». Plusieurs centaines de souteneurs sont arrêtés et envoyés dans des fermes de redressement pour travailler à la production. Ils n'en ressortent qu'une fois repentis, rééduqués et pourvus d'un métier susceptible d'assurer leur insertion sociale<sup>5</sup>.

La campagne de persuasion n'ayant pas produit les effets souhaités, la FMC et le MININT lancent une campagne de plus grande envergure destinée, surtout, à mettre un terme à la prostitution clandestine. Quatre écoles de réhabilitation, gérées à la fois par la FMC et le Département de Prévention et de Sécurité Sociale du Ministère de l'Intérieur<sup>6</sup>, sont installées en dehors des villes où la prostitution est la plus marquée : La Havane, Matanzas, Camagüey et Santiago de Cuba.

« Le traitement initial était philanthropique par nature » explique Armando Torres :

« On n'appliquait pas un programme tout fait mais il s'agissait de former des groupes et de discuter les problèmes ensemble... On expliqua donc aux femmes la nature de la Révolution, les conditions sociales qui les avaient poussées à la prostitution, et on leur demanda si elles ne souhaitaient pas un changement de leur condition d'existence. Ce fut essentiellement, dit-il, une question de persuasion. C'est-à-dire qu'on leur fit savoir que l'Etat ne tolérait plus leur façon de *vivre*, mais qu'il garantirait à chaque femme du travail. Certaines femmes prirent peur et préférèrent entrer dans les écoles. Les volontaires se manifestèrent de plus en plus nombreuses et après une attente de plusieurs mois, les cours furent organisés. On ouvrit aussi des salons de beauté pour apprendre aux filles à s'habiller et à se coiffer sans excès ni fioritures, on leur apprit les manières de table et on leur fit abandonner leurs anciennes habitudes » (Gay-Sylvestre, 2006 : 79).

Ce que confirme d'ailleurs Elsa Contreras :

« ... Je ne me suis pas décidée à partir en 1960, en 1961... Et quand j'ai ouvert les yeux, j'étais enfermée ici.... J'ai dû recommencer à travailler mais j'avais déjà plus de trente-cinq ans, alors j'ai ouvert un bordel à Nuevitas<sup>7</sup>, à l'époque où c'était encore possible. Mais ça a foiré presque tout de suite et on m'a mise dans une espèce d'école pour me rééduquer. On m'a même appris à coudre » (Padura, 2006 : 39).

---

<sup>5</sup> En réalité, bon nombre d'entre eux préfèrent quitter Cuba pour les Etats-Unis.

<sup>6</sup> Créé en 1962.

<sup>7</sup> Sur la côte nord de Cuba, à 70 kms. de Camagüey.

Trois principes fondamentaux : élévation du niveau scolaire, dépassement politico-idéologique et travail collectif régissent les écoles de réhabilitation. Les premières élèves y sont volontaires, puis l'État adopte des mesures plus coercitives pour obliger les prostituées à suivre les cours qui y sont dispensés.

Pendant toute la période de rééducation, les enfants des prostituées sont pris en charge par l'État : crèches ou écoles maternelles sont garanties pour les plus petits et des bourses pour les plus grands. Une pension de cinquante à deux cents pesos par mois est versée à la famille des ex-prostituées pour pallier la perte de leurs revenus et, du même coup, l'absence de soutien financier.

Une fois réhabilitées, les anciennes prostituées bénéficient d'un logement – généralement éloigné de leur ancien lieu de travail. Les organisations de masse - Comités de Défense de la Révolution (CDR) et la Centrale des Travailleurs de Cuba (CTC) - collaborent à l'effort général de réhabilitation en favorisant leur insertion par l'emploi.

En 1963, toutes les maisons closes sont définitivement fermées. Dans les rues, la prostitution est encore tolérée, mais les « arpenteuses » ont l'obligation de respecter les horaires assignés par le MININT. Elles sont tenues, par ailleurs, de consacrer leur temps libre à la formation idéologique et à l'étude (il leur faut atteindre le niveau de fin d'études primaires). Le dimanche, elles doivent se rendre à la campagne et, à l'instar des autres Cubaines, participer au travail volontaire dans les champs.

En 1966, la campagne de réhabilitation est terminée. Officiellement, la prostitution comme « mal social » n'a plus cours à Cuba et l'on considère qu'elle est « exclue du fonctionnement institutionnel » (Holgado Fernandez, 2002 : 241). Nombre d'ex-prostituées intègre le monde de la production ou les différentes écoles créées par la FMC<sup>8</sup> car « la révolution et l'intégration au processus révolutionnaire exigent un degré d'instruction et un support très particuliers » (Gay-Sylvestre, 2006 : 67).

La grande bataille contre la prostitution massive est gagnée. Officiellement, il n'y a plus de prostitution à Cuba. Et pourtant, malgré la campagne de réhabilitation, certaines femmes ont replongé dans la prostitution. Prostitution clandestine, mais active, aux abords des ports notamment.

Dans le même temps, une nouvelle forme de prostitution, plus sournoise, moins facilement détectable, basée sur la « technique du contact sexuel en échange d'une faveur, sur le modèle d'un service contre un autre » (Valle, 2010 : 193) est pratiquée. En effet,

« le nombre de femmes qui obtinrent des postes grâce à des 'arrangements sexuels' fut élevé et augmenta curieusement à partir des persécutions et des licenciements des homosexuels dans ces milieux<sup>9</sup> qui laissèrent un nombre considérable de places vacantes » (Valle, 2010 : 192).

A ces formes sporadiques mais bien réelles de la prostitution, se greffe une autre prostitution, exercée par celles que l'on nomme les « courtisanes du socialisme » (Holgado Fernandez, 2002 : 241) qui entretiennent des relations avec certains hauts fonctionnaires de l'État et du Parti et/ou des diplomates. La Révolution, pourtant très moralisatrice, s'en

---

<sup>8</sup> Certaines réussissent à passer le diplôme d'Éducation Ouvrière Paysanne.

<sup>9</sup> Le secteur artistique en particulier : radio, télévision, cinéma, danse.

accommode alors que la construction de la nouvelle société, socialiste, suppose des comportements nouveaux.

Le blocus imposé à l'île par les Etats-Unis à partir de 1961, l'instauration du carnet de rationnement (« libreta ») en 1963, les mobilisations massives dans le secteur agricole, en particulier, l'échec de la *zafra* des 10 Millions de tonnes en 1970, accroissent les difficultés quotidiennes de la population.

Dans le même temps, le processus de libération et d'émancipation des Cubaines, impulsé par la FMC, basé sur une politique d'incitation au travail, la disparition progressive de la subordination à la figure masculine et la rupture des liens de dépendance économique qui liaient autrefois la femme à l'homme, donnent naissance à une nouvelle femme qui, malgré la « doble jornada », entend mener sa vie à sa guise. S'ensuit une période de démesure où liberté et libertinage se confondent parfois, traduits, en termes crus par Elsa Contreras :

« ...] ma fiche de putain était collée dans mon dos et quand j'ai eu l'occasion de l'arracher, je l'ai fait, ... faire la pute à quarante ans, c'est sacrément dur ! Tu dois te taper n'importe quoi, pour pas grand-chose, parce qu'en plus, la concurrence est montée en flèche : comme les femmes étaient devenues libres et souveraines, égales aux hommes, eh bien, elles s'envoyaient en l'air... les gamines commençaient à baiser comme des dingues dès quatorze ans et tout le monde couchait avec tout le monde pour jouir du sexe, bref on était tous égaux et on jouissait de la même façon, non ? » (Padura, 2006 : 362-363).

La crudité des termes ne laisse pas de révéler une réalité confortée, en 1971, par l'implantation, puis l'institutionnalisation, à la campagne, d'un système d'écoles secondaires (collèges et lycées<sup>10</sup>) avec internats. Séparés de leurs parents qu'ils ne retrouvent que le week-end, les jeunes grandissent formés par de jeunes enseignants inexpérimentés. Or, la nuit, « l'action exubérante des hormones » raconte Monika Krause, Directrice du Centre National d'Éducation Sexuelle de La Havane (1979- 1990), la proximité des plantations, facilitent la libération de « tous les désirs incontrôlés, exacerbés par les conditions climatiques » (Krause, 2007 : 210).

Certes, il ne s'agit pas de prostitution mais la conception du système éducatif cubain en rapport avec les écoles à la campagne fait montre d'un désintérêt manifeste de l'idiosyncrasie cubaine. Attachés à ne former que de nouveaux esprits, les dirigeants ignorent toute forme d'éducation corporelle, d'éducation sexuelle, sur une île où, justement, sensualité et nature font corps.

Cette libération des mœurs est cependant freinée par la cohabitation de plusieurs générations sous un même toit et le recours aux *posadas*<sup>11</sup> pour avoir des relations sexuelles<sup>12</sup>. Vers le milieu des années 70, la famille cubaine traverse une crise profonde qui s'exprime par un

---

<sup>10</sup> Il s'agit des *Escuelas Secundarias Básicas en el Campo* (ESBC) et des *Institutos Pre-Universitarios en el Campo* (IPUEC).

<sup>11</sup> Maisons de rencontre pour autochtones.

<sup>12</sup> Les relations sexuelles avec un étranger sont interdites, considérées comme un délit et passibles de prison. Cela n'empêche pas qu'elles puissent avoir lieu.

nombre croissant d'unions consensuelles et de divorces<sup>13</sup> et donne naissance, dans les villes et dans la capitale surtout, à la *titimanía*.

De quoi s'agit-il ? Mariées ou divorcées, des jeunes femmes qui ont entre 18 et 25 ans cherchent chez un homme plus âgé, qui jouit d'une bonne situation matérielle, d'une position sociale confortable, voire même d'un pouvoir réel dans les hautes sphères ministérielles ou du Parti, les avantages matériels que suppose cette nouvelle relation. En d'autres termes, qu'il soit capable de les entretenir et de leur permettre d'avoir des conditions de vie supérieures à celles du reste de la population cubaine.

Paradoxalement, la *titimanía* qui donne lieu à maintes plaisanteries parce que :

«... au bout de vingt, vingt-cinq, trente ans de mariage [...] [certains Cubains]<sup>14</sup> n'ont pas su ou pas voulu, suivre l'évolution de leurs épouses, abandonnent tout... pour aller vivre une nouvelle aventure avec une jeune femme dont ils se sont amourachés... et qui les mène par le bout du nez » (Gay-Sylvestre, 2006 : 180).

n'est pas considérée comme de la prostitution. On excuse les comportements des jeunes femmes en expliquant qu'elles sont à la recherche de « l'image d'un père qu'elles n'ont pas eu au cours de leur enfance ou de leur adolescence » (Gay-Sylvestre, 2006 : 180) et ceux des hommes, un peu plus âgés, parce qu'ils retrouvent ainsi une nouvelle jeunesse...

Puis, popularisée par le groupe musical cubain Los Van Van qui raconte « précisément une histoire sur la *titimanía*, ou la 'maladie des chefs d'avoir, de sortir, de coucher et de s'amuser avec des filles plus jeunes qu'eux' » (Valle, 2010 : 194), la *titimanía* devient alors un véritable phénomène social. La classification qui y est instaurée entre les « crevettes », les « raccrocheuses », les « étagères », les « caravelles » et enfin les « maîtresses » (Valle, 2010 : 195) n'est pas sans rappeler la hiérarchie existant au sein de la prostitution du Cuba de Batista.

Avec deux nuances de taille cependant : la *titimanía* ne souffre ni de la censure ni de l'opprobre populaire. Et, surtout, il ne s'agit plus d'une prostitution de subsistance car la situation matérielle des Cubains s'est grandement améliorée depuis le début de la Révolution<sup>15</sup>, en particulier, depuis l'entrée de Cuba au sein du Conseil d'aide mutuelle économique (CAME). Par ailleurs, la mise en place de marchés parallèles où l'on vend des aliments et des produits de base fait que les besoins alimentaires de la population sont, dans l'ensemble satisfaits.

Toutefois, on commence à percevoir les signes d'« un rejet d'une forme de vie éloignée des aspirations d'une certaine jeunesse » (Gay-Sylvestre, 2006 : 180) qui auraient dû alerter les autorités et la FMC.

A côté de la *titimanía* qui touche surtout une population autochtone, les « afroputes » et les « putishas » sont, elles, d'une autre catégorie. L'écrivain togolais Sami Tchak, auteur de *La*

---

<sup>13</sup> Le divorce devient une solution facile, la seule susceptible de permettre aux femmes de réaliser leurs aspirations. Dans les années 70, Cuba occupe le 5<sup>ème</sup> rang mondial en matière de divorce.

<sup>14</sup> C'est nous qui rajoutons.

<sup>15</sup> Les discours officiels insistent sur la qualité du niveau de vie des Cubains, qui disposent, pour la plupart, d'une radio et d'un téléviseur. Plus de 80% des familles possèdent un réfrigérateur, un ventilateur et autres appareils électriques. Amir Valle (2010), *La Havane Babylone. La prostitution à Cuba*. Paris : Ed. Métaillé, p. 194.

*prostitution à Cuba* et qui a longtemps séjourné à Cuba, où il a fait ses études, évoque les « afroputes » en ces termes :

« Nous exhibions<sup>16</sup> devant les Cubaines des dollars, des parfums, des savonnettes seulement disponibles dans les boutiques en devises. Par ces petites choses, nous les séduisions facilement. Elles se donnaient aux uns et aux autres dans l'espoir d'avoir des cadeaux » (Tchak, 1999 : 62).

Les *putishas*<sup>17</sup>, quant à elles, entretiennent des relations sexuelles avec les Russes (les *bolos*). La situation privilégiée dont ils jouissent sur l'île: logements dans des quartiers résidentiels<sup>18</sup>, possibilités accrues de ravitaillement, ... présentant des avantages matériels incontestables.

Ces relations débouchent parfois sur un mariage ou un départ à l'étranger (Afrique ou Union Soviétique), mais les Cubains ne les voient pas d'un œil aussi complaisant. De fait, elles sont doublement répréhensibles : en vertu de la morale socialiste et de la condamnation explicite d'une relation d'exploitation et d'humiliation et parce qu'il s'agit d'étrangers.

Cette prostitution, connue de tous, est passée sous silence par les autorités<sup>19</sup>. La FMC qui a mis en place une politique d'éducation sexuelle massive ne la considère pas comme faisant partie de ses priorités.

A la fin des années 80, l'économie cubaine traverse une phase difficile aggravée par l'échec de la renégociation de la dette avec le Club de Paris<sup>20</sup>. Il faut augmenter la productivité grâce à une économie diversifiée et, une nouvelle fois, faire appel au travail volontaire de masse. Les marchés libres paysans qui avaient permis à la population de disposer d'une alimentation plus variée et abondante, sont supprimés et remplacés par les trois « monos » : monoculture, monoexportation, monoproduction (Holgado Hernandez, 2002 : 25).

En 1986, à l'issue du III Congrès du Parti Communiste de Cuba, Fidel Castro lance la campagne de « rectification des erreurs et des tendances négatives ». Le nombre de fonctionnaires de l'État et du Parti est réduit de moitié tandis que les secteurs agricole, de l'éducation et de la santé connaissent une baisse significative de leurs effectifs. L'altruisme citoyen, les stimulants moraux sont alors largement utilisés. La lutte contre la corruption est mise en avant et il devient urgent de redynamiser le projet socialiste prôné par la Révolution à travers l'Homme nouveau.

C'est le moment (1987) que choisit la revue *Somos Jóvenes* pour publier l'article de l'un de ses journalistes, Luis Manuel García Méndez, intitulé « Le cas Sandra ». On y découvre le monde de la prostitution, décrit avec minutie, à travers le récit de la vie de Sandra, enfant violée, puis prostituée de bas étage, prostituée de luxe dans des maisons de passe, prostituée pour touristes (Italiens, Espagnols, Mexicains) en quête de sexe facile.

L'auteur y fait une critique sévère d'un tourisme fondé sur le marché noir, la contrebande de devises, la prostitution, l'instauration de boutiques *intur* « boutiques pour touristes », qui

---

<sup>16</sup> Il s'agit des étudiants africains accueillis par Cuba dans le cadre d'échanges internationaux.

<sup>17</sup> A l'inverse, les *pinguishes* sont les Noirs et métis cubains qui entretiennent des relations sexuelles avec des femmes russes.

<sup>18</sup> A Santiago de Cuba, Cienfuegos, Jagüey Grande, Camagüey, La Havane.

<sup>19</sup> On ignore le chiffre de ces prostituées et rares sont les documents qui font état à la fois des afroputes et des *putishas*.

<sup>20</sup> En 1986.



entraînent inéluctablement une « perversion de l'intégrité idéologique » des jeunes cubains (García Mendez, 1987 : 80).

La prostitution homosexuelle, le monde des proxénètes y sont révélés de même que la corruption policière, celle des chauffeurs de taxis, des portiers d'hôtels ; sont évoquées les maladies sexuellement transmissibles, notamment le SIDA)...

Luis Manuel García propose enfin une réforme du Code Pénal afin que la prostitution ne soit plus considérée comme un « état dangereux » mais comme un délit et que des peines sévères soient prononcées à l'encontre de tous ceux qui la favorisent.

L'article est explosif ! Les questions posées aux autorités par le journaliste, très embarrassantes, laissent percevoir une déliquescence des valeurs morales par ceux-là mêmes dont la fonction est de les faire respecter : le Parti, le CDR, le centre de travail du père de Sandra, les organisations sociales, politiques, les organisations d'étudiants, les éducateurs. Tous, à des degrés différents, sont mis en cause.

La réaction des autorités est immédiate. Le cas Sandra est une pure invention. Mensonges, les assertions du journaliste concernant l'existence d'une prostitution plus vaste, aux nombreuses ramifications. Toujours est-il que la directrice de la revue est écartée et remplacée, la politique éditoriale revue et Luis Manuel García condamné à remplir la rubrique « Curiosités et histoire antique ».

Le « Cas Sandra » est « oublié »... Mais il a mis en avant un réel mal-être sociétal qui souligne les difficultés d'un régime dont les actions en faveur des femmes avaient été qualifiées par Fidel Castro de « révolution dans la Révolution ».

Dans les campagnes, dans les grandes villes, dans la capitale, les signes d'une rupture économique avec l'Union Soviétique se font de plus en plus sentir. En 1990, la situation devenant critique, Fidel Castro lance ce qu'il va appeler la *Période Spéciale en temps de Paix*. Il s'agit désormais pour la population cubaine de *resolver*, c'est-à-dire de résoudre par tous les moyens les problèmes d'une existence quotidienne rythmée par une recherche alimentaire effrénée.

Les années 92 et 93 sont les plus dures : un grand nombre de produits alimentaires de base disparaît, d'autres sont rationnés ou ne se trouvent que dans les *chopin*<sup>21</sup> ; les produits destinés à l'hygiène personnelle sont distribués à la portion congrue (savon, dentifrice, serviettes hygiéniques), de même que les produits ménagers. Les cigarettes, le rhum même, sont répartis avec une extrême parcimonie. En 1994, la viande, les œufs, le lait, les légumes et les pâtes ont pratiquement disparu des rayons des magasins d'état. Les Cubaines doivent *inventar* pour *resolver*. Il n'y a pas d'autre alternative. En 1996, la dépénalisation du dollar aggrave la situation des Cubains qui ne reçoivent aucune aide de parents résidant à l'étranger.

Les femmes sont les plus touchées par la crise. Leur journée s'allonge considérablement : il n'y a pas de combustible pour faire la cuisine, l'eau potable faisant souvent défaut (il faut aller chercher l'eau dans des réservoirs où les mesures sanitaires ne sont pas respectées, entraînant des infections de toutes sortes) ; les pannes de courant sont innombrables, il n'y a pas ou plus de transport (il faut se rendre à pied au travail ou en bicyclette). Le troc, le marché noir ne suffisent plus pour *resolver*.

---

<sup>21</sup> Magasins où les produits sont vendus exclusivement en dollars.

Se « rapprocher » des touristes devient alors, pour un certain nombre de Cubaines, l'ultime solution face à une situation qu'elles ne peuvent plus gérer. D'autant que pour faire obstacle à une conjoncture qui devient extrêmement critique, voire explosive, le gouvernement fait le choix stratégique de faire du tourisme son entrée principale de devises.

*Luchar, inventar, resolver*, lutter, inventer, résoudre... Dans un pays en crise, où la vie est devenue un combat quotidien, des mères de famille (parfois d'ailleurs avec la complicité du mari ou du compagnon), des étudiantes, des professionnelles (médecins, ingénieurs, avocates,...) vont trouver dans des rencontres fortuites avec des étrangers, la façon de résoudre un problème qui est devenu une angoisse récurrente : celui de la nourriture. En échange de faveurs sexuelles monnayées, elles ont enfin accès aux dollars, peuvent nourrir leur famille, être invitées au restaurant, recevoir des cadeaux (savon, chaussures,...).

Alertée, la FMC a recours aux Comités de Défense de la Révolution (CDR) qui lui signalent les comportements jugés antisociaux. Des fédérées interviennent alors pour persuader les *jineteras*, occasionnelles ou non, qu'elles sont dans l'erreur, que la Révolution attend d'elles un tout autre comportement.

Pour la population cubaine, il ne s'agit pas de prostitution. Le terme *jineterismo*<sup>22</sup> ne renferme d'ailleurs, dans les premiers temps, aucune connotation sexuelle. Cette appellation qui vient de *jinetero*, celui qui monte à cheval, devient, au figuré, celui qui exploite une autre personne, celui qui est en contact avec des étrangers, se consacre au trafic d'articles importés, de devises et fait du marché noir<sup>23</sup>.

Né et renforcé par une situation de crise dramatique, il est généralement considéré avec indulgence et compréhension par la population parce qu'il est impossible d'accéder aux produits de consommation courante par des méthodes traditionnelles et « socialement légitimes ». La souffrance et l'avalissement que représentent la prostitution, la perte de l'estime de soi sont tus. Il faut *luchar* et *resolver*, c'est-à-dire satisfaire les besoins (alimentaires de base en particulier) de la famille<sup>24</sup>. Aussi la *jinetera* n'est pas, dans un premier temps, une prostituée comme les autres.

Mais faisant fi de tous les préceptes socialistes inculqués depuis les débuts de la Révolution, contre l'exploitation de l'homme par l'homme, et les vertus de l'Homme nouveau capable de renverser un ordre corrompu par l'argent, le proxénète entre en scène.

Des jeunes filles de l'intérieur (*guajiras*), sans emploi le plus souvent, issues de milieux défavorisés, qui connaissent des conditions d'habitat précaires, attirées par les « perspectives » qu'offrent les touristes dans les grandes villes, dans la capitale en particulier, vont constituer des proies faciles pour les proxénètes.

Sur internet, des slogans publicitaires qui ne sont pas sans rappeler ceux de l'époque de Batista font de Cuba un lieu paradisiaque et « un laboratoire social »<sup>25</sup> enchanteur. Cible

---

<sup>22</sup> Le terme « jinetero » est officiellement retenu en 1988, dans l'œuvre *De lo popular y lo vulgar en la década del 80* de Carlos Paz Pérez (article inédit de Myriam Rosa Elizalde), février 2011.

<sup>23</sup> Il est interdit aux Cubains de posséder des devises étrangères.

<sup>24</sup> En 1998, la situation économique empirant, le riz, le sucre, le café - aliments de base -, font cruellement défaut.

<sup>25</sup> Article inédit de Myriam Rosa Elizalde.

privilegiée, le tourisme masculin à qui l'on garantit la compagnie de mulâtres et de Noires en bonne santé<sup>26</sup> et d'un niveau d'instruction généralement élevé.

Le *jineterismo* redevient la « maladie sociale » dont la Révolution avait eu tant de mal à se débarrasser<sup>27</sup>. Un monde parallèle se construit autour des prostituées, des proxénètes, des portiers d'hôtels, des chauffeurs de taxis, des policiers,...

Le gouvernement prend alors des mesures répressives et lance une opération de grande envergure, appelée « Opération *Lacra* (gangrène) ». Un nouveau corps de police est créé afin d'éradiquer à la fois le *jineterismo*, la corruption et la délinquance. Les lieux stratégiques (discothèques, hôtels, avenues) sont surveillés ; certains, fermés. La police est renforcée dans les lieux les plus touristiques (Varadero, le Malecón à La Havane,...) et nombre de proxénètes et de *jineteras* écoupent de lourdes peines de prison<sup>28</sup>.

La répression n'a pas les effets escomptés : la prostitution se fait juste plus discrète tandis que l'économie informelle dont les ramifications sont nombreuses poursuit son développement. Les hôtels étant moins accessibles, les *jineteras* proposent aux touristes (Espagne, Italie, Allemagne, Canada et Mexique) de les recevoir « chez l'habitant ». Une prostitution plus clandestine se constitue alors; de véritables réseaux se construisent, transformant plus profondément encore le caractère initial du *jineterismo*.

Puis, à partir de 2007, les hôtels deviennent accessibles aux Cubains. Les touristes étrangers ont aussi la possibilité, s'ils le souhaitent, de louer une chambre chez l'habitant. Officiellement, il leur est interdit de recevoir des *jineteras* dans la journée. Plus discrètes qu'autrefois, elles sont malgré tout reconnaissables à leur tenue vestimentaire ou à leur allure. Les propriétaires qui passent outre cet interdit, s'ils sont découverts ou dénoncés, risquent de perdre leurs maisons.

Les Cubains perçoivent leur salaire ou leur pension en monnaie nationale. Or la plupart des produits et biens de consommation sont à régler en *pesos CUC*. Certes, la vie a changé depuis la *Période Spéciale en temps de Paix*, mais la vie quotidienne reste très difficile. Accepter de recevoir une *jinetera* est dangereux, mais présente aussi des avantages financiers. Le plus souvent les Comités de Défense de la Révolution eux-mêmes ferment les yeux. Ce qui était autrefois intolérable, inadmissible, fait partie du quotidien et est accepté comme tel.

Cette situation donne au *jineterismo* une tout autre connotation. Loger chez l'habitant rend les rapports client/*jinetera* différents. Il n'est pas rare de voir un touriste revenir à Cuba plusieurs fois<sup>29</sup> dans l'année pour y retrouver la même *jinetera*. La relation se prolongeant, des relations de couple se nouent. La différence d'âge ne compte pas ; au contraire, c'est la garantie d'une durée dans le temps.

---

<sup>26</sup> Au cours d'une entrevue qu'il octroie à la télévision cubaine en 1992, Fidel Castro lui-même admettra qu'il existe une prostitution à Cuba - la plus saine au monde.

<sup>27</sup> Des jeunes filles (il n'est pas rare d'en voir se prostituer dès l'âge de 13-14 ans) se livrent au *jineterismo*, souvent en cachette de leurs parents, mais parfois aussi avec leur complicité, voire même avec leur consentement.

<sup>28</sup> Au bout de trois avertissements les prostituées sont arrêtées et conduites dans des centres d'internement à la campagne afin d'y être rééduquées et réinsérées dans la société.

<sup>29</sup> Surtout des Espagnols (Galiciens) et des Italiens.

Bon nombre de ces « geishas de l'hémisphère occidental » (Chaviano, 1998 : 42) n'ont qu'un souhait : se marier avec un étranger et quitter Cuba. Elles pourront y revenir, mais avec un autre statut et aideront leur famille restée sur l'île (principale bénéficiaire du *jineterismo*).

Mais ce rêve est aussi celui de nombreuses Cubaines qui se refusent à pratiquer la prostitution et préfèrent lutter différemment. Toutefois il n'y a aucun mépris, aucun rejet dans leurs propos lorsqu'elles évoquent le phénomène du *jineterismo*.

Il y a un malaise au sein de la société cubaine. La chape de plomb dont les autorités entourent le phénomène de la prostitution est significative. On essaie de l'expliquer par une crise de valeurs morales, chez les jeunes en particulier. Certes, ils n'ont pas fait la Révolution, mais ils ont un sentiment patriotique et un idéal socialiste très poussés. Toutefois, confrontés à la dure réalité quotidienne du monde qui les entoure, au luxe et à la facilité apparents du monde capitaliste, les jeunes se prennent à rêver à un monde différent. Qui pourrait leur en vouloir ? Les Cubains, quels qu'ils soient, retraités ou en activité, aiment profondément leur île. Les acquis de la Révolution, incontestables (santé, éducation), ne sont pas remis en cause, mais l'absence de perspectives est un frein terrible qui permet d'expliquer parfois, s'il ne le justifie pas, le recours au *jineterismo*.

### Références bibliographiques

- CHAVIANO D. (1998). *El hombre, la hembra y el hambre*. Barcelona : Planeta, 312 p.
- FMC (1988). « La prostitución : una enfermedad social curable ». La Habana : (manuscrit inédit), 47 p.
- GARCIA MENDEZ L. (1987). « El caso Sandra ». La Habana : *Somos Jóvenes*, septembre, p.68-80.
- GAY-SYLVESTRE D. (2006). *Être femme à Cuba : des premières militantes féministes aux militantes révolutionnaires*. Paris : Ed. L'Harmattan, Coll. Horizons Amériques latines, 265 p.
- HOLGADO HERNANDEZ I. (2002). *¡ No es fácil !* Barcelona : Icaria Editorial, 358 p.
- KRAUSE-FUCHS M. (2007). *¿Machismo ? No, gracias. Cuba : sexualidad en la revolución*. Santa Cruz de Tenerife : Ediciones Idea, 304 p.
- LEWIS O., LEWIS R.M., RIGDON S. (1977) *Trois femmes dans la Révolution cubaine*. Paris, Gallimard, Coll. Témoins, 391 p.
- PADURA L. (2006). *Les brumes du passé*, Editions Métailié, Paris.
- TCHAK S. (1999). *La prostitution à Cuba : communisme, ruses et débrouille*. Paris : L'Harmattan, Coll. Recherches et Documents – Amériques latines, 158 p.
- VALLE A. (2010). *La Havane Babylone. La prostitution à Cuba*. Paris : Ed. Métailié, 310 p.

### Entretien :

Rosa Myriam Elizalde (février 2011), journaliste, auteur de *Flores desechables*.

# Suicide chez les jeunes Guarani/Kaiowa du Mato Grosso du Sud

## Suicidio entre los jovenes Guaraníes/Kaiowa del Mato Grosso do Sul

**GRUBITS, Sonia**

Professeur de psychologie sociale  
Université Católica Dom Bosco  
Campo Grande, Mato Grosso do Sul, Brésil  
sgrubits@uol.com.br

### Résumé

D'après les dernières données de la Fondation Nationale de la Santé- FUNASA (2008), 40 245 Guarani/Kaiowa vivent dans l'Etat du Mato Grosso du Sud au Brésil. Toujours d'après la FUNASA, de 2000 à 2008, 410 suicides sont survenus au sein de cette nation. Au cours du premier semestre 2011, 15 cas ont été notifiés. La majorité des suicidés sont des hommes qui se sont pendus ; 65 % d'entre eux avaient entre 15 et 29 ans. Dans ce travail, nous présentons des conclusions sur des recherches récentes, relatives aux causes du problème. Nous y soulignons le concept de sorcellerie et ses implications à travers les concepts d'instinct de vie et de mort, l'inconscient collectif et la suggestion ainsi que le processus de confinement compulsif auquel le groupe est soumis par la surpopulation dans les villages. Nous abordons également le thème de l'imposition de croyances, de valeurs, par des leaders étrangers à la culture des indigènes, cités comme des facteurs de cause. Nous suggérons, au-delà de la révision urgente de la politique gouvernementale par rapport aux terres indigènes, la préservation de l'identité ethnique comme forme d'affirmation et la réorganisation du groupe Guarani/kaiowa.

Mots clés : indiens, jeunes, suicides, culture

### Resumen

Según los últimos datos de la Fundación Nacional de la Salud - FUNASA (2008), 40 245 Guaraníes/Kaiowa viven en el Estado de Mato Grosso do Sul, en Brasil. También, según la FUNASA, entre los años 2000 y 2008, 410 suicidios ocurrieron en esta nación. Durante el primer semestre 2011, 15 casos han sido notificados. La mayoría de los suicidas son hombres que se ahorcaron ; el 65% de ellos tenía entre 15 y 29 años. En este trabajo, presentamos unas conclusiones a partir de unas investigaciones recientes relativas a las causas del problema. Ponemos de relieve el concepto de brujería y sus implicaciones a través de los conceptos de instinto de vida y de muerte, el inconsciente colectivo y la sugestión así como el proceso de confinamiento compulsivo al cual el grupo es sometido, con motivo de la superpoblación en los pueblos. También estudiamos la imposición de creencias y de valores por unos líderes ajenos a su cultura, como factores de causa. Sugerimos, más allá de la revisión urgente de la política gubernamental con relación a las tierras indígenas, la preservación de la identidad étnica como forma de afirmación y la reorganización del grupo Guarani/Kaiowa.

Palabras clave: indios, jóvenes, suicidios, cultura

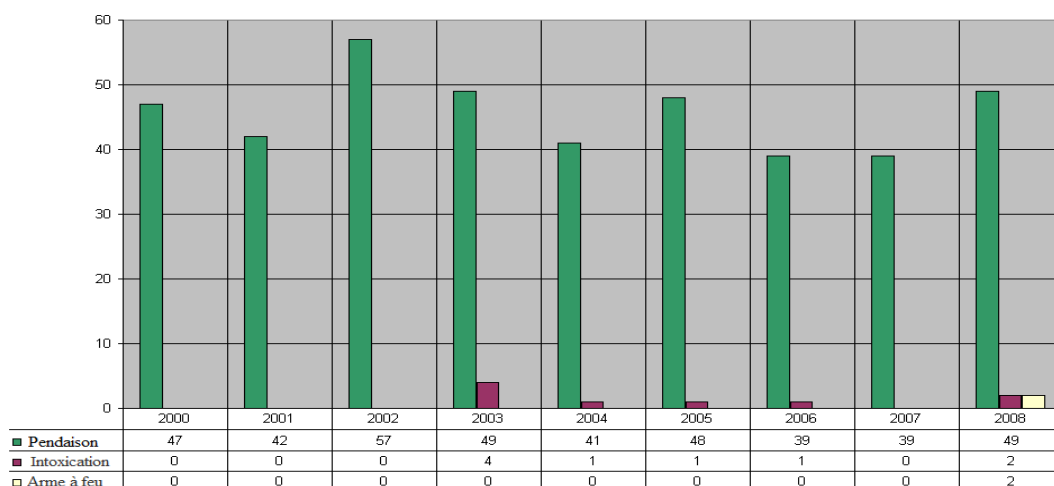
## Introduction

D'après les dernières données de la Fondation Nationale de la Santé- FUNASA (2008), 40 245 Guarani/Kaiowa vivent dans l'Etat du Mato Grosso du Sud, au Brésil. Toujours d'après la FUNASA, 410 cas de suicides ont été notifiés de 2000 à 2008. Au cours du premier semestre 2011, 15 cas ont été recensés. Des publications liées aux questions indigènes, à leur histoire et au contact direct dans les villages du Mato Grosso et Mato Grosso du Sud, où nous avons eu l'opportunité d'observer et de suivre l'évolution de divers problèmes rencontrés par ces groupes dans leurs contacts avec la société nationale, nous amènent à réfléchir sur les raisons qui conduisent les membres des communautés indigènes, directement ou indirectement à l'autodestruction.

L'Etat du Mato Grosso du Sud, où nous avons mené nos travaux, est le deuxième état en nombre de populations indigènes, ceci ayant été divulgué par la FUNASA(2008). Sur un total de 63 963 indiens, près de 40 245 sont Guarani (il existe actuellement une tendance à les diviser entre Guarani, Kaiowa et Guarani/Kaiowa).

La méthode la plus fréquemment utilisée est la pendaison (Tableau 1). Les données analysées signalent le fait que ces suicides continuent à se produire, par vagues, sur une période de 8 ans, répétant ainsi les observations antérieures de Brand (1997).

Tableau 1

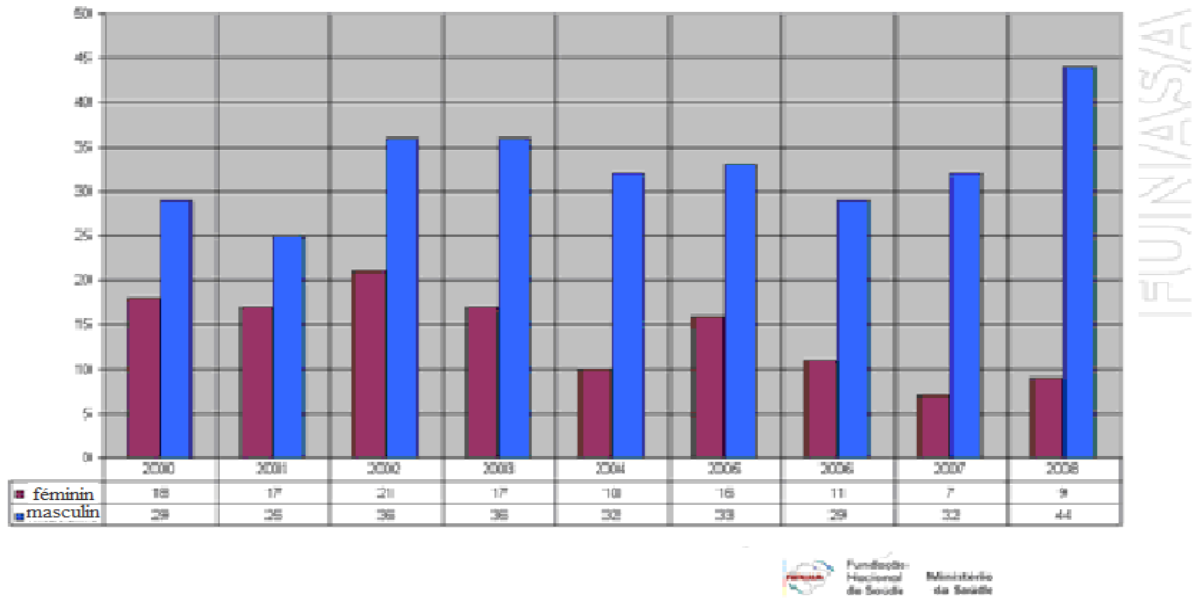


### Morts pour cause de suicide dans le DSEI-MS (District Sanitaire Indigène - Mato Grosso do Sul) 2000-2008<sup>30</sup>

Le sexe masculin représente la majorité des suicidés malgré un pourcentage proche de celui des femmes (tableau 2). Les suicides se produisent plus fréquemment en dessous de 29 ans, sachant que pendant cette période, ont également été relevées une mort à l'âge de 5 ans et une à l'âge de 9 ans (tableau 3).

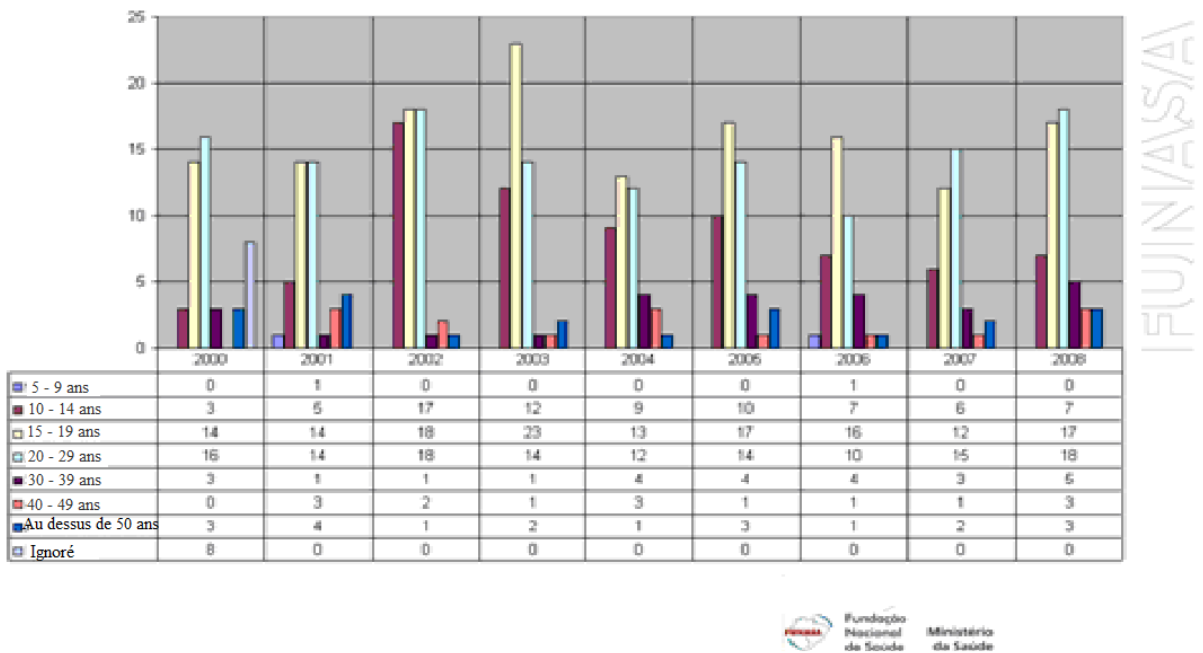
<sup>30</sup> FUNASA, 2009.

Tableau 2



Morts pour cause de suicide dans le DSEI-MS (District Sanitaire Indigène - Mato Grosso do Sul) 2000 - 2008<sup>31</sup>

Tableau 3



<sup>31</sup> Id.

## Morts pour cause de suicide dans le DSEI-MS (District Sanitaire Indigène - Mato Grosso do Sul) 2000-2008<sup>32</sup>

Le groupe affronte des problèmes qui sont la conséquence de disputes liées à la propriété des terres et des questions en lien avec la démarcation des territoires indigènes par le gouvernement. La justice a du mal à définir la propriété de ces terres qui appartiennent, depuis parfois plus de deux générations, à des familles qui en possèdent les titres légaux. Mais ces terres sont également revendiquées par des Indiens qui possèdent des preuves de vestiges trouvés lors de fouilles réalisées sur celles-ci. D'autre part certains écologistes ont également manifesté leur inquiétude et leur mécontentement en ce qui concerne la dégradation de rivières, le déboisement ainsi que le confinement de groupes indigènes. En effet, ceux-ci ont pris l'habitude de se délocaliser en fonction de la diminution de leurs ressources en chasse, pêche, et cueillette, essentiellement.

D'une manière générale, nous pouvons résumer ainsi les facteurs importants qui contribuent à la problématique indigène. La proximité de la société capitaliste et la délimitation territoriale des réserves ont impliqué l'abandon de la vie nomade ou ont empêché la délocalisation des groupes, entraînant, par conséquent, la pollution de l'environnement où ils se trouvent, provoquant ainsi des maladies qui peuvent les conduire à la mort. Une autre question importante est celle de l'imposition de nouvelles religions, qui leur fait perdre leurs références en désorganisant leur structure sociale et culturelle au point même de les conduire à des conflits - dans les deux sociétés - et de les pousser à s'adonner à des vices tels que l'alcoolisme et la prostitution. D'autre part, l'imposition d'une autre culture, étrangère à la leur, que ce soit dans la manière de s'habiller et de se comporter, ou bien même à travers une nouvelle conception du travail (même si l'objectif poursuivi est leur éducation), leur fait courir le risque d'une dégradation (Ribeiro, 1996).

### Concepts et recherches sur les suicides

La majorité des définitions proposées pour le suicide présentent des limitations, principalement si l'on prend en compte les aspects dits inconscients. Les études sur le suicide mettent fréquemment en avant la conscience et l'intention de l'acte : l'individu étant supposé lucide lorsque son action le conduit à la mort (Cassorla, 1981). D'un autre côté, Durkheim (1977) attire notre attention sur le fait que nous ne devons pas classer et traiter de la même façon le suicide d'une personne ayant des problèmes mentaux et le suicide d'une autre qui n'en a pas.

Cherchant à éviter des erreurs dans des études multicentriques sur l'épidémiologie des tentatives de suicides, l'Organisation Mondiale de la Santé présente une définition sur les tentatives de suicide, basée sur la Dixième Classification Internationale des Maladies.

« Actes aux résultats non fatals dans lesquels un individu initie intentionnellement un comportement non habituel, sans intervention externe, causant une auto-lésion ou ingérant intentionnellement un excès de médicaments (par rapport à un dosage prescrit ou considéré comme normal), ayant pour finalité de provoquer des changements aux conséquences physiques » (WHO, 1992 : 2).

---

<sup>32</sup> FUNASA, 2009.



Nous trouvons, dans certains textes, le suicide et la tentative de suicide sous la même appellation de « comportements suicidaires ». L'Organisation Mondiale de la Santé définit le comportement suicidaire comme “ tout acte par lequel un individu s'occasionne une lésion quel que soit le degré d'intention létale et le degré de connaissance de la véritable motivation de cet acte” (WHO 1992 : 2).

Un des principaux problèmes de la caractérisation et de l'identification des comportements suicidaires est la difficulté de critères pour ce qui est du diagnostic. La connaissance de la véritable gravité de ce phénomène est extrêmement lacunaire. Les institutions de santé qui reçoivent des personnes qui ont tenté de se suicider, gardent rarement des traces de ces cas en tant que tels. Botega (2007) considère le suicide comme un sérieux problème de santé publique, sachant qu'en termes globaux, ce type de mortalité a augmenté de 60% ces 35 dernières années au Brésil. Pendant cette période, les plus grands coefficients de suicides ont évolué d'une tranche plus âgée de la population vers une tranche plus jeune. D'après l'auteur, dans la majorité des pays, le suicide se situe parmi les premières causes de mort et parmi les 2 ou 3 causes les plus fréquentes chez les adolescents et jeunes adultes.

L'auteur cite encore des registres de l'Organisation Mondiale de la Santé qui donne le chiffre de 900 000 personnes qui se sont suicidées en 2003. On y lit également que le taux de suicide moyen, au Brésil, est relativement bas sur une échelle mondiale, soit de 4,5 pour 100 000 habitants sur une année. Botega (2007) souligne néanmoins que certains groupes de populations, comme par exemple celui des jeunes dans les grandes villes ou celui des indigènes du Centre-Ouest et du Nord ainsi que celui des travailleurs de l'intérieur du Rio Grande du Sud, présentent des chiffres qui se rapprochent ou dépassent même ceux des pays de l'Est européen et de la Scandinavie. Les coefficients de suicide au Brésil ont augmenté, en particulier chez les jeunes et les jeunes adultes de sexe masculin.

Nous avons sélectionné certaines recherches brésiliennes et latino-américaines afin d'illustrer les avancées ainsi que les importantes conclusions sur ce thème. Il convient de signaler une différence dans les résultats, selon les caractéristiques culturelles et sociales du pays ou de la région où les travaux ont été développés.

Des recherches plus récentes au Chili indiquent six statistiques significatives en rapport avec la tendance au suicide. Suivant un ordre d'importance, l'estime de soi arrive en premier, puis le genre, l'impulsivité, la cohésion familiale, la perception de l'appui social et l'âge. Les femmes présentent une plus grande tendance aux idées et aux tentatives de suicide. Un développement adapté des adolescents sans risque de suicide est influencé, en grande partie, par leur propre image, par leur degré d'impulsivité, leurs mécanismes d'autocontrôle et par l'intégration qu'ils font de la demande impulsive, ainsi que par le type et la qualité de la relation qu'ils ont avec leur famille et avec ceux qui font partie de leur cercle social (Salvo ; Melipillan, 2008).

Viana, Zenkner, Sakae et Escobar (2008) en analysant pendant cinq ans les 17 villes qui font partie de la région d'Amurel, dans l'Etat de Santa Catarina, dans le sud du Brésil, ont obtenu le coefficient de 7,9 décès par suicide, pour 100 000 habitants. Ce nombre est dans la moyenne de cette région. Néanmoins, les coefficients varient beaucoup entre les villes, atteignant des valeurs aussi élevées que dans les pays où l'incidence dans le monde est la plus forte (comme la France : 19 suicides pour 100 000 habitants) ou bien des valeurs inférieures aux estimations brésiliennes. Les auteurs indiquent que les régions en question ont été formées par des immigrants européens qui ont hérité de la culture de leur pays d'origine, ce qui justifie le fait que la mortalité en soit comparable.

Selon les calculs de la moyenne de toute la population d'Amurel, le nombre de suicides a été au-dessus de la moyenne brésilienne : de 4 à 6 morts par suicide pour 100 000 habitants, alors que de 2001 à 2003, ces valeurs étaient proches des estimations brésiennes. Toutefois, les deux années suivantes, 2004 et 2005, ont également présenté un taux très élevé (valeurs au-dessus de l'estimative nationale), mais en accord avec le taux de Santa Catarina, le deuxième le plus élevé au Brésil, avec 7 à 8,5 suicides pour 100 000 habitants.

De plus, on note d'une manière globale une prédominance de suicides de genre masculin, de hauts indices chez les patients de plus de 45 ans, ainsi qu'un nombre significatif de patients qui ne vivaient pas au sein d'une union stable (des célibataires, des hommes séparés, divorcés ou veufs), ceci suivant la tendance mondiale. Une prévalence de la méthode de la pendaison, des armes à feu et par intoxication hexogène (insecticides, surdosage de médicaments, entre autres), est en accord avec les données nationales.

Il convient de noter que les études réalisées par Borges et Werlang (2006) auprès des jeunes à Porto Alegre ont conclu que le développement des idées de suicide est plus fréquent chez les femmes, et souvent lié au fait d'avoir eu un proche qui a tenté de se suicider.

Des données similaires ont été trouvées par Parenté (2007) dans le nord-est du Brésil, à Teresina. On note une prédominance du sexe masculin : 71,3 % (de 6 à 11 suicides pour 100 000 habitants) sur le sexe féminin : 28,7% (de 1,8 à 4 suicides pour 100 000 habitants). La différence se creuse d'année en année, ce qui coïncide avec les données nationales.

L'auteure informe également que la plus petite occurrence de suicides parmi les femmes a été attribuée à une consommation d'alcool plus faible que celle des hommes ; à la pratique religieuse; à des attitudes plus souples par rapport aux aptitudes sociales et aux différents rôles occupés durant leur vie. Elle remarque que les femmes identifient, de manière plus précoce, les signes caractéristiques de la dépression, du suicide et des maladies mentales, en cherchant de l'aide dans les moments de crise.

D'un autre côté, l'auteure cite la compétitivité, l'impulsion et le plus grand accès aux technologies létales et aux armes à feu. Par ailleurs, une plus grande sensibilité en raison de l'instabilité économique, le chômage et l'appauvrissement apparaissent comme des facteurs qui prédisposent les hommes au suicide.

Lorsqu'elle analyse la tranche d'âge dans les périodes de 2000 à 2005, l'auteure observe la présence de morts par suicide à tous les âges, même si l'incidence est plus grande chez les populations plus jeunes. Les données de cette recherche démontrent que, ces dernières années, l'âge moyen des individus qui se suicident au Brésil est en train de diminuer. Cela signifie que le taux de suicides en augmentation ces vingt dernières années est celui des jeunes.

Les taux élevés des indices de suicide indiquent que les jeunes Brésiliens meurent de plus en plus pour des raisons violentes. La grande pression occupationnelle et l'augmentation de la compétitivité sur le marché du travail rendent la population brésilienne jeune particulièrement vulnérable au risque de suicide.

Finalement, en ce qui concerne l'état civil, d'une manière générale, les suicides sont moins fréquents chez les personnes qui sont mariées. Ils augmentent dans une proportion significative chez les célibataires, les veufs et les divorcés, montrant ainsi que l'isolement est un facteur important par rapport au risque de suicide.

Des résultats différents ont été trouvés dans les recherches menées par Perez Olmos, Rodriguez Sandoval, Dussan-Buitrago et Ayala-Aguilera (2007). Pour chaque homme, quatre femmes ont tenté de se suicider. Les auteurs lient ces résultats à la dépression, aux mauvais traitements, aux abus sexuels infantiles et à la violence intrafamiliale - les victimes étant généralement les femmes.

Ils indiquent aussi les inégalités de genre dans la société colombienne où a été réalisée cette recherche. L'âge est également remarquable puisque c'est autour de 15 ans que l'on perçoit des altérations dans l'équilibre bio-psycho-social de l'adolescent, une puberté plus précoce et une dépendance sociale plus longue, causant du stress, des tensions et des problèmes dans la famille et à l'école.

### **Suicides : les facteurs sociaux, psychologiques et biologiques**

D'après Cassorla (1991), le comportement suicidaire est étudié aussi bien du point de vue psychologique, comme expression d'une personnalité individuelle et de sa propre constitution, que du point de vue social et culturel, à travers l'histoire du développement, des circonstances sociales et des fantasmes spéciaux sur la mort et l'après-vie.

L'environnement psycho-social comprend les événements de la vie et, principalement, l'appui interpersonnel. D'autre part, la variabilité biologique courante qui se développe, comprend des recherches récentes liées au niveau de sérotonine (5-HT). Ce changement a été mis en relation avec le suicide et la tentative de suicide. La méthode fréquemment utilisée dans les recherches biologiques de l'examen du métabolisme de la sérotonine centrale chez les humains est la plus grande mesure du métabolisme (acide 5 Hydrox-indol-acétique- 5 HIAA) dans le liquide cébrospinal (LCR). Une moindre quantité de 5 HIAA dans le LCR indique une diminution dans le métabolisme du 5 HT dans le système nerveux central. Cette diminution entraîne de faibles niveaux de 5 HIAA dans le LCR et a été trouvée dans des cas de dépression ayant un rapport au suicide ou à la tentative de suicide (Van Praag, 1986).

D'après Marshall (2007), les anomalies des neurotransmetteurs norépinephrine et sérotonine jouent un rôle important dans les désordres où la disposition est marquée par des niveaux et des effets peu actifs sur la dépression et au contraire hyper actifs pour ce qui est du comportement maniaque. D'autres études dans le domaine biologique ont indiqué l'importance de niveaux satisfaisants de sérotonine dans le traitement de patients en dépression suicidaire.

Des études statistiques ont montré que l'environnement était une cause fondamentale du suicide. Durkheim (1977) a été le plus grand représentant de cette théorie, signalant le degré d'intégration de l'individu, par rapport au groupe dans lequel il vit, comme facteur déterminant du suicide. Selon l'auteur, une tendance collective au suicide, exprimée par les taux de suicides, peut influencer l'individu et le pousser à se tuer. Lorsque les caractéristiques de la société ne souffrent pas d'altérations, le taux de suicide dans la société demeure stable.

L'importance exclusive des facteurs sociaux a été souvent questionnée, et les sociologues sont devenus de plus en plus critiques par rapport aux statistiques. Cassorla (1989) qui s'appuie sur l'excessive rationalisation du XIXe et du début du XXe siècle, estime qu'à travers la psychanalyse, la psychologie dynamique apparaît comme un champ de connaissances plus structuré par rapport au fonctionnement psychique. L'auteur indique une séquence de facteurs constitutionnels, environnementaux, culturels, biologiques qui

s'accumulent dans l'histoire de l'individu et peuvent générer un comportement suicidaire. Pour lui, les individus qui vivent une situation de crise, avec des pensées insoutenables, manifestent la peur de la folie, de l'annihilation, de la désintégration. Ils présentent même, parfois, une angoisse intense qui peut être associée au désespoir, à la tristesse et à la mélancolie. La mort est vue ainsi comme une solution, non pas parce qu'elle est désirée, mais parce que la vie devient insupportable. Le suicidaire ne veut donc pas mourir, mais il souhaite en réalité faire cesser la souffrance.

L'association du suicide par la transmission génétique se trouve dans la relation des individus qui se suicident, qui ont une histoire de suicide ou de cas de tentative de suicide au sein de leur famille. Rapeli (1997) alerte sur le fait que d'autres aspects doivent être explorés dans ces derniers cas, comme par exemple, le rôle des processus d'identification, qui, nous le savons, influencent le comportement suicidaire. Toujours d'après les informations de l'auteur, certaines maladies psychiatriques entraînent un plus grand risque de suicide, comme la dépression, l'alcoolisme et la schizophrénie. La dépression est le diagnostic le plus souvent réalisé chez les victimes de suicide. D'après Roy (1992), une série de publications révèle qu'approximativement 10% des patients déprimés ont une histoire de suicide dans leur famille.

### **Suicides: enfance, adolescence et famille**

Chez les Guarani/Kaiowa le plus grand nombre de suicides survient à l'adolescence. Pour Erickson (1987), cette phase est une période critique pour la formation de l'identité. Son passage dépendra des conditions innées de l'individu, des conditions de son développement, des expériences au sein de sa famille, ainsi que de la culture dans laquelle chacun aura grandi. L'adolescent tente d'intégrer aussi bien son passé que son futur, et de ces tentatives résultera la construction de son identité. L'auteur met en relief également le renouvellement de l'expérience du processus de séparation-individualisation dans l'adolescence et du processus de *dessymbiotisation*.

Mioto (1994) affirme que la tentative de suicide du jeune ne doit pas être comprise comme une *maladie* ou une *pathologie* suivant les critères classiques. L'acte de suicide se situe dans la recherche d'un sens d'identité. Ce qui doit être présent est le sens d'une continuité entre passé et futur, sachant que le jeune affronte aussi bien son expérience passée que ses possibilités futures. Il faut aussi tenir compte de l'existence d'un passé désastreux et de situations d'échec patentes, chez les parents, en particulier.

Le caractère paradoxal de la capacité d'un jeune à mettre sa vie en perspective peut être à l'origine de ce phénomène. Selon Mioto, l'augmentation croissante du nombre de jeunes présentant un comportement suicidaire, peut être liée à l'habileté de plus en plus grande du jeune à prévoir son futur, à partir des expériences du passé. Mioto (1994) cite, par ailleurs, d'innombrables études épidémiologiques qui indiquent que l'environnement familial est un facteur important dans la structuration et le déclenchement de l'acte de suicide : séparation des parents, relation conjugale et familiale de mauvaise qualité, absence, alcoolisme - principalement du père -, changements constants qui génèrent une plus forte augmentation des tendances suicidaires, problèmes accrus entre la famille, la police et la justice et présence de maladies chroniques.

D'après Cassorla (1984), un foyer défait ne repose pas uniquement sur une situation objective représentée par la perte et la séparation des parents, mais également sur des foyers psychologiquement défaits : plus le foyer connaîtra des dysfonctionnements précoces, plus

les conséquences en seront néfastes pour les enfants. Pour ce qui est de l'environnement suicidaire, l'auteur relate aussi que, dans les recherches menées au sein de groupes de jeunes qui ont tenté de se suicider, il a été fait état des familles au sein desquelles on trouve des mères autoritaires et des pères faibles et absents et un environnement familial froid qui génère tristesse et insécurité chez les enfants.

D'après Castellan (1991), la famille au sein de laquelle on compte des suicidés est dépourvue, en général, de projet de vie. Il n'existe aucune communication adaptée, aucune compréhension mutuelle et la vie est dépourvue de sens. Mito (1994) a également analysé les aspects historiques et internationaux chez des familles de jeunes qui ont tenté le suicide. Elle souligne que le processus s'initie avant même la naissance du jeune - ses origines se trouvant dans la constitution de la famille elle-même.

### **Les suicides des Guarani**

Nous pouvons affirmer que les conclusions de Cassorla (1981,1991), Castellan (1991), Durkheim (1977), Erickson (1987) et Mito (1994) sont pertinentes en ce qui concerne la situation des Guarani/Kaiowa. Les exemples qui sont présentés montrent clairement ce que peuvent provoquer les troubles causés par la problématique familiale décrite ci-dessus.

D'autre part, la sorcellerie est présente au sein de tous les groupes brésiliens ; elle est étudiée de diverses manières. Les études réalisées sur le terrain par Brand (1997) auprès des Guarani/Kaiowa indiquent que les suicides sont provoqués par la force des pratiques de sorcellerie. Dans ces récits, on observe l'existence d'un conflit entre le bien et le mal. Un autre phénomène que nous pouvons également remarquer dans ces études est celui de la suggestion, qui apparaît dans les études de différentes branches de la psychologie. L'augmentation du nombre de récits et de situations ayant un rapport avec la sorcellerie est un signe de désintégration culturelle et de désorganisation interne du groupe. Toutefois, d'après Brand (1997), paradoxalement, le suicide est aussi associé au fait que nombre de jeunes ne passent plus par le rituel d'initiation au passage à la vie adulte.

Par le passé, les rites anthropophagiques concluaient un cycle éternel de vengeance et d'éducation de la personne, car chaque mort ennemie vengeait ou annulait une mort antérieure - l'unique accès à la condition d'adulte passait par l'exécution d'un ennemi. L'homicide faisait partie du rite de passage ; c'était une condition pour que l'homme entre dans le cycle reproductif. Toutefois, dans nos recherches, les objectifs de ce passage sont restés flous. De nos jours, un tel rituel n'existe plus ; il représente à peine une image, celle de la perspective de quitter la réserve vers une future vie d'adulte. D'après Schaden (1974), il existerait encore une pratique d'initiation sur les petits garçons, au cours de cérémonies où l'on transperce leur lèvre inférieure (ceci constituant néanmoins un secret chez les Kaiowa) - cet aspect n'a pas été cité ni représenté dans les travaux d'enfants étudiés par Grubits et Darrault- Harris (2001).

Les Indiens, mais également les chercheurs considèrent comme des déséquilibres ou même comme une maladie les causes du suicide parmi les Guarani/Kaiowa. Beaucoup de récits parlent de tristesse, de stress, d'incapacité à exprimer ce que l'on sent ou ressent. D'après Brand (1997), les informateurs relatent un manque de conscience, une confusion mentale qui précède le suicide, ce que d'ailleurs l'auteur questionne.

Une étude de Wicker sur le suicide (1997), réalisée à l'université de Berne, en Suisse, intitulée *Taraju maladie des dieux* apporte des observations provisoires pour la compréhension des suicides chez les Pai-Tavytera (Guarani) du Nord-Est du Paraguay (

groupe de la même racine ethnique que les Kaiowa du Mato Grosso du Sud). Cette étude tire trois conclusions à partir des informations recueillies: le taux de suicides des Kaiowa, dans la période de 1986 à 1992, bien qu'il ne soit pas possible de le déterminer avec précision, est extraordinairement élevé. Les suicides surviennent principalement dans la tranche d'âge formée par les jeunes et jeunes adultes. Parmi les Kaiowa, les suicides ne marquent pas simplement une augmentation linéaire, mais aussi une croissance par vagues, comme le montrent les graphiques présentés sur les tableaux 1, 2 et 3.

En général, aussi bien les Kaiowa que les Pai s'étranglent en se pendant avec une grosse corde, une ceinture ou une liane, attachées à une branche d'arbre basse ou à une poutre. Exceptionnellement, ils optent aussi pour d'autres moyens tels que les insecticides, les combustibles et les armes à feu. Wicker (1997) informe que les causes seraient, en principe, liées aux facteurs culturels, sociaux, économiques et politiques cités précédemment. Néanmoins, en cherchant à mieux comprendre les raisons qui les poussent au suicide, il semble que le concept de *Taruju* (concept associé à la définition de force occulte, destructrice, ainsi que d'un préjudice spirituel, difficile à évaluer) fasse l'objet de différentes interprétations et d'études.

Wicker (1997) affirme encore que, dans les études de cas réalisées au cours de ses recherches, apparaît un état mental au cours duquel la personne perd tout contrôle de soi. En effet, aucune des personnes interviewées ne se rappelle le moment où elle est sortie en courant pour se pendre. Les périodes de maladie durent de deux semaines à un mois, mais diminuent rapidement. La guérison a été attribuée par les Guarani interviewés aux effets de la thérapie de la danse et du chant réalisés sur eux par leur propre famille, sous la direction de leaders religieux. Les personnes qui ont réchappé à la maladie disent avoir vécu le *taruju* par des phases d'intensité variables, avec des jours de normalité suivis de phases obscures.

Une autre information importante, ayant valeur de diagnostic, a été le témoignage de guéris du *taruju* et qui, pendant leur maladie, ont été exposés à des voix et à des bruits contre lesquels ils ne savaient pas se défendre et qui les poursuivaient de manière constante. Le désir de suicide, signalent-ils tous, de façon unanime, venait de ces voix et de ces bruits. L'auteur, dans ses conclusions, appelle ce phénomène *expérience psychotique*. Il suggère qu'un spécialiste pourrait vérifier si la paranoïa répond à une structure endogène ou réactive. Il rappelle qu'il est probable qu'elle soit réactive et le résultat de tensions psychiques extrêmes - nous n'avons pas trouvé d'études similaires en ce qui concerne les Guarani du Brésil.

Un processus appelé *confinement compulsif* (diminution progressive de leur espace) par Brand (1997) a créé historiquement un contexte de violence, en vigueur jusqu'en 1980. Il résulte de la surpopulation des réserves, ainsi que de la superposition de différents villages, qui, bien qu'appartenant au même groupe, possédaient en propre des terres et des chefs politico-religieux - facteur considéré important dans l'étude de la problématique Guarani/Kaiowa. Comme facteur aggravant, Brand cite le contact avec les Terena (autre ethnie), lesquels à partir de 1940, afin d'enseigner l'agriculture aux Guarani, ont été contactés par le Service de Protection aux indiens, l'actuel FUNAI. Or, celle-ci n'a pas pris en compte le fait que les Guarani sont des peuples traditionnellement agricoles et les différences culturelles qui séparent les deux groupes.

## Discussion

Deux études liées à des recherches actuelles sur les suicides nous montrent des situations similaires à celles des Guarani/kaiowa. Celle de Levecovitz (1998) auprès de jeunes adolescents dans des groupes d'indiens en Amérique du Nord et celle de Mito (1994) auprès de familles de jeunes brésiliens qui ont tenté de se suicider.

Dans la dernière décennie, la réduction de la tranche d'âge des personnes touchées par le suicide, dans diverses études, certaines précédemment citées, a rendu la situation des jeunes Guarani/Kaiowa de plus en plus proche de celle d'autres groupes, ce qui ne nous empêche pas d'observer certaines spécificités culturelles dans celui-ci.

Les deux enfants qui ont participé à la recherche menée par Darrault-Harris et Grubits (2001) se structurent de manière différente. L'un d'eux cherchant à être un Guarani/Kaiowa, un peuple qui, conformément aux études de la problématique Guarani/Kaiowa connaît un passé désastreux, aux histoires marquées par nombre d'échecs et de destructions. Ainsi, si nous réfléchissons par rapport à l'identité des deux enfants participants, d'après les représentations émanant des travaux d'expression artistique et d'analyse sémiotique, nous concluons que la continuité passé-futur est sérieusement mise à mal dans les deux cas. La fille I., se construit une identité Guarani/Kaiowa, à savoir celle d'une culture menacée de destruction et qui a déjà entamé, malgré une population nombreuse, un processus de transformation ou de dégradation - accroissant ainsi l'incertitude quant aux possibilités futures, voire aux projets. Le garçon C., quant à lui, rompt, apparemment, avec le passé et fait son entrée dans un monde moderne et globalisé. Par des recherches antérieures sur les populations indigènes, nous connaissons les risques de l'entrée dans ce monde sans l'appui d'une identité ethnique liée au passé. D'où l'aggravation de la situation des habitants des *favelas*, principalement dans les grandes villes (Grubits, 1995).

Il convient de mettre en relief le fait que, dès l'enfance, leur éducation ainsi que la formation de leur personnalité, qui suivent les directives de leur culture (traditionnelle) sont très différentes de celle des non-indiens. Ceci doit être pris en compte par les chercheurs lorsqu'ils traitent de la question du suicide (Darrault-Harris & Grubits, 2001).

Ces faits deviennent préoccupants, car ce sont des problèmes relatés et constatés dans les deux sociétés où ces enfants joueront leur rôle en accord avec les identités attribuées ou acquises. Mais, par ailleurs, la compréhension globale de la vision du monde, de la vie et de la mort, d'après la cosmologie Guarani/Kaiowa est très complexe.

D'après des recherches antérieures menées par Grubits (1995), nous comprenons que des individus qui sont capables de parler et d'agir en restant identiques à eux-mêmes lorsqu'ils changent de vie, d'environnement ou même de personnalité, ont ce que nous appelons *une identité bien-réussie du moi*, pour utiliser une expression consacrée par Habermas (1990).

Les recherches et révisions bibliographiques ne sont pas suffisantes pour que nous analysions les différences et les conflits vécus par les Guarani. Dans ce contexte, il semble évident que les questions identitaires, culturelles, comme la conception de guérison et les effets des thérapies par le biais des chants et la danse, sont des questions fondamentales tout comme les problèmes liés, entre autres, à la possession territoriale et aux ressources environnementales.

## Références bibliographiques

- BOTEGA, N. J. (2007). « Suicídio: saindo da sombra em direção a um plano nacional de prevenção ». *Rev. Bras. Psiquiatria*, 29(1). Recuperado em 29 de janeiro de 2009 de <http://www.scielo.br/scielo>.
- BORGES, V. R., & WERLANG, B. S. G. (2006). « Estudo de ideação suicida em adolescentes de 15 a 19 anos ». *Estudos em Psicologia*, 11(3). Recuperado em 29 de janeiro de 2009 de <http://www.scielo.br/scielo>.
- BRAND, A. (1997). *O impacto da perda da terra sobre a tradição kaiowá/guarani: os difíceis caminhos da palavra*. Tese de doutorado. Pontifícia Universidade Católica do Rio Grande do Sul. Porto Alegre.
- CASSORLA, R. M. S. (1981). *Jovens que tentam suicídio*. Tese de doutorado. Faculdades de Ciências Médicas da Universidade Estadual de Campinas, Campinas, SP.
- \_\_\_\_\_ (1984). « Características das famílias de jovens que tentam suicídio em Campinas, Brasil: um estudo comparativo com jovens normais e psiquiátricos ». *Acta Psiq. Am. Lat.*, 30, p.125-134.
- \_\_\_\_\_ (1989). « O impacto do suicídio no médico e na equipe de saúde ». *JBM*, 56(3), 84-90
- \_\_\_\_\_ (1991). « Comportamentos suicidas na infância e na adolescência ». In \_\_\_\_\_ (Org). *Do suicídio. Estudos brasileiros*. (pp. 107-116). Campinas, SP: Papyrus, p.107-116.
- CASTELLAN, Y. (1991). « Dix années d'études nord-américains sur le suicide ». *Bulletin de Psychologie*, 64(401), p.297-3061.
- DARRAULT-HARRIS, I., & GRUBITS, S. (2001). *Psicossemiótica na construção da identidade infantil: um estudo da produção artística de crianças Guarani/Kaiowá*. São Paulo: Casa do Psicólogo.
- DURKHEIM E. (1977). *O suicídio*. Lisboa: Editorial Presença.
- ERIKSON, E. H. (1987). *Identidade, juventude e crise*. Rio de Janeiro: Guanabara.
- FUNASA. (2008). *Suicídios por aldeias. DSEI/MS*. Brasília, DF.
- GRUBITS, S. (1995). *Bororo: Identity in construction*, Campo Grande, MT: Gráfica D. Bosco.
- HABERMAS J. (1990). *Para a reconstrução do materialismo histórico*. Rio de Janeiro: Editora Guanabara.
- LEVCOVITZ, S. (1998). *Kandire, o paraíso terreal*. Rio de Janeiro: Te Corá.
- MARSHALL, F. J. (2007). « Disorders of mood and behavior ». In T. E. Andreoli, C. J. Carpenter, R. C. Griggs, & I. J. Benjamin (Eds.). *Andreoli and Carpenter's Cecil Essentials of Medicine (7a ed., pp. 1060-1065)*. Filadelfia: Saunders Elsevier.
- MIOTO, R. C. T. (1994). *Famílias de jovens que tentam suicídio*. Tese de doutorado. Faculdades de Ciências Médicas da Universidade Estadual de Campinas, Campinas, SP.



PARENTE, A. da C. M., SOARES, R. de B., ARAÚJO, A. R. F., CAVALCANTE, I. S., & MONTERIO, C. F. de S. (2007, agosto). Caracterização dos casos de suicídio em uma capital do Nordeste brasileiro. *Revista Brasileira de Enfermagem*, 60 (4), 377-381. Recuperado em 29 de janeiro de 2009 de <http://www.scielo.br/scielo>.

PÉREZ, O., RODRÍGUEZ, S., DUSSAN, B., & AYALA, A. (2007, junho). « Caracterización psiquiátrica y social del intento suicida atendido en una clínica infantil, 2003-2005. » *Rev. Salud Pública*, 9(2), 230-240. Recuperado em 29 de janeiro de 2009 de <http://www.scielo.br/scielo>.

RAPELI, C. B. (1997). *Características clínicas e demográficas de pacientes internados por tentativa de suicídio no Hospital de Clínicas da UNICAMP*. Dissertação de mestrado em Saúde Mental, Universidade Estadual de Campinas, Campinas, SP.

RIBEIRO, D. (1996). *Os índios e a civilização*. São Paulo: Companhia das Letras.

ROY, A. (1992). « Are there genetic factors in suicide?» *International Review of Psychiatry*, 4, 169-175.

SALVO, G. L., & MELIPLILLAN, A. R. (2008). Predictores de suicidalidad en adolescentes. *Revista Chilena del Neuro-psiquiatria*, 46(2). Recuperado em 29 de janeiro de 2009 de <http://www.scielo.br/scielo>.

SCHADEN, E. (1974). *Aspectos fundamentais da cultura guarani*. São Paulo: EPU, Ed. da Universidade de São Paulo.

VANA, G. N., Z., ZENKER, F. de M., SAKAE, T. M., & ESCOBAR, B. T. (2008). Prevalência de suicídio no sul do Brasil, 2001-2005. *Jornal Brasileiro de Psiquiatria*, 57(1). Recuperado em 29 de janeiro 2009 de <http://www.scielo.br/scielo>.

VANN PRAAGg, H. (1986). « Biological suicide research: Outcome and limitations. *Biological Psychiatry* », 21(13), p.1305-1323.

WICKER, H.-R. (1997, dezembro). « Taraju – Enfermedad de los que lleva al suicidio. Acotaciones provisionarias para la comprensión de los suicidios entre los Pi-Tavyterã (guarani) del noroeste de Paraguay ». *Suplemento Antropológico*, 32(1-2), 15-23.

World Health Organization, WHO. (1992). *The ICD 10 Classification of Mental and Behavioural Disorders: Clinical descriptions and diagnostic guidelines*. Genebra: WHO.

# Les phénomènes de violence dans la presse écrite au Royaume-Uni et en Espagne

## Forms of violence in the written press of the United Kingdom and Spain

**Martí Solano, Ramón**

Maître de conférences, FRED, Université de Limoges, Limoges, France  
ramon.marti-solano@unilim.fr

**Ávila Martín, Carmen**

Profesora contratada doctora, Dto. de lengua española, Universidad de Granada, Espagne  
cavila@ugr.es

### Résumé

Cet article présente deux travaux de recherche qui s'inscrivent dans le même courant, c'est-à-dire la linguistique du corpus, et qui ont été réalisés suivant une méthodologie commune. Notre intérêt a été d'observer, de délimiter et d'analyser plusieurs représentations linguistiques de certains phénomènes de violence, et plus particulièrement de la violence infligée aux femmes, dans la presse écrite du Royaume-Uni et d'Espagne. Nous nous sommes concentrés sur l'analyse du terme « honour killing » dans la presse britannique et du terme « violencia de género » dans la presse espagnole. L'utilisation d'un concordancier, ConcGram 1.0, a permis de dégager les collocations et associations lexicales les plus fréquentes et significatives pour une analyse qualitative de ces phénomènes.

Mots clés : linguistique de corpus, presse écrite, crime d'honneur, violence de genre, associations lexicales

### Abstract

This paper presents two research studies on corpus linguistics which have been conducted following the same methodology. Our main interest has been to observe, delimit and analyse a number of linguistic representations of certain forms or types of violence, especially certain types of violence against women, in the written press of the United Kingdom and Spain. We have focused on the analysis of the term "honour killing" in the British press and of the term "violencia de género" in the Spanish press. The use of a concordancing programme, ConcGram 1.0, has allowed us to retrieve the most frequent and meaningful collocations and lexical associations leading towards a qualitative analysis of these forms of violence.

Keywords: corpus linguistics, written press, honour killing, domestic violence, lexical associations

## **I. La presse écrite et les phénomènes de violence au Royaume-Uni**

L'origine de cette recherche se trouve dans la lecture de la presse quotidienne britannique et dans le repérage de certains composés, généralement formés de deux noms, qui pourraient faire partie du champ lexical qu'on appellerait « phénomènes ou manifestations de violence ». Ces composés sont les suivants : *gang culture* (la culture des gangs), *hate crime* (des attaques provoquées par la haine), *hoax bomb* (fausses alarmes de bombe), *honour killing* (crimes d'honneur), *knife crime* (délits d'arme blanche) et *white collar crime* (défalques).

Notre démarche a consisté, d'abord, à observer si ces composés étaient enregistrés ou pas dans différents dictionnaires bilingues et monolingues. Pour cela nous avons utilisé comme premier outil la troisième édition en CD-ROM du *Cambridge Advanced Learner's Dictionary* (CALD) et nous avons réalisé une recherche automatique de tous les noms dans la rubrique *Crime and Law* (la délinquance et la loi), ce qui a donné un total de 946 entrées. Curieusement, aucun de ces composés ne fait partie de la nomenclature de ce dictionnaire. À partir de cette observation, nous avons consulté d'autres dictionnaires afin de comparer ces résultats : seul le composé *hate crime* est lemmatisé dans deux dictionnaires en ligne, à savoir l'*Oxford Advanced Learner's Dictionary* (OALD) et le *Merriam-Webster's* (MW), ce qui montre bien la relative nouveauté de ces composés en anglais.

Notre deuxième préoccupation avait à voir avec leur présence dans deux des plus grands corpus généraux de l'anglais, le *British National Corpus* (BNC) et le *Corpus of Contemporary American English* (COCA). Les très maigres, même parfois inexistantes, résultats montrent d'une part qu'il s'agit de composés de création et d'usage récents dans la langue anglaise et d'autre part que seules les archives électroniques d'un grand journal peuvent rendre compte de ce type de phénomènes lexicaux. La relation entre l'emploi de ces composés et les informations de type fait-divers est plus qu'évidente. Pour cette raison nous avons décidé de créer nos propres corpus à partir de sources journalistiques. Il est évident que ces sujets sont aussi traités par d'autres genres textuels spécialisés tels que les textes légaux et les textes criminologiques.

### **A. Le traitement médiatique des phénomènes de violence**

Cette étude fait partie d'un projet de recherche plus large de l'équipe DYNADIV-FRED appelé « Le traitement médiatique des phénomènes de violence ». Pour être plus précis, il s'inscrit dans l'un des axes de recherche du réseau international « Relations de genre et pratiques sociales : Amérique Latine, Europe, Caraïbes » (ALEC). Cette recherche est donc centrée sur le traitement médiatique de certains phénomènes de violence spécialement récurrents dans la presse britannique. La recrudescence de certaines formes de violence au Royaume-Uni est intimement liée à une configuration sociale extrêmement hétérogène, multiraciale et multiculturelle.

Cette première phase sera complétée par une étude comparative du traitement médiatique de ces phénomènes de violence dans la presse écrite au Royaume-Uni, en Espagne et en France. Le but de cette recherche est de montrer les contextes réels et les associations linguistiques en relation avec des manifestations violentes infligées aux femmes, aux adolescents, aux handicapés, aux homosexuels et aux minorités religieuses et ethniques. L'incidence de certains types de violence sera plus ou moins importante en fonction de chaque pays et de ses caractéristiques économiques, culturelles et sociologiques. Sans doute y aura-t-il, dans les médias de certains pays plus que dans d'autres, des manifestations de

violence plus représentées, plus visibles et par conséquent plus présentes mais, en tout cas, seule une analyse rigoureuse nous permettra d'établir les limites de chaque phénomène.

## B. Fréquence d'emploi des phénomènes de violence

D'après les résultats obtenus dans les archives électroniques du journal *The Guardian*, les composés *hate crime*, *gang culture*, *honour killing* et *knife crime* sont les plus représentés parmi les six : *knife crime* se situe en tête de la liste avec un total de 1 000 occurrences.

Tableau 1 : Nombre d'occurrences du corpus des composés nominaux sur la violence dans le BNC, le COCA et les archives du *Guardian*

Composés	BNC	COCA	<i>The Guardian</i>
<i>hate crime(s)</i>	0 + 0	417 + 568	419 + 340
<i>hoax bomb(s)</i>	8 + 1	1 + 0	54 + 26
<i>gang culture(s)</i>	0 + 0	13 + 0	428 + 5
<i>white(-)collar crime(s)</i>	17 + 3	164 + 31	159 + 24
<i>honour killing(s)</i>	0 + 0	0 + 2	203 + 293
<i>knife crime(s)</i>	4 + 1	3 + 1	959 + 41

Il faut signaler que les chiffres à gauche dans les colonnes du *Tableau 1* correspondent au nombre d'occurrences des lemmes au singulier et ceux à droite, à leur forme au pluriel. On observe, par exemple, que l'emploi de *knife crime* est significativement plus fréquent au pluriel qu'au singulier, à la différence de ce qui se passe avec *hate crime* où la distinction du nombre grammatical n'est pas pertinente.

Ces composés ne sont pratiquement pas représentés dans le BNC, ce qui fait de ce corpus un outil inapproprié pour ce type d'étude : il suffit d'observer que trois des quatre composés les plus fréquents dans les archives du journal n'ont même pas une seule occurrence dans le BNC, ce qui est extrêmement significatif.

Si nous considérons que la base de données textuelle du BNC s'arrête en 1993, nous pouvons conclure, au vu des résultats, qu'il ne s'agit pas seulement de composés qui ont été créés récemment mais aussi que nous avons affaire à une prolifération de nouvelles formes de violence et à un usage abondant et récurrent de ce type de sujets de la part des journalistes et de la presse en général, surtout au cours de cette dernière décennie. En ce qui concerne le COCA, et si nous comparons les nombreux résultats de *hate crime* et de *white-collar crime* et les résultats pratiquement inexistantes de *honour killing* et de *knife crime* (il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'un corpus de 410 millions de mots), les conclusions nous paraissent évidentes : les premiers seraient originellement des phénomènes culturels spécifiques aux Etats-Unis et les seconds, au Royaume-Uni. Le grand nombre d'occurrences

de *hate crime* dans le COCA est le signe évident qu'il s'agit d'une composition lexicale propre à la variété américaine de l'anglais. Celle-ci a très bien voyagé de l'autre côté de l'Océan Atlantique comme le prouvent les résultats des archives du journal britannique qui placent ce composé en deuxième lieu juste après *knife crime*, phénomène typiquement britannique celui-là.

Il est évident que les sociétés modernes occidentales sont plus ou moins accrochées aux images violentes, des images que l'on voit souvent sur les écrans de télévision, dans les films, chez les héros de bandes dessinées et chez les personnages de jeux de vidéo. Ce sont donc ces diverses manifestations de violence qui font partie intégrante de la culture de masse contemporaine. Il existe ainsi un stock commun de représentations culturelles de la délinquance et de la violence mais aussi des particularités propres à chaque société, à l'origine d'un certain nombre de termes très marqués culturellement. Un autre objectif que nous nous sommes donné est d'examiner les stéréotypes culturels et les représentations culturelles contemporaines de la délinquance et de la violence au Royaume-Uni, en Espagne, et éventuellement dans d'autres pays, à travers ces différentes réalisations lexicales.

### **C. Méthodologie et outils de la recherche**

Lorsqu'il s'agit d'analyser ce type de composés, la constitution d'un corpus spécifique devient très utile. Pour cette étude nous avons élaboré un corpus spécifique pour chacun des composés à analyser. Nous avons restreint la sélection textuelle à des articles dans lesquels apparaît, au moins une fois, le composé en question. Ensuite, à partir de cette sélection d'articles, nous avons créé une base de données jusqu'à atteindre 100 000 mots environ. Ce corpus, qui de prime abord, pouvait paraître petit, est un corpus spécifique ou thématique où les occurrences de ces composés sont très nombreuses si nous les comparons avec les résultats obtenus dans un corpus général.

Pour notre recherche nous avons utilisé le logiciel ConcGram 1.0 qui permet d'identifier toutes les cooccurrences de plusieurs mots, indépendamment de leur morphologie ou de leur position dans les énoncés. Le logiciel est capable de trouver toutes les cooccurrences avec une limite de 50 caractères (environ 12 mots), de chaque côté du mot occupant la position centrale dans le concordancier. La configuration de ces "congrams" commence avec des mots contigus à droite. Les lignes suivantes montrent des exemples ordonnés en fonction de la distance entre les mots du "congram" comme l'illustre la *Figure 1*.

Figure 1 : Configuration du concgram *gang/culture*

132 which is notorious for drugs, prostitution and **gang culture**. There were occasions when I had to carry  
133 of insecurity and lawlessness that encourages **gang culture**. Hug a hoodie? Maybe not. But lets use  
134 "Tribal loyalty has replaced family loyalty and **gang culture** based on drugs and violence is a way of  
135 that this entails. Is there any wonder that **gang culture** is on the increase? The government has a  
136 in Lambeth to explain how sport can counter the **gang culture** in the run-up to the 2012 Olympics. New  
137 that whole peace-and-love era. The skinhead and **gang culture** was a reaction to that." Pennant has  
138 join up with Ross Kemp, who also specialises in **gang culture**. The Ambulance: 8 Minutes to Disaster  
139 I really want to write about. This one, with the **gang culture** and peer pressure and even the sex scene,  
140 is a corporate accountant. A parent's guide to **gang culture** - Home Office booklet aimed at inner  
141 going to spread into criminality, gun crime and **gang culture**. As that process continues, the treatment  
142 our 'mock' scenarios on that. We'll look at **gang culture**, peer pressure and the possible  
143 say, is the glue that holds together the **gang culture**. Maroubra, with its vicious rips and  
144 offers an alternative view. A realistic look at **gang culture** \* \* The Guardian, Saturday 23 August  
145 in the city centre. Glasgow is proud of its **gangland culture** and glories in the nicknames it  
146 study schools in England that had concerns with **gangs** and **gang culture**. Some of them felt "the problem  
147 to try and divert those youths from this **gang** and knife **culture** that seems to be plaguing our  
148 than by lyrics generally extolling an American **gangster** lifestyle or depicting **gang culture** in New  
149 Professor John Pitts, author of The Reluctant **Gangsters**, which deconstructs British **gang culture**,  
150 case police warn parents over **gang culture** **Gangs** such as Shine My Nine, members of which killed  
151 Sket, which will explore the **culture** of girl **gangs** in east London. Although women are still  
152 or Somalis or Kurds. "Each **culture** within the **gangs** have their different ways of doing business.  
153 deconstructs British **gang culture**, said some **gang** members are posing as Islamists to gain street  
154 to distract pupils from the **culture** of drugs and **gangs** waiting for them outside the school gates \* \*  
155 phenomena of modern youth **culture** take place in **gangs**, notably **gang** rape. In a **gang**, an under-educated  
156 background here is **gang culture**. The refusal of **gangs** to accept the law of the land, coupled with the  
157 police officer on **gang culture** warns today that **gang** members are getting younger and that they are  
158 some inmates on **gang culture**. "Yes, there is a **gang culture** here, which is becoming an issue. A lot  
159 on London's **gang culture** identified 170 separate **gangs**, with more than a quarter said to have been  
160 youth **culture** take place in **gangs**, notably **gang** rape. In a **gang**, an under-educated young man  
161 The gulf in **culture**, class and race between many **gangs** in modern urban Britain and the authorities  
162 of **gang culture**. They include bans on wearing "**gang** colours" and **gang** members associating with each

Nous excluons les mots grammaticaux tels que *the, of, to, and* ou *a* qui sont par ailleurs les plus représentés dans les corpus textuels et les différentes formes des verbes *be* et *have*. Nous examinerons principalement les noms, les adjectifs et les verbes les plus fréquents et significatifs. La fréquence de mots monolexicaux, l'analyse des mots-clés et des collocations, les associations lexicales de certains termes et les cooccurrences les plus significatives feront donc l'objet de cette analyse.

#### D. Le crime d'honneur (*honour killing*) au Royaume-Uni

Les crimes d'honneur sont des actes de violence, souvent des meurtres, commis contre les femmes par les membres de leur propre famille. Le père, en l'occurrence, lorsqu'il considère que sa fille a entaché son honneur et qu'elle doit être punie pour avoir eu, par exemple, une relation sentimentale (réelle ou pas) sans le consentement familial. Ce type de situation, qui peut paraître impensable au XXI<sup>ème</sup> siècle, n'est malheureusement pas rare dans certains pays de l'Union européenne, plus particulièrement au Royaume-Uni.

Nous avons constitué un corpus appelé « honour killing » d'environ 100 000 mots à partir d'un total de 200 articles du *Guardian* entre 1999 et 2010. Les pics de fréquence d'emploi de ce composé correspondent aux années 2004 et 2008, avec une polarisation de certains meurtres, très médiatisés au Royaume-Uni à cette époque-là. Nous avons trouvé 111 occurrences d'*honour killing* dont 62 entre guillemets, ce qui représente un total de 55,8 %. Le guillemetage relève d'une prise de position consciente des journalistes et d'une mise en question de cette dénomination qui n'a, bien évidemment, absolument rien d'honorable. Même si plusieurs articles font partie de la rubrique internationale (« World news »), la plupart sont des informations nationales (« UK news »). Cela montre ainsi l'incidence de cette barbarie parmi les communautés d'origine asiatique, et plus spécialement dans la communauté pakistanaise, très importante au Royaume-Uni.

Si nous observons la liste de mots par fréquence et nous enlevons les deux constituants du composé, *honour* et *killing*, et le mot *police*, que nous retrouvons dans tous les corpus et qui n'ajoute aucune information significative ni établit des associations contextuelles particulières, les lemmes les plus fréquents sont *woman* (femme), *family* (famille), *man*

(homme), *murder* (meurtre) et *father* (father), avec, respectivement, 525, 324, 262, 216 et 197 occurrences. Au vu des résultats nous pouvons conclure que cette pratique est traitée comme une affaire exclusivement familiale, d'où la présence de *family* mais aussi de *home* (foyer) avec 152 occurrences. L'association contextuelle la plus saillante (hormis le contexte familial) est en rapport avec la communauté musulmane, représentée ici par le terme *Muslim* (musulman) avec un total de 157 occurrences. Ce résultat confirme de façon frappante l'incidence de ce phénomène au sein de cette communauté au Royaume-Uni.

Outre la fréquence lexicale, nous avons utilisé d'autres techniques de requête, comme le recours à certaines séquences lexicales dans lesquelles il y a une case vide qui correspond à l'élément que nous voulons chercher. Dans le cas de *father and \_\_* (père et \_\_) les résultats obtenus montrent que les associations lexicales se font avec d'autres membres de la famille ou avec des apparentés, mais toujours avec des hommes et que la conjonction des pères et des oncles est la plus récurrente et, disons-le ainsi, la plus meurtrière. L'emploi d'une séquence à case vide telle que *murdered by \_\_* (tuée par \_\_) ne fait que corroborer les informations précédentes, même si, comme l'illustre l'exemple treize dans la *Figure 2*, l'intervention active de la mère est aussi possible.

Figure 2 : résultats de la requête *murdered by \_\_* dans le corpus « honour killing »

1 ack from pressing charges. Banaz, 19, a Kurd, was murdered by family members at her home in Mitcham, Surrey, in  
2 06, after the "honour killing" of a Turkish woman murdered by her brother because of her western lifestyle. But  
3 istian boyfriend. In 2005, Samaira Nazir, 25, was murdered by her brother for wanting to marry her Afghan boyfri  
4 ed this week by the case of a young Kurdish woman murdered by her family. The prosecutors, who have all had exp  
5 e extradited. Dishonourable acts Banaz Mahmud was murdered by her family. Each year, 12 British women like her d  
6 so-called "honour killing". Tulay Goren, 15, was murdered by her father and his brothers because she fell in lo  
7 sister and that of Banaz Mahmud, a Kurdish woman murdered by her father and uncle. "The name Surjit means to r  
8 come after Banaz Mahmud, a 20-year-old Kurd, was murdered by her father and uncle because they disapproved of h  
9 Article history A 17-year-old Iraqi girl has been murdered by her father in an 'honour killing' after falling in  
10 was the young Kurdish woman, Heshu Yones, who was murdered by her father in October 2002 because he felt that sh  
11 he death of 17-year-old Rand Abdel-Qader, who was murdered by her father last April in an 'honour killing' after  
12 leges Tulay, who disappeared in January 1999, was murdered by her father with the help of his brothers Ali and C  
13 ain. In 1998, for instance, Rukhsana Naz, 19, was murdered by her mother and brother while seven months pregnant  
14 ators and said that a woman in Basra could now be murdered by hired hitmen for as little as \$100 (£65). The figu  
15 ary 2006 Bekhal Mahmud's younger sister Banaz was murdered by Kurdish assassins who had been hired for the purpo  
16 used by their husbands in bible-belt America, and murdered by the Tznius, or ultra-orthodox "modesty" police, in  
17 rd of all women murdered in the United States are murdered by their boyfriends or husbands. Nor were these compa  
18 e failing to protect young women at risk of being murdered by their families in so-called "honour" killings, des

Il est relativement facile de trouver aussi les mobiles ou les raisons des meurtres en cherchant des séquences telles que *because she \_\_* (parce qu'elle \_\_). Nous avons obtenu 18 résultats pour cette requête, tous en rapport avec une relation sentimentale, comme l'illustrent les exemples suivants : « because she began a relationship with a man who [...] », « because she chose her own boyfriend, which [...] », « because she fell in love with a man they disapproved of. », etc.<sup>33</sup>

Finalement nous voudrions revenir sur la particularité d'*honour killing* par rapport aux autres composés. Le terme, lui-même, est très souvent mis en question, soit par l'emploi du guillemetage, soit par l'antéposition d'un élément de modalisation, marqueur de prise de position, en l'occurrence l'adjectif *so-called* (soit-disant, prétendu) qui, avec 24 occurrences

---

<sup>33</sup>« parce qu'elle a commencé une relation avec un homme qui [...] », « parce qu'elle a choisi, elle-même, son petit ami, ce qui [...] », « parce qu'elle est tombée amoureuse d'un homme qu'ils désapprouvaient. » Traduit par nos soins.

dans notre corpus, signale explicitement le questionnement de ce terme de la part des journalistes.

## II. La presse écrite et les phénomènes de violence en Espagne

### A. Le *crimen de honor* et l'*asesinato pasional*

Les termes *crimen de honor* (crime d'honneur) et *asesinato pasional* (meurtre passionnel) ont souvent été utilisés dans la tradition littéraire hispanique : l'Espagne a donné naissance au mythe de Carmen, une femme victime d'un meurtre passionnel et symbole de la femme libre, bien que le personnage littéraire proprement dit soit de création française. Nonobstant, ces deux termes ne sont plus employés aujourd'hui dans la presse espagnole en relation avec la violence infligée aux femmes. Les exemples relevés du journal *El País* sont très peu nombreux : *crimen de honor* apparaît dans des informations sur le Pakistan ou sur la Turquie, mais jamais dans la rubrique nationale. De son côté, *asesinato pasional*, également très peu employé, apparaît, quant à lui, de façon subsidiaire et dans le contexte du terme *violencia de género*.

« Se ha pasado de tolerar el mal llamado "crimen pasional" a combatir la violencia de género, del vacío legal a tener una ley que sitúa a nuestro país a la cabeza de Europa en la lucha contra los malos tratos. » (Micaela Navarro "Frente a los malos tratos, denuncia", *El País*, 25/11/2010)

« [...] y "Ellos no están locos, no es el alcohol ni las drogas ni el estrés, no son crímenes pasionales. Es violencia de género." » (Victoria Torres, "Por qué los machistas no dejan de matar?" (*El País*, 02/08/2010).

Il faut, néanmoins, signaler que les phénomènes de violence contre les femmes ne sont pas exclusifs de la société espagnole. Les informations fournies par les médias espagnols montrent que le nombre de meurtres occasionnés par ce type de violence est plus élevé dans les pays nordiques et que l'Espagne se situe carrément à la queue des pays européens quant au nombre de meurtres dus à la violence domestique.

« Si la primera medida para solucionar un problema es reconocer que existe, la violencia machista en el mundo está muy lejos de acabar. Sólo 23 países -17 europeos, cinco americanos y Japón- registran y hacen públicos los datos sobre muertes de mujeres a manos de su pareja o ex pareja, según recoge el II Informe Internacional de Violencia contra la Mujer del Centro Reina Sofía. El trabajo, con datos de 2003, sitúa a España a la cola de los países europeos en número de asesinadas por violencia de género, por debajo de países como Reino Unido, Dinamarca, Finlandia o Suiza. » (*El País*, 02/06/2007)

Les informations afférentes à la violence contre les femmes sont largement couvertes par les médias en Espagne, surtout à partir de l'adoption de la LEY ORGÁNICA 1/2004, du 28 décembre, de *Medidas de Protección Integral contra la Violencia de Género*. Selon le rapport préparé par l'Observatoire sur la violence contre les femmes : « dans l'année 2009 il y a eu 55 crimes de violence sexuelle ». Selon la presse, ce chiffre a augmenté en 2010 avec un total de 71 femmes tuées (*El País* 19/12/2010). Nous estimons que la comparaison avec d'autres pays européens s'avère très difficile à cause du processus de libération féminine, beaucoup plus tardif en Espagne que dans la grande majorité des pays européens. Néanmoins, la création de l'Observatoire européen sur la violence contre les femmes, une



initiative de la présidence espagnole de l'Union européenne, établit des critères unifiés qui pourront éventuellement permettre une étude contrastée entre les différents pays.

Il serait très intéressant d'observer et d'analyser les raisons pour lesquelles cette situation s'est enracinée en Espagne, mais cela ne relève pas de notre compétence, donc nous laisserons cette tâche à d'autres chercheurs dans d'autres domaines des sciences humaines et sociales. En tant que linguistes nous nous focaliserons sur le traitement que ce phénomène reçoit dans la presse espagnole par le biais de différentes analyses lexicales et textuelles.

## **B. Analyse du terme *violencia de género***

En Espagne, l'unité lexicale *violencia de género* a été adoptée par le gouvernement espagnol dans la LEY ORGÁNICA 1/2004, du 28 décembre, de *Medidas de Protección Integral contra la Violencia de Género*. La dénomination du phénomène a provoqué une vive controverse au sein de la *Real Academia Española* (RAE) qui avait envoyé un rapport au gouvernement en recommandant le choix de *violencia doméstica*. Il y a eu des critiques virulentes à la décision gouvernementale et un académicien l'a même fustigée d'un ton insultant.<sup>34</sup>

L'expression ne figure pas dans la dernière édition du dictionnaire publié par la RAE, à savoir la 22<sup>ème</sup> édition de 2001. La consultation de la version électronique de ce dictionnaire montre les modifications et nouveautés qui feront partie de la 23<sup>ème</sup> édition, mais *violencia de género* n'y sera pas, non seulement à cause du rejet de cette expression par l'Académie, mais aussi en raison du caractère traditionnel de ce dictionnaire qui inclut des définitions peu actuelles ou propres à d'autres périodes historiques de la langue espagnole.

De son côté, l'entrée *género* du *Diccionario panhispánico de dudas* (DPD) enregistre cette expression tout en la considérant comme un calque de l'anglais. Il accepte et explique son utilisation dans les études féministes avec un sens technique particulier qui renvoie à une catégorie socioculturelle impliquant des différences ou des inégalités sociales. En revanche, cette même entrée critique son emploi lorsqu'elle est utilisée au lieu du mot *sexo* (sexe) et propose d'autres alternatives pour les termes *discriminación de género* et *violencia de género*, telles que *discriminación* ou *violencia por razón de sexo*, *discriminación* ou *violencia contra las mujeres*, *violencia doméstica*, *violencia de pareja* ou d'autres expressions du même genre.

L'influence de l'Académie et le fait que cette expression soit un néologisme sont les raisons pour lesquelles on ne trouve pas l'expression *violencia de género* dans les grands dictionnaires de l'espagnol. On ne la trouve pas non plus dans le *Diccionario del español actual* (DEA) constitué à partir d'un corpus de langue parlée et écrite et qui intègre aussi la langue journalistique de la seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle. Nous ne l'avons pas trouvée non plus dans le dictionnaire *Clave* ni dans le dictionnaire *REDES*.

On peut, toutefois, la lire dans le *Corpus de Referencia del Español Actual* (CREA) avec 60 occurrences réparties sur un total de 32 documents. Ce corpus comprend, pour l'instant, plus de 160 millions de mots (jusqu'à mai 2008). Il se compose d'une grande variété de textes écrits et oraux produits dans tous les pays de langue espagnole de 1975 à 2004. D'après les statistiques fournies par ce corpus et présentées dans la *Figure 3*, les deux premières

---

<sup>34</sup> Il s'agit de l'académicien et écrivain de renommée internationale Arturo Pérez Reverte.

occurrences apparaissent en 1993 et le nombre d'occurrences augmente au fil des ans jusqu'à atteindre 22 cas en 2004 (pour le cas de l'Espagne).

Figure 3 : Statistiques de *violencia de género* dans le CREA par pays et par thèmes

**Estadísticas**

Año	%	Casos	País	%	Casos	Tema	%	Casos
2004	36.66	22	ESPAÑA	88.33	53	2.- Ciencias sociales, creencias y pensamiento.	53.33	32
2003	25.00	15	MÉXICO	3.33	2	3.- Política, economía, comercio y finanzas.	26.66	16
2001	13.33	8	NICARAGUA	3.33	2	4.- Artes.	8.33	5
2002	11.66	7	CHILE	1.66	1	6.- Salud.	8.33	5
2000	10.00	6	COSTA RICA	1.66	1	5.- Ocio, vida cotidiana.	3.33	2
1993	3.33	2	ECUADOR	1.66	1			

### C. Caractéristiques du corpus *violencia de género*

Nous avons créé un corpus textuel de 100 000 mots à partir d'articles renfermant l'expression *violencia de género* extraits du journal *El País*, correspondant à l'année 2010 et, ce, jusqu'au 15 février 2011. La requête *violencia de género* a donné un total de 341 occurrences. La forme *violencia doméstica* ne compte que 10 occurrences tandis que *violencia machista* est représentée par 78 occurrences. Les formes *violencia sobre la mujer*, *violencia contra la mujer* et *violencia sexista* sont, quant à elles, très peu présentes dans notre corpus (seulement 9 occurrences pour la première et 6 pour les deux autres). Toutes ces expressions sont utilisées comme synonymes dans le discours journalistique et les 10 occurrences de *violencia doméstica* nous montrent que cette expression n'a pas eu du succès en espagnol contrairement à son équivalent en anglais *domestic violence*.

Une recherche de fréquence lexicale dans notre corpus a donné les résultats présentés dans le *Tableau 2*.

Tableau 2 : Sélection de lemmes et leur fréquence d'emploi dans le corpus  
 « violencia de género »

lemme	nb. d'occurrences	lemme	nb. d'occurrences
mujer	793	policía	147
año	627	ex	117
violencia	543	agresor	111
género	358	hijo	95
víctima	353	denuncia	94
pareja	283	guardia	93
gobierno	176	domicilio	91
hombre	173	agente	85
igualdad	163	maltrato	83
ley	152	juez	75

#### D. Les associations du terme *violencia de género*

Les associations lexicales du terme *violencia de género* sont nombreuses (voir *Tableau 2*) et montrent de manière assez transparente les acteurs, les lieux, les protagonistes et les circonstances qui y participent ou tournent autour de ce phénomène. L'association avec la nationalité des agresseurs est aussi très fréquente et donc pertinente pour notre analyse. Il est aussi intéressant de noter qu'un nombre très élevé d'occurrences fait référence au contexte juridique du phénomène avec des unités polylexicales telles que *juzgados de violencia, Unidad de coordinación contra la Violencia, Observatorio de Violencia, fiscal delegada, fiscalía, Delegación del Gobierno* ou *Delegación provincial de violencia de género*.<sup>35</sup> La *Figure 4* montre les résultats du concgram *violencia de género/ley*. Dans de

---

<sup>35</sup> Voici la traduction de ces unités polylexicales : « Tribunaux contre la violence », « Unité de coordination contre la violence », « Observatoire contre la violence », « procureur déléguée », « Parquet », « Préfecture », « Préfecture départementale contre la violence de genre ».

nombreuses occasions l'objet de l'information est justement la *Ley Integral contra la violencia de género* critiquée sur son efficacité à éradiquer *la violencia de género*, et qui a aussi suscité des débats quant à son utilité comme instrument destiné à éliminer ces comportements reprobés par toute la société. La *Figure 4* présente les résultats des concgrams *violencia de género/ley*.

Figure 4 : Résultats du concgram *violencia de género/ley* dans le corpus  
« *violencia de género* »

```
1 interesante ver cómo España trataba de frenar la violencia de género con una ley, porque teníamos el mismo problema en
2 ni el estrés, no son crímenes pasionales. Es violencia de género. Final del formulario Ley de Medidas de
3 potestad, tutela y sucesiones en relación con la violencia de género y la violencia doméstica. - Ley de mediación en
4 moral de la derecha". REPORTAJE: Día contra la violencia de género 145.000 condenas no bastan La Ley de violencia
5 Que colocara en el centro del debate la violencia de género. O que España tuviera, al fin, una ley de aborto
6 nueve más que en todo 2009. Hoy, día contra la violencia de género, toca hacer autocrítica. Para algunos, la ley
7 tras cinco ejercicios de aplicación de la Ley de Violencia de Género, ha sido un año nefasto con 15 mujeres muertas
8 de género 145.000 condenas no bastan La Ley de Violencia de Género eleva las denuncias y las penas por violencia
9 "y para ello, tenemos un instrumento, la ley de violencia de género, pero la violencia de género no se erradica de la
10 por jueces y magistrados contra la ley de violencia de género, de la que discreparon cinco magistrados del
11 En un juicio rápido, posible gracias a la ley de violencia de género. Que duerma bien. El juez. El aumento de mujeres
12 del citado 2009. Nadie esperaba que la Ley de Violencia de Género, aprobada en diciembre de 2004, fuera la panacea
13 -dos años antes de la aprobación de la Ley de Violencia de Género-, eran los jueces los que tenían la última
14 hacer; por las leyes aprobadas, como la Ley de Violencia de Género, herramienta que sirve para luchar contra delitos
15 ha vertido numerosas críticas contra la ley de Violencia de Género, pero el Consejo ha estimado que dichas críticas
16 ha mostrado una rotunda oposición a la ley de Violencia de Género. En una entrevista el magistrado afirmó el pasado
17 ha vertido numerosas críticas contra la ley de Violencia de Género, pero el Consejo ha estimado que dichas críticas
18 físico y psicológico y ha lamentado que la Ley de Violencia de Género se esté usando de manera "muy injusta". A su
19 su juzgado". Serrano, cuyas críticas a la Ley de Violencia de Género han indignado con frecuencia al Gobierno central
20 al criticar sus opiniones sobre la ley de violencia de género. Serrano y Montalbán se acusaron de "falta de
21 conocidas por todos, como la Ley contra la Violencia de Género y la Ley de Igualdad. Para las cuales un trabajo
22 Penal, las leyes procesales y la ley contra la violencia de género. Así, el juez, generalmente el especializado en
23 de profundas raíces que una ley como la de Violencia de Género de 2004 no ha podido atajar por sí sola en pocos
24 aduciendo que la reforma de la ley integral de violencia de género establecía un "trato discriminatorio del hombre
25 dictadas en los cinco años de Ley Integral de Violencia de Género no han bastado para evitar los 398 crímenes
26 constitucional que avaló la ley integral sobre violencia de género, doctrina establecida frente a las cuestiones de
27 medidas para mejorar la Ley Integral Contra la Violencia de Género que las condenas por maltrato lleven aparejada
28 y recuerda que la futura Ley Integral contra la Violencia de Género de la Comunidad Valenciana, en proceso de debate
29 constitucionalidad de la Ley Integral contra la Violencia de Género. Reconoció las características específicas de
30 cadena SER de reformar la Ley Integral contra la Violencia de Género para retirar la guardia y custodia a los
31 y recuerda que la futura Ley Integral contra la Violencia de Género de la Comunidad Valenciana, en proceso de debate
32 de la aprobación de la ley integral contra la violencia de género, las necesidades de los hijos de las mujeres que
33 la Ley del Aborto y los programas contra la violencia de género BERNIA GONZÁLEZ HARBOUR 20 10 2010 La
34 Ley de Medidas de Protección Integral contra la Violencia de Género DOCUMENTO (PDF - 796,33Kb) - 14-05-2008 Solo
```

## 1. Concgram *violencia de género/año(s)*

Le fait qu'*año* a un très grand nombre d'occurrences n'est pas banal. Il s'agit d'une référence fréquente et très récurrente qui résulte de l'intention du journaliste de rapporter le nombre de cas de violence de genre faisant l'objet des informations pour l'année en cours ou de le comparer avec ceux de l'année précédente. De ce fait, les exemples du type : « la región acumula cuatro muertes por violencia de género este año. », « Con Rafaela son ya 34 las mujeres muertas por violencia de género en lo que va de año. » ou « Las mujeres han presentado 8.458 denuncias por violencia de género (un 12,7% más que el año pasado. » sont nombreux. Les chiffres jouent un rôle primordial dans ces informations ; ils servent d'une part à donner un côté scientifique à la thématique et d'autre part à alimenter la curiosité morbide des lecteurs par rapport au nombre croissant de victimes.

## 2. Concgram *violencia de género/pareja(s)*

Les références aux deux acteurs principaux (l'homme et la femme) sont logiquement nombreuses mais elles prennent aussi différentes formes lexicales. L'unité lexicale *pareja*<sup>36</sup>, qui avec son pluriel *parejas*, a 283 occurrences, dont 54 occurrences sont *ex parejas*. Ce qui est intéressant, dans ce cas-là, c'est l'apparition d'une nouvelle dénomination pour les relations sentimentales qui, d'ailleurs ne se trouve pas dans le *Diccionario de la Real Academia* (DRAE). C'est une dénomination neutre qui remplace le terme plus formel de

<sup>36</sup> *Pareja* est un nom de genre épïcène en espagnol qui peut, par conséquent, se traduire par compagne ou compagnon.

*cónyuge* (conjoint) ou *marido/esposa* (mari/épouse) et qui a probablement été favorisée par l'apparition de cette expression dans la *Ley de parejas de hecho* (loi sur le PACS). Par conséquent, les journalistes prennent de la distance par rapport au lien sentimental entre l'homme et la femme.

### 3. L'expression de la nationalité d'origine

Finalement, il est assez fréquent que la nationalité des victimes et/ou des agresseurs soit indiquée, en particulier lorsque ceux-ci ne sont pas des Espagnols. La *Figure 5* montre toutes les occurrences du mot *nacionalidad* dans notre corpus. Sur un total de 30 occurrences où l'origine est spécifiée, seuls 8, c'est-à-dire 26,6%, sont d'origine espagnole. Nous estimons qu'il faudrait un corpus plus important en taille mais aussi plus étendu dans le temps pour pouvoir en tirer des conclusions pertinentes sur le traitement de la nationalité d'origine et sur sa relation avec le phénomène de la violence domestique en Espagne.

Figure 5 : Occurrences du mot *nacionalidad* dans le corpus « violencia de género »

1	Pilar de la Horadada. La víctima, de 61 años y <b>nacionalidad alemana</b> , era la dueña del local. El cuerpo sin
2	sospechoso, un hombre de 60 años y también de <b>nacionalidad alemana</b> , se produjo sobre las doce horas en su
3	los cadáveres de una mujer, S.T.Z., de 53 años y <b>nacionalidad argentina</b> , con heridas en el cuello, y de un
4	parte del cadáver de la víctima, de 36 años y <b>nacionalidad bielorrusa</b> , fue hallada el pasado sábado junto a
5	cadáver de la víctima, Victoria S. de 36 años y <b>nacionalidad bielorrusa</b> , fue hallada a la autopista AP-7 a la
6	una mujer, de iniciales M. S. P., de 34 años y <b>nacionalidad boliviana</b> , es encontrado en un hostel marbellí
7	La policía ha confirmado que la fallecida, de <b>nacionalidad boliviana</b> , no había solicitado orden de
8	Más información 18 de febrero - Un hombre de <b>nacionalidad búlgara</b> mata, en Leganés (Madrid), a cuchilladas
9	8 de diciembre - J. C., una mujer de 27 años y <b>nacionalidad china</b> ha sido encontrada muerta con signos de
10	- Málaga - 08 12 2010 Una mujer de 27 años y <b>nacionalidad china</b> ha sido encontrada muerta con signos de
11	- Málaga - 09 12 2010 Una mujer de 27 años y <b>nacionalidad china</b> se convirtió ayer en Málaga en la víctima
12	de 50 años apuñalada en Sevilla Un hombre de <b>nacionalidad ecuatoriana</b> de 38 años, ex pareja de la víctima,
13	Sevilla. La ex pareja de la mujer, un hombre de <b>nacionalidad ecuatoriana</b> de 38 años, fue detenido por los
14	información 17 de mayo - Un hombre de 38 años y <b>nacionalidad ecuatoriana</b> mata a puñaladas a su ex pareja, una
15	de Carmen Cecilia Yandum, de 48 años y de <b>nacionalidad ecuatoriana</b> , es encontrado en el interior de una
16	medidas de protección en vigor. En cuanto a la <b>nacionalidad</b> , 45 <b>eran</b> españolas y, por comunidades, Andalucía,
17	responde a una mujer de entre 25 y 34 años, de <b>nacionalidad española</b> (71,04%). De las mujeres fallecidas, el
18	el 78,5% vivía en el medio rural y 11 eran de <b>nacionalidad española</b> (el 79%). Solo una de las 14 había
19	Más información 9 de noviembre - Un hombre de <b>nacionalidad española</b> y de 86 años mata a su compañera
20	fuentes policiales. La fallecida, de 34 años y <b>nacionalidad española</b> , se puso en contacto el pasado mes de
21	del edificio, Xavier Serrano. La fallecida, de <b>nacionalidad española</b> , tenía otra hija de 15 años de un primer
22	inmigrante, aunque ayer se confirmó que era de <b>nacionalidad española</b> . El subinspector jefe de la Policía
23	supuesto agresor, que compartían un hijo, son de <b>nacionalidad española</b> . El suceso ha ocurrido sobre las 9.30,
24	Más información 11 de octubre - Un hombre de <b>nacionalidad marroquí</b> , de unos 56 años, ha matado
25	PRESS - Granada - 11 10 2010 Un hombre de <b>nacionalidad marroquí</b> , de unos 56 años, ha matado
26	a su mujer con un arma blanca. Ambos tenían <b>nacionalidad marroquí</b> . Más información 17 de mayo - Un hombre
27	de 40 años, como la víctima, de 30 años, son de <b>nacionalidad marroquí</b> . En el domicilio familiar viven, además
28	el cadáver de Z. G., una mujer de 33 años y de <b>nacionalidad marroquí</b> . La policía busca a su compañero que
29	que le da un hombre de 74 años. Ella era de <b>nacionalidad rusa</b> ; él, peruano, y ambos mantenían una relación
30	de alejamiento respecto del supuesto agresor, de <b>nacionalidad uruguaya</b> , que permanece detenido. Tampoco consta
31	con la Embajada española -posee la doble <b>nacionalidad-</b> y pudo regresar en pocos días a Barcelona. Como

### III. Conclusions générales et perspectives

En conclusion, nous voudrions souligner que, pour le cas du Royaume-Uni, ces composés ont été créés récemment et que le pic de fréquence d'emploi dans les archives électroniques du journal correspond aux années 2008 et 2009, ce qui souligne leur caractère innovateur. Nous considérons qu'il existe des schémas qui conforment et délimitent la représentation culturelle des différents phénomènes de violence et que ces schémas se construisent à partir de certains mots, combinaisons de mots, collocations et associations lexicales. D'un autre côté, la fréquence lexicale, elle, est révélatrice à la fois de la nature et du traitement médiatique de ces phénomènes : dans le cas des crimes d'honneur, les mots *family*, *man* et *murder* configurent et encadrent cette pratique abominable qui, contrairement aux crimes à l'arme blanche ou aux attaques provoquées par la haine, sont une affaire de famille, un acte perpétré par des hommes qui finit presque toujours par un meurtre. Le terme *honour killing* est très contesté ; cela se traduit par l'utilisation massive du guillemetage qui renvoie, dans ce cas de figure, à une prise de position active de la part du journaliste sur ce phénomène.

C'est le terme *honour* qui gêne : il est plus qu'évident qu'il n'y a rien d'honorable dans le fait de tuer sa fille ou sa sœur parce qu'elle veut être libre et décider par elle-même et surtout parce qu'elle veut aimer la personne de son choix.

Pour ce qui est de l'Espagne, le crime passionnel ou crime d'honneur a cessé d'être en vigueur dans la presse espagnole. Celle-ci informe plutôt des meurtres dus à la violence de genre comme un fait de société répréhensible. Il est intéressant de signaler que la mention explicite de la nationalité de la victime ou de l'agresseur ou bien des deux, est un élément récurrent dans le traitement médiatique de ce type de phénomène. Les journalistes ressentent le besoin d'indiquer la nationalité surtout lorsque ces personnes ne sont pas d'origine espagnole, même si nous avons trouvé quelques exemples qui montrent le contraire. La récurrence de ce phénomène textuel relève en même temps d'une sorte d'automatisme rédactionnel propre à la profession (les informations sont extraites du rapport de la police) mais aussi d'une idéologie sous-jacente selon laquelle cette mention est importante car elle met en relation ce problème avec les communautés d'immigrés et de clandestins en Espagne. Il ne faut pas oublier que cette recherche porte sur un seul journal, *El País*, une publication de centre-gauche, avec une idéologie plus progressiste que celle d'autres journaux espagnols et, par conséquent, plus attentive à l'emploi d'une langue politiquement correcte. Il est très probable que lorsque cette recherche s'élargira à d'autres publications, des associations en rapport avec la discrimination envers les étrangers pourront apparaître de façon plus directe.

Par ailleurs, les résultats des analyses lexicales montrent de très nombreuses occurrences de termes liés au droit, à la légalité et à la jurisprudence. Cet engouement n'est que le reflet d'une 'juridisation' du problème en Espagne. Cette situation a donné lieu, surtout depuis quinze ans, à la création d'un nombre important d'organismes officiels et d'associations en tous genres qui luttent juridiquement contre cette situation.

En règle générale, on peut affirmer que l'immense majorité des articles qui traitent de cette question sont des faits divers dont la structure, le choix du lexique et le contenu informationnel se ressemblent beaucoup. La loi de 2004 est devenue la référence mais aussi les organismes officiels créés pour sa mise en œuvre. Le débat se centre donc sur l'efficacité de la loi face à l'augmentation du nombre des victimes malgré tous les moyens mis à leur disposition. Certaines de ces victimes avaient entamé des démarches juridiques contre leur agresseur mais, pour la plupart d'entre elles ce n'est pas le cas. Mis à part les aspects juridiques, les informations posent souvent la question concernant des mesures éducatives de prévention qui devraient être mises en place. Les articles sont majoritairement des faits divers mais il y a aussi un nombre important d'éditoriaux et de reportages qui analysent la question de façon plus approfondie, voire quelques articles qui analysent d'un œil critique le sentiment de culpabilité chez l'homme face à cette situation.

### Références bibliographiques

*British National Corpus*, <<http://www.corpus.byu.edu/bnc>>.

*Cambridge Advanced Learner's Dictionary*, 3<sup>rd</sup> Edition (2008). Cambridge University Press, Cambridge.

*Clave: diccionario de uso del español actual* (1996). SM, Madrid.

*Corpus of Contemporary American English*, <<http://corpus.byu.edu/coca>>.

*Diccionario de la lengua española* (2001). Real Academia Española, Madrid.

*Diccionario panhispánico de dudas* (2005). Real Academia Española, Madrid.

GREAVES, C. (2009). *Concgram 1.0: a phraseological search engine*,  
<<http://www.benjamins.com/jbp/catalogs/concgrammanual.pdf>>.

*III Informe anual del Observatorio estatal de violencia sobre la mujer 2010* (2011). Centro de Publicaciones del Ministerio de Sanidad, Política Social e Igualdad, Madrid.

Merriam-Webster, <<http://www.merriam-webster.com>>.

Oxford Advanced Learner's Dictionary,  
<<http://www.oxfordadvancedlearnersdictionary.com>>.

*Oxford English Dictionary* (1989). Clarendon Press, Oxford.

Real Academia Española: Banco de datos (CREA) [en línea]. *Corpus de referencia del español actual*. <<http://www.rae.es>> [08/02/2011].

*Redes: diccionario combinatorio del español contemporáneo: las palabras en su contexto* (2004). Ediciones SM, Madrid.

SECO, M., ANDRÉS, O. & RAMOS, G. (1999). *Diccionario del español actual*, Aguilar, Madrid.

# La experiencia de narración oral: un espacio para profundizar procesos identitarios con perspectivas de género en el CEM UCV

## Expérience de narration orale: un espace pour approfondir des processus identitaires dans une perspective de genre au sein du CEM UCV

**Zerpa A., Isabel**

Profesora de La Escuela de Educación UCV

Investigadora. Narradora Oral

Fundadora de los Grupos de narración oral: *Había Una Vez* (Universidad José María Vargas); *El Jardín del Unicornio* (Escuela de Educación UCV); *Las Hijas e Hijos de Artemisa* (Centro De Estudios de la Mujer CEM UCV)

Directora del Centro De Estudios De La Mujer CEM- UCV

Isabelza4@hotmail.com

### Resumen

Presentación de algunos avances sobre el desarrollo de una experiencia pedagógica, realizada en el entorno de una investigación, con perspectivas de género, a partir de la creación de varias asignaturas electivas, incorporada al Programa de Cooperación Inter facultades (PCI) de la Universidad Central de Venezuela y donde ha nacido el grupo de narrador@s orales **Las Hijas e hijos de Artemisa** del Centro de Estudios de la Mujer de la Universidad Central de Venezuela (CEM-UCV). La investigación que se lleva a cabo constituye un aporte al estudio de la narración oral en Venezuela y a la creación de un espacio de animación sociocultural significativo en el desarrollo humano de nuestro país, lo que nos permitirá, a mediano plazo, conocer e intercambiar con otras experiencias de América Latina.

Palabras clave: narrativa, experiencia educativa, perspectivas de género

### Résumé

Présentation de quelques-unes des avancées relatives au déroulement d'une expérience pédagogique menée dans le cadre d'une recherche genrée. Il s'agit de la création d'un certain nombre de disciplines intégrées au Programme de Coopération Inter Facultés (PCI) de l'Université Centrale du Venezuela (UCV) d'où est issu le groupe de narratrices et de narrateurs oraux, **Les Filles et les Fils D'Artémise** du Centre d'Études sur les Femmes (CEM) de la UCV. La recherche qui est réalisée constitue un apport essentiel à l'étude de la narration orale au Venezuela et à la création d'un espace d'animation socio- culturelle significatif au regard du développement humain au Venezuela et en Amérique latine.

Mots clés : narration, expérience éducative, perspectives de genre



“*El tiempo humano es un tiempo narrado*”

Paul Ricoeur

“... *Aceptándonos como mujeres, como seres y entes duales, perecibles, y a la vez, eternas y dueñas de las palabras, nos identificamos entonces como Hijas de Artemisa, hijas de la diosa de la caza, de la castidad, de la luna... Vinculadas profundamente con la naturaleza y con la unidad interior... Hijas activas, con enorme poder de concentración y con gran memoria, exploradoras de nuevos territorios... Hijas que siguen sus sueños, competidoras, perseverantes, independientes, de voluntad, con gran sororidad. Así, creadoras y contadoras de cuentos...*”

Hortensia Barrios

La narrativa es parte esencial de la vida y de la historia y la educación está inmersa y, al mismo tiempo, es generadora de estos procesos; mejor dicho, corrijo: la educación está inmersa en la historia, donde están presentes todos los acontecimientos y procesos que vive la humanidad; pero... ¿la vida?... ¿La educación siempre *es generadora* de vida?... Corrijo nuevamente: la educación *siempre debería* generar vida; me refiero particularmente a la educación formal...Nos afanamos tanto y muy responsablemente en cumplir nuestros objetivos instruccionales, en dar los contenidos necesarios, en planificar nuestras clases y evaluar a nuestros estudiantes y, sin darnos cuenta, vamos dejando a un lado, lo que quizás sea lo mas importante, como es *dar vida* a estos procesos, llenar de sentido a la experiencia educativa desarrollada en las aulas de clases, en los contextos educativos institucionales; buena parte de esta vida y de este sentido está centrada en los procesos comunicativos, en el hecho sencillo y concreto de contar, de narrar nuestras experiencias, de contar nuestros descubrimientos, de relatar nuestras inquietudes, nuestras reflexiones y críticas, en ese fluir diario de contacto con el conocimiento, con las estrategias, en ese quehacer interactivo entre alumnas, alumnos y docentes en los diversos procesos de enseñanza y de aprendizaje. Es decir, la experiencia educativa, debe ser un espacio para el desarrollo, el crecimiento de los seres humanos, de los niños, niñas, mujeres y hombres que forman parte de ella; para el conocimiento y transformación de la realidad, para la valoración y la reflexión en torno a lo cotidiano, y en estos procesos, la experiencia narrativa oral cumple un papel esencial que va más allá del tiempo y del espacio académicos.

Diariamente, los seres humanos, relatamos acontecimientos, anécdotas, experiencias, situaciones, que nos ocurren en diferentes contextos socioculturales, en diversos momentos de la vida, y que forman parte del ámbito de la educación informal, de la educación permanente, donde tenemos especiales aprendizajes significativos y muy pocas veces los llevamos a las aulas de clases, donde utilizamos las palabras para llenar de información a nuestros alumnos y alumnas; pero pocas veces llenamos de sentido, tal como lo afirmara Luz Marina Suaza Vargas (1994) en un texto que nos invita a pensar en nuestra práctica comunicativa como docentes, titulado *La Domesticación Educativa*:

“Rodeados de palabras, aprisionados por palabras se encuentran los niños (as) en los salones. Palabras que ordenan, palabras que dicen, palabras que apenan. Palabras que saben, palabras que piensan, palabras que gritan, palabras que esperan. Rodeados de palabras y la vida transcurre afuera” (p.44).

Sirvan estas afirmaciones dirigidas en principio a maestras y maestros, para una reflexión en torno a lo que considero una necesidad urgente de atender en la Educación Superior: la necesidad de rescatar la palabra en el aula y vincularla con el entorno cotidiano de la realidad de estudiantes y docentes. En nuestro caso, vincular esta palabra, con la realidad cotidiana de la experiencia educativa, implica entre otras cosas, una reflexión en torno a la

incorporación de la narración oral con perspectivas de género para desarrollar procesos de visibilización de la participación de las mujeres, para el análisis crítico de la literatura infantil y romper con los estereotipos de los cuentos clásicos tradicionales; y, también, vincular la experiencia de contar cuentos con un quehacer que va más allá de aplicar una técnica específica de narración oral escénica, estableciendo contacto con la realidad, como diría Paulo Freire, “estableciendo la relación con la palabra mundo”.

Es necesario retomar la palabra como un vehículo para el acercamiento y la valoración; un camino a recorrer para la creatividad y la convivencia, para promover una experiencia de equidad en todos los sentidos, tomando en cuenta esta palabra, para profundizar en el lenguaje inclusivo y no sexista, visibilizando a niñas y niños, a mujeres y hombres, desarrollando procesos constructivos, haciendo una puesta en común de interrelaciones de seres humanos, en medio de sus semejanzas y de sus diferencias, asimismo, en medio de las diferentes *ficciones del yo*, en los diferentes procesos y experiencias donde cotidianamente nuestras subjetividades nos acercan, nos diferencian y nos identifican personal y socioculturalmente.

Es necesario resaltar la importancia del mundo de las palabras que narran, de las palabras que dicen, de las palabras inquietas que preguntan, de las palabras soñadoras que cuentan, que recrean el mundo; de las palabras reflexivas que se pronuncian, que se escriben y registran la experiencia diaria de la vida en el aula y van más allá de la vida escolar, de las palabras que nos hablan de género como una construcción sociocultural y nos permiten reflexionar en torno a otros términos y experiencias de igualdad, de equidad y de justicia social, de estas palabras que cuentan, que narran día a día y nos permiten evidenciar nuestras semejanzas y nuestras diferencias y nos permiten abrir espacios, unas veces para disentir y otras veces, para convivir en una experiencia multicultural.

Justo allí, en estos ámbitos, la experiencia narrativa va cobrando vida; va extendiendo sus dimensiones, adquiere fuerza, color, aromas, texturas, y se va amalgamando en ese proceso cotidiano de construcción y deconstrucción de las realidades rutinarias, educativas, creativas, en los contextos donde estamos inmersos los seres humanos, las ciudadanas y los ciudadanos del mundo, de esta casa grande que es nuestro planeta tierra, donde las acciones de ***hablar y de escuchar, la conversación en sí misma***, adquieren una relevancia particularmente significativa y en el caso que nos ocupa, la narración oral, como una alternativa para el desarrollo de una experiencia educativa con perspectivas de género, nos hablan de un sentir, de un *hablar* y un *escuchar* muy particulares, que nos convocan al desarrollo del lenguaje inclusivo, a compartir reflexiones en torno a experiencias narrativas y testimoniales de mujeres y hombres, nos mueven a compartir diferentes visiones del mundo, ficciones del yo y realidades cotidianas.

En esta reflexión, haré hincapié especialmente en la experiencia llevada a cabo en el Centro de Estudios de la Mujer de la Universidad Central de Venezuela, a partir de la creación del Grupo de Narración Oral *Las Hijas e Hijos de Artemisa*, en el entorno de un contexto donde desarrollamos actividades de investigación, docencia y extensión universitaria. Este grupo de narración oral, surge en el contexto del desarrollo de una línea de investigación que denominamos *Género, Narrativa Oral y Experiencia Educativa* y donde creamos varias asignaturas electivas que nos han permitido un proceso de acercamiento, pleno de significados, donde sus participantes han encontrado un espacio para profundizar en las perspectivas de género, descubriendo la narración oral como un fenómeno dinámico de animación sociocultural, pero previamente les ha permitido desarrollar un proceso de interiorización, de encuentro consigo mismas y consigo mismos, iniciando la experiencia por un relato de su propia vida, pasando luego a conocer la narración oral tradicional,

acercándose progresivamente a la narración oral como un oficio artístico, aplicando, posteriormente, las técnicas de la narración oral para contar escénicamente y desarrollar una experiencia educativa con enfoque de género.

### **Hacia un encuentro pedagógico narrativo con perspectivas de género:**

Las actividades realizadas tanto en las asignaturas electivas, como en los encuentros de animación cultural y participación comunitaria que han realizado *las Hijas e hijos de Artemisa*, se incluyen en el contexto de la Pedagogía Participativa, definida por Ezequiel Ander Egg (1981), como una experiencia que tiene por finalidad actuar en diferentes ámbitos de desarrollo de la calidad de la vida, con el fin de promover la participación de la gente en su propio desarrollo cultural, creando espacios para la comunicación interpersonal y al igual que nos refiere Freire (2007), en sus *Cartas para quien pretende enseñar*, nos interesa la importancia de **hablar** al educando, *educanda*, a hablarle a él / *ella*; de hablar con él y con *ella*; de oír a los educandos y *educandas* y a ser oídos, *oídas* por ellos y *ellas*, estableciendo una relación entre la palabra – mundo, partiendo de la realidad, del conocimiento y reflexión crítica del contexto.

“... si la opción de la educadora/*educador*, es la democrática y la distancia entre su discurso y su práctica viene siendo cada vez menor, en su vida escolar cotidiana, que siempre se somete a su análisis crítico, vive la difícil, pero posible y placentera experiencia de hablarle a los educandos y *educandas*. Ella/él sabe que no sólo el diálogo de los contenidos a enseñar, **sino el diálogo sobre la vida misma**, si es verdadero, no sólo es válido desde el punto de vista de enseñar, sino que también es creador de un ambiente abierto y libre dentro del seno de la clase... **Hablar** a y con los educandos, *educandas*, es una forma altamente positiva que la maestra democrática, tiene de dar dentro de la escuela, su contribución a la formación de ciudadanos y ciudadanas responsables y críticos... (Freire 2007: 99)

Centrándonos en esta experiencia donde rescatamos la comunicación y la experiencia narrativa en el entorno pedagógico, incorporamos la perspectiva de género en todas las acciones desarrolladas por el grupo de narración oral *Las Hijas e Hijos de Artemisa*. En este sentido, nos parece importante destacar que nos hemos centrado en los aportes de Susana Gamba (2008) en torno a las perspectivas de género, las cuales vinculan directamente con los *roles, identidades y valores* que son atribuidos a mujeres y hombres, que son internalizados en los procesos de socialización. Tomaré de la autora, sólo algunas dimensiones y características:

- **Es una construcción de carácter social e histórico** (por lo que puede variar de una sociedad a otra y de una época a otra). Las hijas e hijos de Artemisa están inmersos en un proceso de larga data en un contexto universal, regional y nacional y forman parte de la generación contemporánea de narradoras y narradores orales en Venezuela, con objetivos específicos: promover a través de la experiencia narrativa oral, relatos significativos para la visibilización de las mujeres, temáticas de equidad de género y acompañar el estudio de la participación de las mujeres en el desarrollo de la narración oral en Venezuela.
- **Es una relación social** (porque descubre las normas que determinan las relaciones entre mujeres y varones). Dadas las características de la experiencia, relacionada con el arte milenario de narrar, nos vincula con una manera de ser, de sentir y de contar historias y de cómo contar estas historias, lo que nos lleva al estudio de la narración oral y de la participación de mujeres y hombres y a las maneras de

asumir este oficio artístico, tan antiguo como la sociedad misma, en diferentes momentos y ámbitos de la humanidad, además de acercarnos a la reflexión crítica de lo que representa *entrar en relación*, a partir de la pertenencia a un grupo de narradoras y narradores orales en diferentes contextos socioculturales.

- **Es transversal** (porque no están aisladas, sino que atraviesan todo el entramado social, articulándose con otros factores como la edad, estado civil, etnia, educación, clase social). En el entorno de los hijos e hijas de Artemisa, al conformar el grupo y al desarrollar las actividades, el enfoque de género se integra en todas sus dimensiones. Procuramos que el mismo se convierta en un eje transversal, tanto en la acción pedagógica, como en la investigación, al igual que en las actividades de extensión, en el trabajo comunitario que desarrollamos.
- **Es una propuesta de inclusión** (porque las problemáticas que se derivan de las relaciones de género sólo podrán encontrar solución en tanto incluyan cambios en las mujeres y también en los varones). Se ha convertido en un eje fundamental en el desarrollo de la experiencia del grupo de narrador@s orales del CEM UCV; esto lo vamos aplicando en las actividades desarrolladas en las comunidades, en las presentaciones públicas, para dar a conocer relatos que contribuyan a prevenir la violencia de género, que visibilicen la participación y logros de las mujeres, relatos que permitan romper los estereotipos de la literatura infantil tradicional y que abran procesos para la reflexión de mujeres y hombres y generen proceso de aprendizajes significativos que conlleven a la reflexión crítica y al cambio de actitudes.
- **Es una búsqueda de equidad** que sólo será posible si las mujeres conquistan el ejercicio del poder en su sentido más amplio (como poder crear, poder saber, poder dirigir, poder disfrutar, poder elegir, ser elegida, etc.). Equidad que buscamos en todos los procesos de participación, en la selección de los relatos, a la hora de hacer la puesta en común de los textos a narrar y después de las presentaciones, en el entorno de las asignaturas electivas, vinculándonos con ese *poder crear* en la construcción y narración oral de los relatos, *poder elegir y ser elegidas* y elegidos en las presentaciones, *disfrutando* la experiencia de la narración oral, como cuando hacemos y recibimos un regalo que nos llena a plenitud y donde generamos interesantes procesos para la promoción de la cultura de la paz. Esta búsqueda de equidad, tratamos de desarrollarla también en las evaluaciones y reflexiones críticas de todas las experiencias.

### ***Hijas e Hijos de Artemisa recorriendo distintos caminos...***

Importante es resaltar que el grupo de Hijas e Hijos de Artemisa no podemos relacionarlo solamente con una experiencia de Animación Sociocultural que también lo es, pero además forma parte de una experiencia académica incorporada al Programa de Cooperación Inter-Facultades (PCI) donde nos integramos a las tres áreas fundamentales de la vida universitaria: la investigación, la docencia y la extensión. Este grupo de narración oral surge en el entorno del desarrollo de un proyecto de investigación: *Aportes para una historia de la participación de las mujeres en el desarrollo de la Narración Oral en Venezuela*. Se trata de un estudio sobre la relevancia de la participación de las mujeres en la narración oral escénica y en otras experiencias narrativas orales desarrolladas en diversos espacios socioculturales y educativos de Venezuela, con miras a presentar algunos aportes para construir una historia de la narración oral con perspectivas de género.

Más allá de la producción escrita y literaria, nos vamos deteniendo especialmente en la participación e incorporación de las mujeres como narradoras orales, bien sea en experiencias de desarrollo individual como narradoras orales escénicas, artistas profesionales, o como integrantes de grupos de narración oral, incluidos en los movimientos de narración oral escénica en Venezuela, que hayan mantenido una actividad permanente, o bien, narradoras orales, que no hayan formado parte del movimiento de narración oral escénica, e igualmente, sean reconocidas en diferentes comunidades por su experiencia como narradoras, o “cuenteras” en distintos contextos geográficos y socioculturales, que forman parte de un conglomerado anónimo donde no han sido reconocidas como narradoras.

Tratamos de construir la historia de la narración oral escénica en Venezuela, haciendo hincapié en los aportes de las mujeres a la narrativa oral tradicional y al movimiento artístico de narración oral escénica, considerando en ella, la presencia y desarrollo de relatos orales de la literatura popular de tradición oral, de la literatura escrita, de la experiencia testimonial y otras expresiones narrativas donde las mujeres como creadoras y narradoras, asumen roles protagónicos en la construcción de la cotidianidad, en la creación y recreación de la vida, a partir de las palabras narradas en voz alta, contadas en las tradiciones orales, pero también actualizadas en la cotidianidad, a la luz de los nuevos signos culturales de nuestros tiempos, en diversos procesos socioculturales, en la literatura oral, en el fluir de un sentir, de un quehacer, de un ciclo de retos y logros, donde las mujeres toman la palabra, en el entorno de lo tradicional y en la narración oral escénica en Venezuela, a través del ejercicio cotidiano de contar y narrar en diferentes entornos, experiencias, modalidades y niveles educativos, o bien, en el ejercicio del arte de narrar en voz alta, asumiendo esta experiencia como un oficio artístico, o en la elaboración y desarrollo de experiencias testimoniales, en diversos entornos culturales.

En el desarrollo de esta investigación hemos creado las siguientes asignaturas electivas:

- **Seminario: *Aportes de las mujeres al desarrollo de la narración oral en Venezuela*** donde nos centramos en el estudio de la importancia de la participación de las mujeres en el desarrollo de la experiencia de la narración oral escénica, comenzando por la contextualización de la experiencia en América Latina y centrándonos en la experiencia desarrollada en Venezuela. En este seminario participaron estudiantes de la Escuela de Derecho, de la Escuela de educación y de la Escuela de Sociología. Además de la investigación documental, se realizó un arqueo inicial para conocer los grupos de narradoras y narradores orales que han tenido una actividad permanente en la ciudad de Caracas; se realizaron entrevistas a dos de las narradoras de larga trayectoria: Cristina Molinatti del Banco del Libro de Caracas y Gladis Parentelli, eco feminista, fundadora del Grupo de narradores orales AVEDINO, pionero en el Movimiento de narración Oral en Venezuela. Actualmente seguimos trabajando con distintas narradoras en la ciudad de Caracas.
- ***Género, Narrativa Oral y Experiencia Educativa***: Experiencia donde nace el grupo de Narradores orales del Centro de Estudios de la Mujer CEM UCV *Las Hijas e Hijos de Artemisa*. Las y los participantes de esta asignatura, son en su mayoría pertenecientes a la Escuela de Educación, de las menciones de Educación Preescolar y de Proyectos Educativos, también participaron: una estudiante de la Escuela de Ingeniería Mecánica, seis estudiantes de Comunicación Social y algunos estudiantes de Estudios Internacionales. En esta experiencia, además de abordar el concepto de género como una experiencia de construcción

sociocultural, los y las participantes se relacionan con la importancia de la narrativa oral en el entorno educativo y abordan la técnica de la narración oral escénica, desarrollando una reflexión crítica en la asignatura, que culmina con el abordaje del género epistolar, con la elaboración de una carta donde se evalúa el proceso de aprendizaje, sobre el intercambio de saberes, además de realizar una presentación pública de narración oral escénica, incorporados ya como *Las Hijas e Hijos de Artemisa*.

- ***Técnicas de narración oral para una experiencia educativa con enfoque de género:*** en esta experiencia hemos tenido la oportunidad de continuar con la línea de trabajo iniciada en asignaturas anteriores, con la participación de estudiantes de la Escuela de Educación, vinculadas con las menciones de Educación Preescolar, estudiantes de Comunicación Social, de Trabajo Social, de Estudios Internacionales, de Sociología y algunos seminaristas libres, educadoras de calle, algunas estudiantes de la Maestría de Estudios de Género de la UCV. Una vez recorrido el camino de la reflexión en torno a la narración oral, el conocimiento y la aplicación de las técnicas para contar cuentos, una vez conocida la importancia de la narración oral como oficio artístico, nos detenemos en él como una estrategia, una alternativa para promover la equidad de género y la visibilización de las mujeres, entonces la experiencia de contar historias, va adquiriendo otros matices que nos ponen en contacto con nosotros y nosotras mismas y nos ponen en relación con l@s otr@s.

### **Narrándonos: En un proceso identitario, de asombros y descubrimientos**

*“... Unas veces la palabra es un juego y otras, un fuego.  
Unas veces murmura y otras grita.  
A veces calla y a veces canta, pero siempre baila.  
Baila en el pecho y en los ojos, chisporrotea en la mirada del otro, de la otra.  
Recorre los rincones interiores hasta no poder más, y brota.  
Y cuando brota busca compañía, calor, complicidad y trato.  
Tratar con la palabra es una fiesta.  
Festejar la palabra es rendirnos al fuego, acompañándonos”.*  
Estrella Ortiz

En el infinito universo de la experiencia creativa, de la experiencia artística, nos sumergimos en otro mundo infinito, en el de las ficciones del yo, donde construimos y deconstruimos nuestra intimidad. En este universo habitan nuestras búsquedas y en éste, recorreremos diferentes caminos para escudriñar en el sentido de la vida, para reafirmarnos, o negarnos, para hacer sentir nuestra voz, para ser nosotros o nosotras mismas...

Uno de los caminos donde nos hemos detenido en esta búsqueda, es el de la experiencia narrativa, particularmente, el de la narración oral: en la conversación cotidiana, en el intercambio que establecemos al comunicarnos, al entrar en relación con los otros, con las otras, partiendo de nuestra propia introspección, porque *contar historias*, es entre otras cosas, hacer una puesta en común de un relato; pero antes de llegar a este proceso de interacción comunicativa, antes de entrar en relación, los cuentos, como afirma Lily Meier (2007), “pasan primero por el horno del alma”, pasan por un recorrido interior en nuestra subjetividad, en nuestra manera de concebir el mundo, en nuestra manera de asumir y de enfrentar la vida, en nuestra manera de sentir, de ser hombres o mujeres, de sentir, de asumir nuestra propia identidad.

Es así como esa voz silenciosa que nos habla en ese primer nivel de comunicación intrapersonal, cobra cuerpo, textura, sonido, en el momento que narramos oralmente y esa voz se llena de vida, de matices, cuando presentamos nuestros testimonios, cuando narramos oralmente, una historia de autor o de autora, o un relato recopilado en el entorno de la cultura popular de tradición oral, o bien un relato creado por nosotras o nosotros mismos.

Almudena Mateos e Itxaso Sacian Villanueva, en su hermoso trabajo *Contar cuentos cuenta, en femenino y en masculino*, nos dicen: "...Los cuentos son vida y tienen vida propia; lo único necesario para sentirla es una apertura desde la confianza en que las palabras tienen siempre algo por descubrirte..." (2006:11).

Hablar de la experiencia vivida por *Las Hijas e Hijos de Artemisa*, es hablar, en principio, de una experiencia humana, una experiencia que nos ha arropado en una inquietante búsqueda, donde nos hemos reunido en torno al fuego, acariciando nuestros asombros, enfrentando con firmeza como profesoras, como alumnos y alumnas, nuestros descubrimientos, en un universo, donde la perspectiva de género es el eje transversal que atraviesa todos los caminos recorridos. Estos asombros surgen en medio de un dar cuenta de... de un darnos cuenta, de darse cuenta de... contando y contándonos a nosotros y a nosotras mismas, en principio, sobre la necesidad de hablar y de ser escuchadas y escuchados, sobre la importancia de contar y de hacer una puesta en común de nuestras historias, mediados por la palabra y la gestualidad, bien sea en el entorno de la narración oral tradicional o en el entorno de la narración oral escénica.

Por ambas nos hemos paseado, partiendo desde el asombro que nos produce el tomar conciencia de nuestro potencial como narradoras y narradores al presentar nuestros testimonios, nuestros relatos de vida, los cuales vamos abordando en la realización de diferentes actividades, vinculadas, en un primer momento, con los contenidos y estrategias desarrolladas en las diferentes asignaturas electivas, abriendo espacios significativos para el intercambio de saberes y de vivencias personales y colectivas, donde hacemos una puesta en común, a través de la experiencia narrativa, abordando desde el género testimonial, la narración de relatos de vida de cada uno de las y los participantes, pasando por el conocimiento de la narración oral tradicional y deteniéndonos especialmente en el estudio y en las técnicas de la narración oral escénica, abordándola bajo el enfoque de género.

Hemos iniciado el desarrollo del proyecto, centrándonos en el estudio de la participación de las mujeres en la narración oral en la ciudad de Caracas, considerando no sólo la experiencia centrada en la narración oral escénica, como un oficio artístico que requiere de procesos formativos y profundización de la técnica en el arte de contar cuentos, sino tomando en cuenta también, a las narradoras populares que hacen de la narrativa, parte de su vida cotidiana. Asimismo, nos hemos detenido, en el abordaje de la experiencia narrativa en su carácter testimonial, con miras a desarrollar algunos aportes para una historia de la participación de las mujeres en la narración oral en Venezuela. En este proceso, las integrantes del grupo no sólo narran historias, sino que progresivamente se van convirtiendo en co investigadoras, apoyando esta línea de investigación que desarrollamos desde el CEM UCV.

Por otra parte, es necesario destacar que en el entorno de la asignatura electiva *Técnicas de Narración Oral para el desarrollo de una experiencia educativa con enfoque de género*, es donde nos acercamos más profundamente en entornos narrativos y artísticos, y donde nos sumergimos en otro mundo infinito: en el universo de las ficciones del yo, donde construimos y de-construimos nuestra intimidad, donde habitan nuestras búsquedas, nuestras identidades. Según Loureiro,

“El yo se construye como respuesta al otro y como responsabilidad hacia el otro. Esa responsabilidad precede al yo y constituye la estructura fundamental de la subjetividad” (2010: 25).

En este resurgimiento de esta expresiva manifestación de cultura popular y la ploriferación de narradores y narradoras orales y de grupos de narración oral escénica, hay una vuelta a los orígenes de nuestra identidad y un contacto muy especial con nuestra subjetividad. Aunque esta experiencia forme parte del dominio público de procesos interactivos de diferentes grupos, en todo el proceso previo a la presentación de los relatos, antes de llegar a la narración oral escénica, se produce un proceso individual, necesario de revalorizar, porque es relevante y significativo en el entorno de nuestra subjetividad y de lo que construimos en el montaje de una historia que narraremos en público escénicamente. Importante es, también, considerar la movilización interior que nos produce la narración de un cuento, el escuchar un cuento, narrado por una mujer que se adueña de una historia y la regala a viva voz a sus espectadores. Clarissa Pinkola Estés en su libro *Mujeres que corren con los lobos* (2006), nos refiere lo siguiente:

“...Una narradora en estado de trance invoca al duende, el viento que sopla sobre el rostro de los oyentes y les infunde espíritu. Una narradora en estado de trance aprende a desdoblarse psíquicamente a través de la práctica meditativa de un relato, es decir, aprendiendo a abrir puertas psíquicas y rendijas del ego para permitir que hable una voz más antigua que las piedras. Una vez hecho esto, el relato puede seguir cualquier camino, se puede cambiar de arriba abajo, llenar de gachas de avena y destinarlo al festín de un menesteroso, colmar de oro, o puede seguir al oyente hasta el siguiente mundo...” (Pinkola Estés, 2000:39)

A través de las asignaturas electivas y de la experiencia del grupo de narración oral nos vamos sumergiendo progresivamente en ese universo de nuestros asombros y descubrimientos:

- Estos asombros surgen en medio de ***un Dar cuenta de... De un darse cuenta de... Darnos cuenta de...*** contando y contándonos a nosotros y a nosotras mismas...
- ***En un dar cuenta de...*** un relato de vida, una anécdota, un testimonio... un cuento, muchos cuentos... asumiendo la *aventura* de hablar y de oír, a través de relatos donde abordamos temas que en contextos formales, quizás no nos atrevemos a plantear directamente, vinculados con el quehacer y sentir común de mujeres y hombres, abordando autoras y autores que escriben relatos femeninos y feministas, conociendo testimonios de mujeres que hablan de sus experiencias de vida donde abordan la violencia de género, sus luchas por sus derechos, sus logros sociales y políticos, sus historias de amor y de desamor. En este dar cuenta, participantes mujeres y hombres cuentan sus relatos de vida, surgen los conceptos de solidaridad y de sororidad en un espacio para la participación, la equidad de género y para compartir nuestras diferencias.
- ***En un darse cuenta de...*** la importancia de la narración oral escénica y de asumirla con perspectivas de género, rompiendo con los estereotipos de la literatura infantil; descubriendo nuestras potencialidades como narradoras y narradores, asombrándonos ante la posibilidad de vencer el temor escénico y sumar subjetividades, en la integración de las ficciones del yo de quienes forman parte de las experiencias de las asignaturas electivas y de las y los integrantes del grupo de narración oral.



- ***Dándonos cuenta*** de un intercambio de saberes centrados en la experiencia de narración oral escénica, descubriendo las posibilidades que nos ofrecen la literatura escrita, las literaturas orales, los relatos autobiográficos; en una puesta en común, promoviendo los aportes y la visibilización de las mujeres en la experiencia de la narrativa oral. Este es el espacio para la puesta en común, el intercambio de las subjetividades, para confrontar nuestras propias experiencias y ponernos en el lugar de las otras, de los otros, descubriendo la importancia de la narración oral y del enfoque de género, como un amplio universo para explorar la vida y desarrollar procesos para la inclusión, en términos de solidaridad y de sororidad, lo que logramos en todo el proceso de la experiencia y lo profundizamos en la culminación de las asignaturas electivas, donde desarrollamos el género epistolar y realizamos un intercambio de cartas, como un intercambio de regalos, donde participantes y profesoras evalúan la experiencia, compartiendo saberes y aprendizajes, asombros y descubrimientos, buscando lo común, compartiendo las diferencias, caminando hacia un proceso de identificación en la narración oral escénica y en las perspectivas de género.

### **¿Cómo nacen y crecen Las Hijas e Hijos de Artemisa?...**

#### ***En el calor de una experiencia donde poco a poco van compartiendo saberes:***

- En primer lugar descubriendo la narración oral tradicional, como una experiencia comunicativa, milenaria y cargada de afectividad.
- Conociendo la narración oral escénica como un oficio artístico.
- A sabiendas de la importancia de enamorarse de una historia para poder contarla a viva voz y escénicamente.
- Decantando progresivamente, a partir del conocimiento de género, el tipo de relatos que queremos promover para intentar romper con los estereotipos que se han establecido socioculturalmente en la literatura universal, muy particularmente en la denominada literatura infantil.
- Partiendo de sus propios relatos de vida.
- Compartiendo los relatos preparados con el grupo.
- Asumiendo todo lo que hay que enriquecer y mejorar...
- Haciendo una puesta en común de la experiencia, a través del intercambio de opiniones, emociones y sugerencias, durante varias rondas, hasta llegar a la presentación con un público diferente al de sus compañeros y compañeras de clase.
- Fortaleciendo conocimientos, almas y espíritus para seguir contando, para promover historias y cuentos que visibilicen a las mujeres y fortalezcan la equidad de género, pero también promoviendo valores para la convivencia, para la alegría, para la promoción de los derechos humanos y de la cultura de la paz.

#### ***En un proceso de búsqueda y de relación que se profundiza...***

La narrativa oral es una experiencia de vida, de animación sociocultural y al mismo tiempo, una estrategia para la investigación educativa. A través de esta experiencia iniciamos y cerramos el primer momento de una investigación que nos acerca al estudio de la narrativa oral con perspectivas de género y que nos ha permitido generar una experiencia educativa innovadora, así como también el desarrollo de un conjunto de actividades de extensión en el ámbito de la ciudad universitaria y en otros contextos educativos y culturales, a partir de la creación del grupo de narradoras y narradores orales *Hijas e Hijos de Artemisa*.

“... Quisiera rescatar una reflexión importante, aunque nuestros estudios estuvieron enfocados en la mujer, no quedó nunca de lado, la perspectiva masculina, como por ejemplo, al conversar también sobre “la nueva masculinidad...” (Alexis Abreu, Hijo de Artemisa)

“... Conforme pasaban las semanas, aprendí significados, teorías y conocí puntos de vista que antes no me había planteado, como por ejemplo la palabra sororidad, diferencias entre equidad e igualdad de género... lo que ha sido más importante para mí, estudiar la nueva masculinidad, así como a la mujer se le han negado derechos, el hombre también ha sido marginado en otros aspectos... Pero lo más valioso es que aprendí a contar cuentos y lo maravilloso que se siente...” (Adriana Buitriago, Hija de Artemisa)

Hemos explorado áreas fundamentales: motivación por los estudios de género y de la narrativa oral, generada en estudiantes de diferentes escuelas y facultades a través de la experiencia de la asignatura electiva *Género, Narrativa Oral y Experiencia Educativa*, donde nació el Grupo de Narradores Orales Las Hijas e Hijos de Artemisa, en el contexto del PCI, en el Centro de Estudios de la Mujer (CEM-UCV). Hemos realizado una búsqueda documental sobre diversos temas vinculados con la narrativa oral y las perspectivas de género; experiencias de mujeres narradoras y de grupos de narración oral escénica.

Se desarrolla una reflexión crítica sobre el papel de la mujer en la experiencia narrativa de la vida cotidiana y en el rescate de la palabra, en diferentes contextos educativos y socioculturales, proponiendo un enfoque integrador de los aspectos fundamentales de la relación: Mujer-Educación - Experiencia Narrativa, en fin, fusionando en este recorrido las tres áreas fundamentales de la vida universitaria: la docencia, la investigación y la extensión. Para culminar, quiero resaltar las palabras de la narradora oral y ecofeminista Gladis Parentelli:

“... La narración en voz baja. Un silencio general la acoge. No da lugar a carcajadas, apenas a sonrisas o a gestos de asombro, aprobación o incredulidad. Hay una interacción visual permanente entre el narrador de turno y los demás. La misma dinámica, la misma interacción, la misma magia, la vi nacer otras veces, en medio del calor del verano, cuando se descansaba del trabajo de la cosecha: cuando el narrador hacía una pausa para beber el mate amargo, nadie rompía el silencio; lo mismo cuando detenía el ademán para cambiar la pisada de la bombilla cuando el mate había perdido su mejor sabor... Tendida en la hierba, en el Jardín Botánico, observo los pájaros parados en una rama. El pájaro está allí, atrapa insectos, come gusanos. De repente, comienza a cantar, está sereno, sin miedo escénico, parece muy seguro de su dignidad, de lo que hace. Al verlo, pienso en tantos narradores y narradoras que me han regalado su arte.” (Parentelli, 2009:2)

Nosotras y nosotros, también nos sumamos a este agradecimiento a la vida, a la experiencia prodigiosa de poder contar cotidianamente, de narrar oral y escénicamente con perspectivas de género y de llevar a las aulas de la Educación Superior, una inquietud, un sueño, una

pregunta que cuenta y nos integra en una actitud sororal, en nuestras búsquedas como profesoras/es y estudiantes universitarios, así como también, en un espacio que poco a poco, vamos construyendo para el intercambio de subjetividades, para el respeto y la valoración de las diferencias y en otras ocasiones para la reflexión y el cuestionamiento en torno a situaciones muy particulares como la violencia de género, la homofobia, las discriminaciones de todo tipo.

Es un proceso, quizás lento, pues los temas y las experiencias lo ameritan, en donde intentamos profundizar en ese contexto identitario, donde cada día, más que respuestas, encontramos nuevas preguntas que nos acercan a la reflexión de la experiencia cotidiana y nos llevan a la búsqueda no sólo de temas específicos de investigación, también nos mueven a la búsqueda y creación de nuevos relatos y al análisis de los testimonios e historias de vida.

Las líneas que preceden este trabajo, constituyen en principio la contextualización de la experiencia que venimos desarrollando, la sistematización de algunos aspectos específicos de lo que hemos venido desarrollando en las asignaturas electivas y en la participación de *Los Hijos e Hijas de Artemisa* del Centro de Estudios de la Mujer CEM-UCV. En el entorno de esta investigación, actualmente, trabajamos directamente con algunas narradoras orales escénicas que participan y han participado en otros momentos, en el movimiento de narración oral en la ciudad de Caracas.

### **Referencias bibliográficas**

- ANDER EGG, E. (2005). *Metodología y Práctica de la Animación Sociocultural*. Barcelona: Humanitas editores.
- ANTILLANO L. (2001). *Solitaria Solidaria*. Mérida, Venezuela: *El Otro, el mismo*.
- BADESA S. de M. (1995). *Perfil del Animador Cultural*. Madrid: Narcea.
- BARRIOS G., H. (2008). Mujeres Dueñas de las palabras: Las Hijas de Artemisa. Nacimiento del “Grupo de Narradoras Orales del Centro de Estudios de la Mujer”. Caracas: *Revista Venezolana de Estudios de la Mujer*- Julio- Diciembre, Vol. 13, No 31.
- EL ACHKAR S. (2008). “Leer y escribir el mundo: una experiencia educativa para el ejercicio del poder”. Caracas: *Revista Venezolana de Estudios de la Mujer*- Julio- Diciembre, Vol. 13, No 31.
- FREIRE P. (2007). *Cartas para quien pretende enseñar*. Madrid: Siglo XXI.
- GAMBA S. (2008). *Las perspectivas de género*, disponible en:  
<http://www.nodo50.org/mujeresred/spip.php?article13> Consultado 10 de diciembre de 2010.
- (2009) *Qué es la perspectiva y los estudios de género*, disponible en:  
<http://hpgenero.blogspot.com/2009/07/que-es-la-perspectiva-de-genero-y-los.html>  
Consultado 11 de diciembre de 2010.
- HEILBRUN C. (2001). *Mujeres, Hombres, Teorías y Literatura*. México: Fondo de Cultura Económica.

- LOUREIRO G., Á. (2010). “Autobiografía y Crisis de la Memoria”, en *Relatos Autobiográficos y otras formas del Yo* (Carolina Alzate Y Carmen Elisa Acosta, compiladoras).
- MEIER L. (2004). “La narración oral como formadora de La historia que se escribirá”, Ponencia hecha durante el encuentro internacional de narradores orales y escritores “Palabras de invierno”. Ciudad de Matanzas, Cuba: 30 de octubre del 2007.
- MURILLO D. (1999). “Oralidad y Comunicación. Razón y Palabra”. N° 15, Año 4. Agosto- Octubre.
- PARENTELLI G. (2009). *Mi testimonio como narradora oral* (mimeografiado). Caracas: 19 de mayo.
- PELEGRÍN A. (1996). *La Aventura de Oír*. Madrid: Editorial Cincel.
- PINKOLA ESTÉS C. (2000). *Mujeres que corren con los lobos. Mitos y cuentos del arquetipo de la mujer salvaje*. Vintage Books, 576 p.
- ONG J., W. (2005). *Oralidad y Escritura. Tecnologías de las Palabras*. México: Fondo de Cultura Económica.
- RIVAS L. M. (2004). *La Novela Intrahistórica*. Mérida: *El Otro, el mismo*.
- SUAZA VARGAS L.M. (1994). “La domesticación educativa”. Colombia: Ed. 21, Derechos Humanos, Consejería Presidencial sobre derechos humanos, fasc. p. 40-44.
- VINCENTI C. (2006). *Las Muñecas y el Moloch*. Mérida: *El otro el mismo*.
- ZERPA A., I. (2006). “De Cómo me Hice narradora Oral y Cómo Vivo en Cada Intento”. Caracas: *Revista Venezolana de Estudios de La Mujer*, Julio-Diciembre Vol.11. N° 27, p. 195-213.